Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**M. François Dewasme**
056/860.223

Réf. SJ/FD/2024/SDT

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

2c

**OBJET : Schéma de développement du territoire – Recours en annulation au Conseil d'Etat – Ratification de la décision du Collège communal du 8 août 2024**

Le Conseil communal,

Vu les articles L1123-23-7° et L1242-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 modifiant le Code du développement territorial et le décret du 6 novembre 2008 portant sur la rationalisation de la fonction consultative et abrogeant le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ;

Considérant que le projet de Schéma de développement territorial (SDT) a été approuvé par le Gouvernement wallon le 30 mars 2023 ;

Considérant qu'une enquête publique commune à toutes les villes wallonnes a été organisée du 30 mai au 14 juillet 2023 ;

Considérant l'adoption du SDT par le Gouvernement wallon en séance du 23 avril 2024 ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2024 a été publié, le 21 juin 2024, au Moniteur belge et est entré en vigueur le 1er août 2024 ;

Considérant que le concept clé du projet de révision du SDT est l'optimisation spatiale dans le but de réduire l'artificialisation et de lutter contre l'étalement urbain et que l'introduction de ce concept bouleverse les fondements de la politique de développement territorial menée jusqu'à présent en Wallonie ;

Considérant que, par ce concept, l'objectif est de maximiser un développement économique, social, environnemental et culturel tout en réduisant les incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'un des principaux principes de cette optimisation est de « *réduire progressivement l'artificialisation nette des terres en vue de tendre vers 0 km²/an à l'horizon 2050* » ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause ce concept fondamental, reconnaissant même son importance, mais qu'il y a lieu d'émettre une série de considérations afin de protéger et de promouvoir notre territoire et notre région ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Considérant que ces considérations touchent plusieurs domaines, notamment en termes de centralité, de mobilité, de positionnement transfrontalier et d'impacts financiers de ce schéma ;

Considérant que, par l'adoption définitive du SDT, la Wallonie définit sa stratégie territoriale sur plusieurs décennies ;

Considérant le peu de considération de la Ville de Mouscron et de la Wallonie Picarde dans ce SDT alors qu'en raison de son PIB, la Wallonie Picarde est un contributeur important de la Région wallonne ;

Vu l'avis du conseil de développement sur le Schéma de développement territorial qui met en exergue l'importance fondamentale de la création d'un bipôle majeur Tournai-Mouscron ;

Attendu qu'un recours en annulation à l'encontre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2024 apparait opportun et nécessaire ;

Considérant que le délai afin d'introduire un tel recours expirait le 20 août 2024 ;

Considérant que dans ces conditions, il n'était pas possible d'obtenir préalablement l'autorisation du Conseil communal ;

Attendu que par délibération du 8 août 2024, le Collège communal a décidé d'introduire un recours en annulation à l'encontre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2024 adoptant définitivement le Schéma de développement du territoire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 adoptant définitivement le Schéma de développement de l'espace régional ;

Attendu que ce recours en annulation est introduit conjointement par l'A.S.B.L. WALLONIE PICARDE, la Ville de Tournai et la Ville de Mouscron ;

Attendu qu'il y a lieu pour le Conseil communal de ratifier la décision du 8 août 2024 adoptée par le Collège communal ;

À *des voix* ;

D E C I D E :

Article 1er. – De ratifier la décision du 8 août 2024 adoptée par le Collège communal décidant d'introduire un recours en annulation à l'encontre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2024 adoptant définitivement le Schéma de développement du territoire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 adoptant définitivement le Schéma de développement de l'espace régional.

**PAR LE CONSEIL :**
Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Isabelle DOMICENT*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRÉSIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRÉSIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

---

**OBJET N° : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - CONSTRUCTION D'UN HALL SPORTIF À MOUSCRON – PROJET PIV 7 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le manque de places disponibles dans les halls sportifs de l'entité pour satisfaire les nombreux clubs sollicitant des plages d'occupation ;

Considérant que la Ville de Mouscron a acquis le centre équestre de la Rouge-Croix en vue de le transformer en hall sportif communal ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le Programme Stratégique Transversal de la Ville de Mouscron ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :
**OBJET N° : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - CONSTRUCTION D'UN HALL SPORTIF À MOUSCRON - PROJET PIV 7 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Considérant que le projet est repris dans la liste des projets subsidiables par la Politique Intégrée de la Ville (PIV) et la Politique des Grandes Villes/Perspective de Développement Urbain pour partie ;

Considérant que le projet s'inscrit dans une perspective de déploiement de l'offre sportive ;

*Considérant que ledit hall sportif accueillera les élèves de l'Ecole des sports qui sera construite à* proximité ;

Considérant que le marché de conception du marché "Construction d'un hall sportif à Mouscron" a été attribué à l'Intercommunale d'Etude et de Gestion, Rue de la Solidarité 80 à 7700 Mouscron ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-824 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, l'Intercommunale d'Etude et de Gestion, Rue de la Solidarité 80 à 7700 Mouscron ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

*** Lot 1 (Gros-œuvre - Couverture - Menuiseries extérieures - Parachèvement)**, estimé à 3.664.293,24 € hors TVA ou 4.433.794,82 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que ce lot est divisé en tranches :
* Tranche ferme : Tranche de marché 1 - Gros-œuvre - Couverture - Menuiseries extérieures - Parachèvement (Estimé à : 3.432.103,24 € hors TVA ou 4.152.844,92 €, 21% TVA comprise)
* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 - Finitions - Equipement (Estimé à : 232.190,00 € hors TVA ou 280.949,90 €, 21% TVA comprise)

*** Lot 2 (Electricité - Photovoltaïque - Réseau informatique - Détection incendie - Détection intrusion)**, estimé à 470.000,00 € hors TVA ou 568.700,00 €, 21% TVA comprise ;

*** Lot 3 (HVAC-Sanitaires)**, *estimé à 1.120.000,00 € hors TVA ou* 1.355.200,00 €, 21% TVA comprise ;

*** Lot 4 (Aménagement des abords)**, estimé à 601.832,50 € hors TVA ou 728.217,33 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que ce lot est divisé en tranches :
* Tranche ferme : Tranche de marché 1 - Aménagements (Estimé à : 581.517,50 € hors TVA ou 703.636,18 €, 21% TVA comprise)
* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 - Plantations (Estimé à : 20.315,00 € hors TVA ou 24.581,15 €, 21% TVA comprise)

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 5.856.125,74 € hors TVA ou 7.085.912,15 €, 21% TVA comprise (1.229.786,41 € TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le montant estimé du présent marché est supérieur au seuil de publication européenne ;

Considérant que le marché s'inscrit dans le cadre de la Politique Intégrée de la Ville (PIV), action n° 7 « Hall sportif du FuturoSport », volet « Rénovation énergétique » ;

*Considérant que le taux de subsidiation est fixé à 80% pour les postes du métré éligibles ;*

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :
**OBJET N° : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - CONSTRUCTION D'UN HALL SPORTIF À MOUSCRON - PROJET PIV 7 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Considérant que le crédit permettant une partie des dépenses est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 764/72202-60 (numéro de projet 20230119) et 764/72205-60 (numéro de projet 20230119) ;

Considérant que, pour le solde des dépenses, un complément de crédit sera prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, via la modification budgétaire n°3 ;

Considérant que le financement du solde des dépenses dépendra du montant de l'offre adjugée et des crédits budgétaires disponibles ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier a été transmis en date du 29 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 29 août 2024 et joint à la présente délibération ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-824 et le montant estimé du marché "Construction d'un hall sportif à Mouscron", établis par l'auteur de projet, Intercommunale d'Etude et de Gestion, Rue de la Solidarité 80 à 7700 Mouscron. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.856.125,74 € hors TVA ou 7.085.912,15 €, 21% TVA comprise (1.229.786,41 € TVA cocontractant).

Art. 2 - De passer le marché par la procédure ouverte.

Art. 3 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Art. 4 - Le crédit permettant une partie des dépenses est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 764/72202-60 (n° projet 20230119) et 764/72205-60 (n° projet 20230119).

Art. 5 – Pour le solde des dépenses, un complément de crédit sera prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, via la modification budgétaire n°3.

Art. 6 – Le financement du solde des dépenses dépendra du montant de l'offre adjugée et des crédits budgétaires disponibles.

Art. 7 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

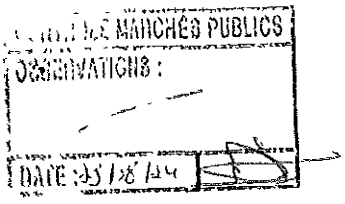
Par ordonnance :

La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,
N. BLANCKE




La Bourgmestre,
B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Aurore Millecamps*
*056/860.812*

*N/Réf. :*
*DA1/PG/TB/2024/AM*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

PROJET

---

4c **OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉALISATION DE TRANCHÉES POUR LE CÂBLAGE DE L'ÉCLAIRAGE DE L'ANCIEN PARC COMMUNAL - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° d) ii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : absence de concurrence pour des raisons techniques) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 11 décembre 2023 approuvant les conditions et le montant estimé du marché de remplacement de l'éclairage du Parc communal ainsi que le recours à l'intercommunale ORES Assets SC dans le cadre d'une relation dite « In house » ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉALISATION DE TRANCHÉES POUR LE CÂBLAGE DE L'ÉCLAIRAGE DE L'ANCIEN PARC COMMUNAL - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Vu la décision du Collège communal du 26 décembre 2023 approuvant l'attribution du marché « Remplacement de l'éclairage du Parc communal - Recours à l'Intercommunale ORES dans le cadre de la relation IN HOUSE » à l'intercommunale ORES Assets SC, Chemin d'Eole, 19 à 7900 Leuze-en-Hainaut ;

Considérant que, vu la vétusté de l'éclairage actuel de l'ancien parc communal (luminaires qui tombent en panne, mauvaise stabilité de plusieurs mâts, ...), il devient urgent de procéder à son remplacement par la société désignée, à savoir ORES Assets, et donc à la réalisation des tranchées accueillant le câblage pour ces travaux d'éclairage ;

Considérant que cela génère une sensation d'insécurité grandissante, en soirée l'hiver ou pendant les festivités telles que la fête nationale ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de réalisation de tranchées pour l'enfouissement des câbles à effectuer par ORES Assets ;

Considérant qu'il est jugé inévitable de solliciter uniquement la société ORES Assets pour la réalisation des tranchées et donc de recourir à la procédure négociée sans publication préalable sur base de l'exclusivité technique ;

Considérant en effet que la coordination entre l'ouverture de tranchées et la pose du câblage est trop complexe pour être réalisée par deux sociétés différentes ;

Considérant que l'exclusivité technique se justifie également par les éléments suivants:

- Entre le moment où la tranchée est ouverte et le moment où elle est fermée, le lit de sable doit être posé, puis le câble, le sable et enfin le filet avertisseur ;
- Si une averse tombe entre les deux, avec les dénivelés et le manque d'égouttage du parc, les tranchées seraient rincées et le sable balayé jusqu'au point bas du parc ;
- Une entreprise unique permet de sectionner facilement les différentes parties de l'ancien parc. On peut alors n'ouvrir qu'une petite portion de tranchée et la refermer aussitôt, ce qui permet de sécuriser aisément la zone et laisser le reste du parc ouvert au public ;
- On évite les possibles vols de câbles lorsqu'ils sont rapidement enfouis ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-834 relatif au marché "Réalisation de tranchées pour le câblage de l'éclairage de l'ancien parc communal" établi par le Service Techniques Spéciales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 450.000,00 € hors TVA ou 523.500,00 €, TVA comprise (73.500,00 € TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 766/73502-60 (projet n° 20230139) ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier a été transmis en date du 23 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 26 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :
**OBJET :** **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉALISATION DE TRANCHÉES POUR LE CÂBLAGE DE L'ÉCLAIRAGE DE L'ANCIEN PARC COMMUNAL - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-834 et le montant estimé du marché "Réalisation de tranchées pour le câblage de l'éclairage de l'ancien parc communal", établis par le Service Techniques Spéciales. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 450.000,00 € hors TVA ou 523.500,00 €, TVA comprise (73.500,00 € TVA cocontractant).

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Art. 3 - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 766/73502-60 (projet n° 20230139).

Art. 4 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

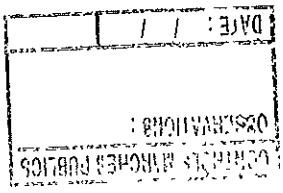
La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

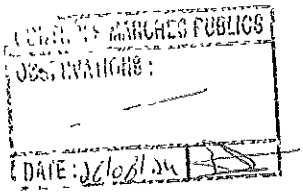
La Directrice Générale,

N. BLANCKE



La Bourgmestre,

B. AUBERT



Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Véronique DELETRAIN*
*056/860.805*

*N/Réf. :*
*DA1/PG/TB/2024/VD*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

PROJET

---

5e **OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET MISE EN CONFORMITÉ DE LA CRÈCHE LE DOUNY : ELECTRICITÉ - PROJET PIV 8 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) et 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune s'est engagée à rénover l'ensemble de la crèche 'Le Douny', construite il y a 50 ans, au vu de plusieurs éléments tels que la non-conformité de la cabine haute-tension, les normes de surface exigées par l'ONE, les normes de salubrité de l'AFSCA, l'absence de ventilation, la vétusté des équipements mobiliers et l'audit énergétique de mai 2019 ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET MISE EN CONFORMITÉ DE LA CRÈCHE LE DOUNY : ELECTRICITÉ - PROJET PIV 8 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Considérant que cette rénovation comprendra, entre autres, le remplacement intégral de l'installation électrique (électricité, alarme, panneaux photovoltaïques), remettant ainsi la crèche à « l'état neuf » ;

Vu la décision du Conseil communal du 29 janvier 2024 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu la décision du Collège communal du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution des lots 1 « Gros-œuvre parachevé » et 2 « HVAC – Sanitaires » ;

Considérant qu'il y a désormais lieu de relancer un marché public afin d'attribuer le lot « Electricité », les offres reçues étant jugées substantiellement irrégulières ;

Vu le cahier des charges N° 2024-832 relatif au marché "Rénovation énergétique et mise en conformité de la crèche Le Douny : Electricité - Projet PIV 8 " établi par le Service Techniques Spéciales ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :
* Tranche ferme : Tranche de marché 1 (Estimé à : 196.187,50 € hors TVA ou 237.386,88 €, 21% TVA comprise)
* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 (Estimé à : 100.807,50 € hors TVA ou 121.977,08 €, 21% TVA comprise)

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 296.995,00 € hors TVA ou 359.363,95 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le marché s'inscrit dans le cadre de la Politique Intégrée de la Ville (PIV) au sein du projet global « Transformations Crèche Douny – Projet PIV 8 » visant au développement des quartiers prioritaires et à la rénovation énergétique à l'échelle de la ville et/ou par quartiers ;

Considérant que le taux de subsidiations est fixé à 80% ;

*Considérant que le crédit permettant les dépenses pour la tranche ferme est inscrit au budget* communal extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 844/72402-60 (projet 20230173) et 844/72405-60 (projet 20230173) ;

Considérant que le solde de la dépense sera prévu au budget communal extraordinaire de l'exercice 2024, via la modification budgétaire n°3 ;

Considérant que le financement de la tranche conditionnelle dépendra du montant de l'offre adjugée et de la disponibilité des crédits budgétaires ;

*Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;*

Attendu que le dossier a été transmis en date du 22 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 23 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET :** **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET MISE EN CONFORMITÉ DE LA CRÈCHE LE DOUNY : ELECTRICITÉ - PROJET PIV 8 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-832 et le montant estimé du marché "Rénovation énergétique et mise en conformité de la crèche Le Douny : Electricité - Projet PIV 8 ", établis par le Service Techniques Spéciales. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 296.995,00 € hors TVA ou 359.363,95 €, 21% TVA comprise.

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art. 3 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 4 – Le crédit permettant les dépenses pour la tranche ferme est inscrit au budget communal extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 844/72402-60 (projet 20230173) et 844/72405-60 (projet 20230173).

Art. 5 – Le financement de la tranche conditionnelle dépendra du montant de l'offre adjugée et de la disponibilité des crédits budgétaires.

Art. 6 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

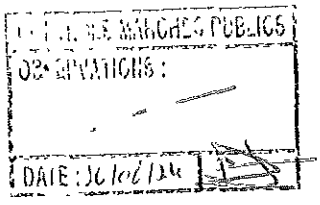
La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

N. BLANCKE




La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Andy Priem*
*056/860.802*

*N/Réf. :*
*DA1/PG/TB/2024/AP*

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

---

6c

**OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉAMÉNAGEMENT COMPLET DE L'AVENUE DU CHÂTEAU - TRONÇON COMPRIS ENTRE LA RUE COTONNIÈRE ET LA PLACE DE LA GARE (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les travaux de « Réaménagement complet de l'Avenue du Château - Tronçon compris entre la rue Cotonnière et la Place de la Gare » sont intégrés dans notre Plan d'Investissement Communal 2022-2024 et dans notre Plan d'Investissement Mobilité Active Communal et Intermodalité 2022-2024, approuvés par le Conseil communal du 23 mai 2022 et approuvés par la Région Wallonne en date du 14 novembre 2022 ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

***OBJET :*** **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉAMÉNAGEMENT COMPLET DE L'AVENUE DU CHÂTEAU - TRONÇON COMPRIS ENTRE LA RUE COTONNIÈRE ET LA PLACE DE LA GARE (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

Considérant que les travaux consistent en un réaménagement complet (trottoirs, voirie et égouttage) de l'Avenue du Château afin de répondre aux sollicitations engendrées par le trafic actuel et futur et afin de garantir la sécurité et l'accessibilité de l'ensemble des usagers de la route et en particulier les modes actifs ;

Considérant, au vu du mauvais état de l'égouttage dans l'Avenue du Château, l'opportunité pour IPALLE d'agir conjointement avec la Ville de Mouscron afin de procéder à la démolition de celui-ci et à la pose d'un nouveau réseau d'égouttage ;

Considérant qu'il s'agirait donc d'un marché conjoint ;

Considérant que, par souci de cohérence technique, IPALLE souhaite confier à l'administration communale les études relatives à l'égouttage de sorte que l'ensemble des travaux fasse l'objet d'un seul et même dossier ;

Vu le projet de convention à conclure entre la Ville de Mouscron et l'Intercommunale IPALLE pour la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

Vu le courrier d'Ipalle du 22 mai 2024 approuvant le projet de convention et la désignation de la Ville de Mouscron comme pouvoir adjudicateur pilote ;

Vu la décision du Comité Sectoriel « Epuration » d'Ipalle du 6 juin 2024 approuvant les conditions, le mode de passation et le montant estimé du marché public conjoint ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 juin 2024 approuvant la convention relative à la délégation à la Ville de Mouscron de la maitrise d'ouvrage pour les travaux d'égouttage ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 juin 2024 approuvant le montant estimé, le cahier des charges et le mode de passation relatifs au marché « Réaménagement complet de l'Avenue du Château – Tronçon compris entre la rue Cotonnière et la Place de la Gare », soit la procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des travaux de voirie est subsidiée par le Service Public de Wallonie-Mobilité et Infrastructures - Département des infrastructures locales - Direction des espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur ;

Considérant que les travaux d'égouttage sont préfinancés à 100% par la SPGE avec une quote-part communale de 42% à libérer sur 20 ans, conformément au contrat d'égouttage ;

Vu l'avis daté du 22 juillet 2024 du Service Public de Wallonie sollicitant, dans le cadre de l'approbation de notre demande de subventions, l'apport de modifications au cahier des charges et au métré ;

Vu le cahier des charges N° 2024-772 et le métré modifiés selon les remarques émises par le Service Public de Wallonie ;

Vu les plans établis par le Service Technique de la Voirie pour la partie voirie et égouttage ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉAMÉNAGEMENT COMPLET DE L'AVENUE DU CHÂTEAU - TRONÇON COMPRIS ENTRE LA RUE COTONNIÈRE ET LA PLACE DE LA GARE (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

Considérant que le montant estimé de ce marché a été légèrement modifié et s'élève désormais à à 1.560.921,86 € hors TVA ou 1.888.715,45 €, 21% TVA comprise (327.793,59 € TVA cocontractant) répartit comme suit :

- Partie Ville : 1.000.024,11 € HTVA ou 1.210.029,17 € TVAC
- Partie IPALLE (travaux d'égouttage) : 560.897,75 € HTVA ou 678.686,28 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant une partie de la dépense pour la partie Ville est inscrit au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, article 421/73102-60 (projet n° 20230228) et article 421/73105-60 (projet n°20230228) ;

Considérant que le crédit permettant le solde de la dépense pour la partie Ville sera inscrit au budget communal extraordinaire de l'exercice 2024, via la modification budgétaire n°3 ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 26 août 2024 et joint à la présente délibération ;

À voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-772 et le métré tels que modifiés selon les remarques émises par le Service Public de Wallonie. Le montant estimé s'élève désormais à 1.560.921,86 € hors TVA ou 1.888.715,45 €, 21% TVA comprise (327.793,59 € TVA cocontractant) réparti comme suit :

- Partie Ville : 1.000.024,11 € HTVA ou 1.210.029,17 € TVAC
- Partie IPALLE (travaux d'égouttage) : 560.897,75 € HTVA ou 678.686,28 € TVAC.

Art. 2 - De passer le marché par la procédure ouverte.

Art. 3 - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante, le Service Public de Wallonie- Mobilité et Infrastructures - Département des infrastructures locales - Direction des espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur.

Art. 4 – La Ville de Mouscron est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de l'Intercommunale de Propreté Publique scrl – IPALLE, à l'attribution du marché.

Art. 5 - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Art. 6 - Copie de cette décision est transmise au pouvoir adjudicateur participant.

Art. 7 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET :** **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RÉAMÉNAGEMENT COMPLET DE L'AVENUE DU CHÂTEAU - TRONÇON COMPRIS ENTRE LA RUE COTONNIÈRE ET LA PLACE DE LA GARE (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

Art. 8 - De financer une partie des dépenses pour la partie Ville par le crédit inscrit au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, article 421/73102-60 (projet n° 20230228) et article 421/73105-60 (projet n°20230228).

Art. 9 – De financer le solde de la dépense pour la partie Ville sera inscrit au budget communal extraordinaire de l'exercice 2024, via la modification budgétaire n°3, sous réserve de son approbation par l'autorité de tutelle.

Art. 10 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

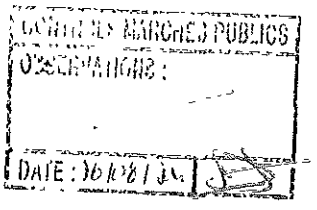
La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE




B. AUBERT

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

PROJET

---

**OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - AMÉNAGEMENTS SURFACIQUES ET CRÉATION DE BANDES CYCLABLES SUGGÉRÉES DE DIVERSES RUES DE L'ENTITÉ DE MOUSCRON (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les travaux intitulés "Aménagements surfaciques et création de bandes cyclables suggérées de diverses rues de l'entité de Mouscron (PIC/PIMACI 2022-2024)" sont intégrés dans notre Plan d'Investissement Communal 2022-2024 et dans notre Plan d'Investissement Mobilité Active Communal et Intermodalité 2022-2024, approuvés par le Conseil communal du 23 mai 2022 et par la Région Wallonne en date du 14 novembre 2022 ;

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Véronique DELETRAIN*
*056/860.805*

*N/Réf. :*
*DA1/PG/TB/2024/VD*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET : DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - AMÉNAGEMENTS SURFACIQUES ET CRÉATION DE BANDES CYCLABLES SUGGÉRÉES DE DIVERSES RUES DE L'ENTITÉ DE MOUSCRON (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

Considérant le besoin de réaliser des travaux afin de créer des cheminements cyclables sécurisés et confortables en ville et de visibiliser les cyclistes dans la rue de la Station, rue de Rolleghem, rue de la Liesse, rue de la Broche de Fer et rue des Frontaliers ;

Considérant la « VISION FAST – MOBILITE 2030 » approuvée par le Gouvernement wallon en novembre 2017 et ayant pour but de réduire l'encombrement sur les routes wallonnes ;

Considérant que la Ville de Mouscron est une Ville Pilote Wallonie Cyclable ;

Considérant que ce Plan de la Région Wallonne, à destination des communes désireuses de mener sur leur territoire une politique ambitieuse en faveur du vélo utilitaire, consiste en la création d'aménagements cyclables ;

Considérant que l'aménagement proposé entre dans le cadre du « Plan d'Investissement Communal » et du « Plan d'Investissement mobilité active communal et intermodalité » (PIC-PIMACI 2022-2024) dont l'objectif général est de soutenir de manière forte le développement des aménagements favorisant la mobilité active quotidienne cyclable et piétonne, ainsi que l'intermodalité ;

Considérant que la politique wallonne veut se baser sur la poursuite de la « VISION FAST 2030 » – laquelle table entre autres sur une augmentation de la part modale du vélo de 1% à 5% à l'horizon 2030 – et de la stratégie régionale de mobilité ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 juin 2024 approuvant le montant estimé, le cahier des charges et le mode de passation relatifs au marché « Aménagements surfaciques et création de bandes cyclables suggérées de diverses rues de l'entité de Mouscron (PIC/PIMACI 2022-2024) », soit la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le marché est subsidié à concurrence de 30 % pour les rues de la Station, de la Liesse, de la Broche de Fer, des Frontaliers et à concurrence de 50 % pour la rue de Rolleghem par le Service Public de Wallonie - Mobilité et Infrastructures - Département des infrastructures locales - Direction des espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur ;

Vu l'avis daté du 23 juillet 2024 du Service Public de Wallonie sollicitant, dans le cadre de l'approbation de notre demande de subventions, l'apport de modifications au cahier des charges et au métré ;

Vu le cahier des charges N° 2024-811 modifié, établi par le Service Technique de la Voirie ;

Considérant que le montant estimé de ce marché a été légèrement modifié et s'élève désormais à 327.065,00 € hors TVA ou 395.748,66 €, 21% TVA comprise (68.683,66 € TVA cocontractant) ;

Considérant que ce marché est divisé en lots comme suit :

* Lot 1 (Rue de la Station), estimé à 75.325,00 € hors TVA ou 91.143,25 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 2 (Rue de Rolleghem), estimé à 95.032,50 € hors TVA ou 114.989,33 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 3 (Rue de la Liesse), estimé à 50.990,00 € hors TVA ou 61.697,90 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 4 (Rue de la Broche de Fer), estimé à 53.007,50 € hors TVA ou 64.139,08 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 5 (Rue des Frontaliers), estimé à 52.710,00 € hors TVA ou 63.779,10 €, 21% TVA comprise ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET :** **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - AMÉNAGEMENTS SURFACIQUES ET CRÉATION DE BANDES CYCLABLES SUGGÉRÉES DE DIVERSES RUES DE L'ENTITÉ DE MOUSCRON (PIC/PIMACI 2022-2024) - APPROBATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU CAHIER DES CHARGES ET AU METRE SUITE AUX REMARQUES DU POUVOIR SUBSIDIANT.**

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses est inscrit au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, aux articles 421/73502-60 (projet n° 20240036) et 421/73505-60 (projet n° 20240036) ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 27 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 28 août 2024 et joint à la présente délibération ;

À voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-811 et le métré tels que modifiés selon les remarques émises par le Servic Public de Wallonie. Le montant estimé s'élève désormais à 327.065,00 € hors TVA ou 395.748,66 €, 21% TVA comprise (68.683,66 € TVA cocontractant).

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art. 3 - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante, le Service Public de Wallonie - Mobilité et Infrastructures - Département des infrastructures locales - Direction des espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur.

Art. 4 - De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 5 – De financer les dépenses par le crédit inscrit au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, aux articles 421/73502-60 (projet n° 20240036) et 421/73505-60 (projet n° 20240036).

Art. 6 – La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**
Par ordonnance :

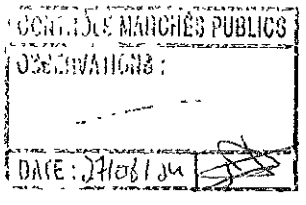
La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

N. BLANCKE




L'Échevine des travaux de voiries,

M-H. VANELSTRAETE

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Isabelle DOMICENT*
*056/860.299*

*N/Réf. : CMP/2024/ID*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole
lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

---

8c **OBJET : SERVICE ASSURANCES - MARCHE DE SERVICES - RENOUVELLEMENT DES PORTEFEUILLES D'ASSURANCES DE LA VILLE ET DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON (2025-2028) – MARCHE CONJOINT - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36, l'article 57, et notamment les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer le marché permettant le renouvellement des portefeuilles d'assurances de la Ville et de la Zone de Police de Mouscron ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**SERVICE ASSURANCES - MARCHE DE SERVICES - RENOUVELLEMENT DES PORTEFEUILLES D'ASSURANCES DE LA VILLE ET DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON (2025-2028) – MARCHE CONJOINT - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Ville de Mouscron agirait comme pouvoir adjudicateur pilote, exécuterait la procédure et interviendrait au nom de la Zone de Police de Mouscron à l'attribution du marché, sous réserve de l'approbation de cette délégation par le Conseil communal siégeant en Conseil de police soumise à la séance de ce jour ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Vu le cahier des charges N° 2024-798 relatif au marché "Renouvellement des portefeuilles d'assurances de la Ville et de la Zone de police de Mouscron (2025-2028)" établi par le service Assurances de la Ville en collaboration avec la Zone de police ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée d'un an avec trois tacites reconductions d'un an chacune ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :
* Lot **1** (Ville de Mouscron) estimé à 826.446,28 €, hors TVA ou 1.000.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 3.305.785,12 €, hors TVA ou 4.000.000,00 €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois ;
* Lot **2** (Zone de police de Mouscron) estimé à 537.190,08 €, hors TVA ou 650.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 2.148.760,32 €, hors TVA ou 2.600.000,00 €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché pour les deux partenaires s'élève à 1.363.636,36 €, hors TVA ou 1.650.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 5.454.545,44 €, hors TVA ou 6.600.000,00 €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses pour la Ville de Mouscron sera inscrit au budget communal des exercices 2025 à 2028, service ordinaire, aux articles correspondants ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier a été transmis en date du 26 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 26 août 2024 et joint à la présente délibération ;

A voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-798 et le montant estimé du marché "Renouvellement des portefeuilles d'assurances de la Ville et de la Zone de police de Mouscron (2025-2028)". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant global estimé s'élève à 5.454.545,44 €, hors TVA ou 6.600.000,00 €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois et pour les deux partenaires.

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**SERVICE ASSURANCES - MARCHE DE SERVICES - RENOUVELLEMENT DES PORTEFEUILLES D'ASSURANCES DE LA VILLE ET DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON (2025-2028) – MARCHE CONJOINT - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

Art. 2 - De passer le marché par la procédure ouverte.

Art. 3 – La Ville de Mouscron est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de la Zone de la police de Mouscron, à l'attribution du marché, sous réserve de l'approbation de cette délégation par le Conseil communal siégeant en Conseil de police soumise à la séance de ce jour.

Art. 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Art. 5. - Copie de cette décision est transmise au pouvoir adjudicateur participant.

Art. 6. - De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Art. 7. - De financer les dépenses pour la Ville de Mouscron par le crédit qui sera inscrit au budget communal ordinaire des exercices 2025 à 2028, aux articles correspondants.

Art. 8. - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

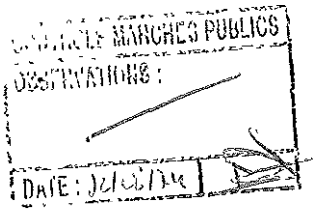
**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT



Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Isabelle DOMICENT*
*056/860.299*

*N/Réf. : CMP/2024/ID*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

---

**OBJET : SERVICE FINANCES - MARCHE DE TRAVAUX - TRAVAUX DE MAINTENANCE À L'IDENTIQUE DE L'ORGUE DE L'ÉGLISE SAINT-BARTHÉLÉMY À MOUSCRON ET ENTRETIEN ANNUEL POUR 4 ANNÉES – RATIFICATION DE LA DECISION DU CONSEIL DE LA FABRIQUE D'EGLISE ET APPROBATION DE L'OCTROI DU SUBSIDE EXTRAORDINAIRE**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Considérant qu'après 30 ans de service, il y a lieu de réaliser quelques travaux de maintenance pour réviser ou réparer des modules vieillissants de l'orgue de l'église Saint-Barthélemy dont l'usage est quasiment quotidien ;

Considérant qu'il y a lieu également de conclure un contrat d'entretien annuel et ce, pour une période de 4 années ;

Vu le cahier des charges N° 2024-790 relatif à ce marché ;

Vu la délibération du Conseil de la Fabrique d'église Saint-Barthélemy du 2 mai 2024 approuvant les conditions, le montant estimé, le mode de passation et la liste des opérateurs économiques à consulter relatifs au marché public "Travaux de maintenance à l'identique de l'orgue de l'église Saint-Barthélemy à Mouscron et entretien annuel pour 4 années" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 38.000 € hors TVA ou à 45.980 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés :
- Cédric COLOMBIER, Rue du Calvaire, 32 à 7620 Wez-Velvain,
- Rudi JACQUES, Hameau de Maurenne à 5540 Hastière,
- Mobilis SCRL (Paulus Adrien), Rue Henri Blès, 37 à 4000 Liège ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**SERVICE FINANCES - MARCHE DE TRAVAUX - TRAVAUX DE MAINTENANCE À L'IDENTIQUE DE L'ORGUE DE L'ÉGLISE SAINT-BARTHÉLÉMY À MOUSCRON ET ENTRETIEN ANNUEL POUR 4 ANNÉES – RATIFICATION DE LA DECISION DU CONSEIL DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY ET APPROBATION DE L'OCTROI DU SUBSIDE EXTRAORDINAIRE**

Considérant que les offres devaient parvenir à la Fabrique d'église au plus tard le 24 juin 2024 à 16h30 ;

Considérant que 2 offres sont parvenues :
- Cédric COLOMBIER, Rue du Calvaire, 32 à 7620 Wez-Velvain (37.460,00 € hors TVA ou 45.326,60 €, 21% TVA comprise) ;
- MOBILIS SCRL (Paulus Hadrien), Rue Henri Blès, 35/37 à 4000 Liège (40.720,00 € hors TVA ou 49.271,20 €, 21% TVA comprise) ;

Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'église Saint-Barthélemy en date du 27 juin 2024 désignant l'opérateur économique Cédric COLOMBIER, Rue du Calvaire, 32 à 7620 Wez-Velvain comme adjudicataire du marché public "Travaux de maintenance à l'identique de l'orgue de l'église Saint-Barthélemy à Mouscron et entretien annuel pour 4 années" pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 34.960,00 € hors TVA ou 42.301,60 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que la Région wallonne (AWaP) octroie des subsides à la Fabrique d'église couvrant une partie des travaux de restauration des monuments classés et monuments inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie ;

Considérant qu'une demande de subsidiation sera faite en ce sens pour les travaux de maintenance visés dans le présent marché ;

Considérant que le taux de subsidiation est de 80% ;

Considérant que, pour ces travaux, la Ville de Mouscron octroie également à la Fabrique d'église un subside prévu au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, à l'article 790/512PR-51 (n° de projet 20240122) ;

Considérant que ce subside permettra de financer le solde de la dépense (20%) ;

Considérant que le montant du subside de la Ville s'élèvera à un montant inférieur à 22.000 € hors TVA ;

Attendu que la présente décision n'appelle donc pas l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

A voix ;

D E C I D E :

Article 1er – De ratifier la décision prise par le Conseil de la Fabrique d'église Saint-Barthélemy en date du 27 juin 2024 et approuvant la désignation de l'opérateur économique Cédric COLOMBIER, Rue du Calvaire, 32 à 7620 Wez-Velvain comme adjudicataire du marché public "Travaux de maintenance à l'identique de l'orgue de l'église Saint-Barthélémy à Mouscron et entretien annuel pour 4 années" pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 34.960,00 € hors TVA ou 42.301,60 €, 21% TVA comprise.

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**SERVICE FINANCES - MARCHE DE TRAVAUX - TRAVAUX DE MAINTENANCE À L'IDENTIQUE DE L'ORGUE DE L'ÉGLISE SAINT-BARTHÉLÉMY À MOUSCRON ET ENTRETIEN ANNUEL POUR 4 ANNÉES – RATIFICATION DE LA DECISION DU CONSEIL DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY ET APPROBATION DE L'OCTROI DU SUBSIDE EXTRAORDINAIRE**

Art. 2 - De charger le Collège communal des mesures d'exécution de ce dossier, dont la libération du financement d'une partie des travaux de maintenance à l'identique de l'orgue de l'église Saint-Barthélémy à Mouscron, prévu au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, à l'article 790/512PR-51 (n° de projet 20240122) sur base des états d'avancement qui seront introduits par la Fabrique d'église auprès de notre Administration communale.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

CONTRÔLE MARCHÉS PUBLICS
OBSERVATIONS :
DATE : 16/08/2024

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

10e

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT ANTOINE DE PADOUE – MODIFICATION BUDGETAIRE n°1 POUR L'EXERCICE 2024

Le Conseil communal :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 1er de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la modification budgétaire introduite par la Fabrique d'église Saint Antoine de Padoue, arrêtée par le Conseil de Fabrique en séance du 24 juin 2024 ;

Vu la décision d'approbation de l'Evêché de Tournai en date du 30 juillet 2024, réceptionnée le 06 août 2024, précisant d'encoder le suivi de la modification budgétaire dans le logiciel Religiosoft ;

Considérant que cette modification budgétaire présente une augmentation du subside communal ordinaire ;

Considérant que suite à diverses infiltrations constatées, une plate-forme doit être remplacée nécessitant une demande de subsides ;

Vu le devis transmis de la société Kadi Construct SRL pour un montant de 33.122,54 € ;

Considérant qu'il s'agit-là d'une réfection complète de la plate-forme, la demande de subsides devant dès lors être introduite à l'extraordinaire et non à l'ordinaire ;

Considérant donc qu'il y a lieu d'inscrire 40.000€, montant total prévu par la Fabrique d'église en R25 (subsides extraordinaires communaux) et en D59 (grosses réparations d'autres propriétés bâties) afin d'assurer le paiement de la facture et autres frais annexes liés à ce projet ,

Considérant donc la demande de modification budgétaire introduite par la Fabrique d'église ;

Vu les diminutions prévues en dépenses ordinaires en D27, D28 et D30 pour l'entretien et la réparation de l'église, de la sacristie et du presbytère d'un montant global de 11.000€ engendrant une diminution du subside communal ordinaire à octroyer à l'article R17, initialement inscrit pour 49.910,72€ ;

Considérant que, après analyse, cette modification budgétaire se présente de la manière suivante :

*RECETTES :*

| ARTICLE | DEFINITION | EXPLICATION | MONTANT ANTERIEUR | MAJORATION | DIMINUTION | NOUVEAUX MONTANTS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Art.17 | Supplément pour les frais ordinaires du culte | | 49 910,72€ | | -11.000,00€ | 38.910,72€ |
| Art.25 | Subsides extraordinaires communaux | | 0,00 € | 40 000,00 € | | 40.000,00 € |
| La différence entre les majorations et les diminutions = 29 000,00 € | | | | | | |

*DEPENSES*

| ARTICLE | DEFINITION | EXPLICATION | MONTANT ANTERIEUR | MAJORATION | DIMINUTION | NOUVEAUX MONTANTS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Art 27 | Entretien et réparation de l'église | | 10 000,00€ | | -5 000,00€ | 5.000,00€ |
| Art.28 | Entretien et réparation de la sacristie | | 2.000,00€ | | -1.000,00€ | 1.000,00€ |
| Art.30 | Entretien et réparation du presbytère | | 10.000,00€ | | -5 000,00€ | 5.000,00€ |
| Art.59 | Grosses réparations d'autres propriétés bâties | | 0,00 € | 40.000,00 € | | 40.000,00 € |
| La différence entre les majorations et les diminutions = 29 000,00 € | | | | | | |

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 août 2024 et joint à la présente décision ;

Par voix ;

**DECIDE :**

Article 1 - D'approuver cette modification budgétaire n°1 pour l'année 2024.

Article 2 - De prévoir la diminution des crédits budgétaires au service ordinaire du budget communal de l'exercice 2024, à l'article 7905/435-01 via la modification budgétaire n°3 de la Ville.

Article 3 - De prévoir les crédits budgétaires au service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2024, à l'article 790/512-51 via la modification budgétaire n°3 de la Ville.

Article 4 - Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Antoine de Padoue, Rue de l'Avenir 47 à Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PROJET

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

11e

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY – MODIFICATION BUDGETAIRE n°2 POUR L'EXERCICE 2024

Le Conseil communal :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 1er de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la modification budgétaire introduite par la Fabrique d'église Saint-Barthélemy, arrêtée par le Conseil de Fabrique en séance du 27 juin 2024 ;

Vu la décision d'approbation de l'Evêché de Tournai en date du 30 juillet 2024, réceptionnée le 06 août 2024 ;

Considérant que cette modification budgétaire présente une augmentation du subside communal ordinaire ;

Considérant que sur base des informations reçues de l'Union des Classes Moyennes, le montant prévu à l'article de dépense D50A « charges sociales » du budget 2024 aurait dû s'élever à 9.200€ et non à 6.000€ ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'augmenter ce poste de 3.200€ et d'augmenter le subside communal ordinaire du même montant afin d'atteindre l'équilibre ;

Considérant donc la demande de modification budgétaire introduite par la Fabrique d'église ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole

Considérant que cette modification budgétaire se présente de la manière suivante :

*RECETTES :*

| ARTICLE | DEFINITION | EXPLICATION | MONTANT ANTERIEUR | MAJORATION | DIMINUTION | NOUVEAUX MONTANTS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Art.17 | Supplément pour les frais ordinaires du culte | | 90.398,10 € | 3 200,00 € | | 93 598,10 € |
| La différence entre les majorations et les diminutions = 3 200,00 € | | | | | | |

*DEPENSES .*

| ARTICLE | DEFINITION | EXPLICATION | MONTANT ANTERIEUR | MAJORATION | DIMINUTION | NOUVEAUX MONTANTS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Art.50A | Charges sociales | | 6 000,00 € | 3 200,00 € | | 9.200,00 € |
| *La différence entre les majorations et les diminutions = 3 200,00 €* | | | | | | |

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 13 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 19 août 2024 et joint à la présente décision ;

Par voix ;

**DECIDE :**

Article 1 - D'approuver cette modification budgétaire n°2 pour l'année 2024.

Article 2 - De prévoir les crédits budgétaires au service ordinaire du budget communal de l'exercice 2024, à l'article 7904/435-01 via la modification budgétaire n°3 de la Ville.

Article 3 - Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Barthélemy, Rue du Blanc-Pignon 8 à Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

12e

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT BARTHELEMY – BUDGET 2025

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la démocratie locale et de décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 27 juin 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Saint Barthélémy** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation de l'Evêché de Tournai datée du 30 juillet 2024, réceptionnée le 06 août 2024 ;

Attendu que l'Administration a, à son tour, analysé le budget 2025 de la Fabrique ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Vu la transmission du dossier à la Directrice financière en date du 13 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 19 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

DECIDE :

**Article 1** – La délibération du 27 juin 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint-Barthélemy a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025, est approuvée comme suit :

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 16.250,00 € |
| Dépenses ordinaires | 84.579,00 € |
| Dépenses extraordinaires | 0,00 € |
| **Total général des dépenses** | **100.829,00 €** |
| **Total général des recettes** | **100.829,00 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 2** – Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Barthélemy, Rue du Blanc Pignon 8 à Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

13e **OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT PAUL – BUDGET 2025**

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 04 juillet 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Saint Paul** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation du 29 juillet 2024, réceptionnée le 31 juillet 2024, remise par l'Evêché de Tournai sous réserve des modifications à apporter, à savoir le transfert de 10.000€ de l'article D18 à D19 pour le traitement de l'organiste, l'inscription de la recette de 54,50€ en D21 pour le traitement des enfants de chœur et le transfert de la recette de 5.000€ inscrite en D28 (entretien et réparation de la sacristie) vers l'article D27 (entretien et réparation de l'église) ;

Considérant que l'Administration a analysé le budget 2025 et a procédé aux mêmes modifications, à savoir l'adaptation des articles D18,D19, D21, D27 et D28 ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 19 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

DECIDE :

**Article 1** – La délibération du 04 juillet 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint Paul a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025, est modifiée comme suit .

| **Recettes** | **Libellé** | **Montant initial** | **Nouveau montant** |
|---|---|---|---|
| Article 17 | Supplément pour les frais ordinaires du culte | 14.622,88 € | 14.622,84 € |

| **Dépenses** | **Libellé** | **Montant initial** | **Nouveau montant** |
|---|---|---|---|
| Article 18 | Traitement brut des chantres | 10.000,00 € | 0,00 € |
| Article 19 | Traitement brut de l'organiste | 54,54 € | 10.000,00 € |
| Article 21 | Traitement des enfants de chœur | 0,00 € | 54,50 € |
| Article 27 | Entretien et réparation de l'église | 0,00 € | 5 000,00 € |
| Article 28 | Entretien et réparation de la sacristie | 5.000,00 € | 0,00 € |

**Article 2** – Le budget de l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint Paul à 7700 Mouscron est ainsi approuvé aux chiffres suivants :

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 13 430,00 € |
| Dépenses ordinaires | 46.514,50 € |
| Dépenses extraordinaires | 0,00 € |
| **Total général des dépenses** | **59.944,50 €** |
| **Total général des recettes** | **59.944,50 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 3** – Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Paul, Rue de Neuville 118 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRÉSIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

14e **OBJET : FABRIQUE D'EGLISE BON PASTEUR – BUDGET 2025**

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 21 juin 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Bon Pasteur** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation du 30 juillet 2024 remise par l'Evêché de Tournai, réceptionnée le 06 août 2024, précisant de veiller à assurer le suivi du budget dans le logiciel Religiosoft ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 13 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 19 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

DECIDE .

**Article 1** – La délibération du 21 juin 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Bon Pasteur à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 est approuvée aux chiffres suivants :

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 13.800,00 € |
| Dépenses ordinaires | 60.842,00 € |
| Dépenses extraordinaires | 0,00 € |
| **Total général des dépenses** | **74.642,00 €** |
| **Total général des recettes** | **74.642,00 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 2** – Expédition du présent arrêté sera adressé .

- Au Conseil de la Fabrique d'église Bon Pasteur, Rue de Roulers 19 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

15c

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME REINE DE LA PAIX – BUDGET 2025

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération datée du 20 août 2024, par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Notre Dame Reine de la Paix** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Attendu que le Conseil de Fabrique s'est en réalité tenu le 27 juin 2024 et qu'il s'agit donc d'une coquille dans le document, ce qui a été confirmé par le trésorier de la Fabrique d'église en date du 09 août 2024 ;

Vu la décision d'approbation du 20 août 2024 remise par l'Evêché de Tournai ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 21 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 23 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

DECIDE :

**Article 1** – La délibération du 27 juin 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Notre Dame Reine de la Paix à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 est approuvée aux chiffres suivants .

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 8.155,00 € |
| Dépenses ordinaires | 23.254,60 € |
| Dépenses extraordinaires | 0,00 € |
| **Total général des dépenses** | **31.409,60 €** |
| **Total général des recettes** | **31.409,60 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 2** – Expédition du présent arrêté sera adressé .

- Au Conseil de la Fabrique d'église Notre Dame Reine de la Paix, Rue du Purgatoire 84 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

16e

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT JEAN-BAPTISTE – BUDGET 2025

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 05 août 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Saint Jean-Baptiste** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation du 20 août 2024 remise par l'Evêché de Tournai ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 21 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 23 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole
lille kortrijk tournai

DECIDE .

**Article 1** – La délibération du 05 août 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint Jean-Baptiste à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 est approuvée aux chiffres suivants .

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 17 790,00 € |
| Dépenses ordinaires | 32 390,00 € |
| Dépenses extraordinaires | 0,00 € |
| **Total général des dépenses** | **50.180,00 €** |
| **Total général des recettes** | **50.180,00 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 2** – Expédition du présent arrêté sera adressé .

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Jean-Baptiste, Rue Verte 35 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

17°

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT LEGER – BUDGET 2025

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 08 juillet 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Saint-Léger** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation du 30 juillet 2024 remise par l'Evêché de Tournai, réceptionnée le 06 août 2024, sous réserve des modifications à apporter, à savoir l'ajout de 8.500€ en R 25 (subsides extraordinaires de la commune) pour compenser la dépense en D61 (autres dépenses extraordinaires) et la correction du montant en R17 (subside ordinaire de la commune) à 70.897,44€ et non plus 79.397,44€ ;

Considérant que l'Administration communal a, à son tour, analysé le budget 2025 ;

Considérant que la Fabrique d'église prévoit 500€ pour l'établissement du cahier de charge à l'article D61 pour l'orgue du jubé ;

Considérant que le bien est propriété de la Ville de Mouscron, l'établissement du cahier de charge étant donc assuré par le service communal concerné ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de diminuer le montant à prévoir en D61 initialement inscrit pour 18.500€ et le montant relatif au subside extraordinaire communal pour compenser la dépense de 500€ également ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 13 août 2024 ,

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 21 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

DECIDE .

**Article 1** – La délibération du 08 juillet 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint-Léger à Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025, est modifiée comme suit :

| **Recettes** | **Libellé** | **Montant initial** | **Nouveau montant** |
|---|---|---|---|
| Article 17 | Supplément pour les frais ordinaires du culte | 79.397,44 € | 70.897,44 € |
| Article 25 | Subsides extraordinaires de la commune | 0,00 € | 8 000,00 € |

| **Dépenses** | **Libellé** | **Montant initial** | **Nouveau montant** |
|---|---|---|---|
| Article 61 | Autres dépenses extraordinaires | 18.500,00 € | 18 000,00€ |

**Article 2** – Le budget de l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint-Léger à Mouscron est ainsi approuvé aux chiffres suivants :

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 15 622,00 € |
| Dépenses ordinaires | 78.955,37 € |
| Dépenses extraordinaires | 18.000,00 € |
| **Total général des dépenses** | **112.577,37 €** |
| **Total général des recettes** | **112.577,37 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 3** – Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint-Léger, Avenue du Reposoir 2 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PROJET

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

18c

## OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT ANTOINE DE PADOUE – BUDGET 2025

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 24 juin 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Saint Antoine de Padoue** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation du 30 juillet 2024 remise par l'Evêché de Tournai, réceptionnée le 06 août 2024, précisant de veiller à encoder le suivi du budget dans le logiciel Religiosoft ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 20 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 20 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

DECIDE .

**Article 1** – La délibération du 24 juin 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint Antoine de Padoue à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 est approuvée aux chiffres suivants .

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 20.675,00 € |
| Dépenses ordinaires | 73.419,50 € |
| Dépenses extraordinaires | 0,00 € |
| **Total général des dépenses** | **94.094,50 €** |
| **Total général des recettes** | **94.094,50 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 2** – Expédition du présent arrêté sera adressé

- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Antoine de Padoue, Rue de l'Avenir, 47 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

EXTRAIT

19e **OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINTE FAMILLE – BUDGET 2025**

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération du 25 juin 2024 par laquelle le Conseil de la **Fabrique d'église Sainte-Famille** à 7700 Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025 ;

Vu la décision d'approbation du 01 août 2024 remise par l'Evêché de Tournai, réceptionnée le 06 août 2024, précisant de bien encoder le suivi du budget dans le logiciel Religiosoft ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 20 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 26 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

DECIDE

**Article 1** – La délibération du 25 juin 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Sainte-Famille à Mouscron a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2025, est approuvée comme suit :

| | **Montant** |
|---|---|
| Dépenses arrêtées par l'Evêque | 20.650,00 € |
| Dépenses ordinaires | 62.010,00 € |
| Dépenses extraordinaires | 225.000,00 € |
| **Total général des dépenses** | **307.660,00 €** |
| **Total général des recettes** | **307.660,00 €** |
| **Excédent** | **0,00 €** |

**Article 2** – Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église Sainte-Famille, Rue Ernest Solvay 15 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Laurie Quattanens**
**056/860.322**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

20c

**OBJET : PROLONGATION DU DELAI DE TUTELLE SPECIALE D'APPROBATION – FABRIQUES D'EGLISE**

Le Conseil communal :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 1er de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que les Fabriques d'église sont tenues de transmettre leur budget annuel de l'exercice 2025 pour le 30 août 2024 au plus tard ;

Attendu que celles-ci sont susceptibles d'introduire une demande de modification budgétaire pour l'exercice 2024 par la même occasion ;

Attendu qu'à partir du jour de la transmission du budget d'une Fabrique d'église, l'évêché a 20 jours pour rendre sa décision ;

Attendu que le délai de tutelle spéciale d'approbation de l'Administration communale est de 40 jours et commence à partir de la réception de la décision de l'évêché ;

Considérant que pour les dossiers listés ci-dessous, l'avis de l'Evêché n'a pas encore été réceptionné :
- La modification budgétaire n°1 2024 : Fabrique d'église Christ Roi
- Le budget 2025 de la Fabrique d'église Christ Roi
- Le budget 2025 de la Fabrique d'église Saint Amand
- La modification budgétaire n°1 2024 : Fabrique d'église Saint Maur
- Le budget 2025 de la Fabrique d'église Saint Maur

Considérant que les dates des Conseil communaux ont été fixés au 09 septembre 2024 et au 14 octobre 2024 ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole

Considérant que les délais de tutelle arrivent à échéance entre deux séances du Conseil communal et que le circuit administratif du dossier ne permet pas de présenter le dossier au premier conseil communal ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'introduire une demande de prolongation de 20 jours supplémentaires pour l'analyse des budgets et modifications budgétaires listés dans la présente délibération ,

Par voix ;

**DECIDE :**

Article 1 - D'approuver la prolongation du délai de tutelle spéciale d'approbation pour un délai de 20 jours supplémentaires à dater de l'échéance du délai de tutelle de 40 jours

Article 2 – Expédition du présent arrêté sera adressé :

- Au Conseil de la Fabrique d'église du Christ-Roi, Rue de la Citadelle 118 à 7712 Herseaux
- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Amand, Rue Gadenne 40 à 7700 Luingne
- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Maur, Avenue de la Reine 11 à 7700 Mouscron
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Quattanens Laurie**
056/860.322

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

21e **OBJET : REDEVANCE SUR LE TRANSPORT ET L'ENTREE DES ELEVES DES ECOLES COMMUNALES A LA PISCINE – Dès l'entrée en vigueur du règlement jusqu'à l'exercice 2025 inclus**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;
Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3° et L3132-1 ;
Vu le Code Civil et le Code judiciaire ;
Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne pour l'année 2024 ;
Vu le règlement redevance relatif au transport et l'entrée des élèves des écoles communales à la piscine adopté par le Conseil communal lors de la séance du 11 septembre 2023 ;
Vu le règlement général relatif au transport des élèves des écoles communales vers la piscine, adopté par le Conseil communal lors de la séance du 28 septembre 2020 ;
Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;
Considérant que l'Administration communale organise le transport des élèves des écoles communales de l'entité vers la piscine ;
Considérant que ce transport engendre un coût pour la commune ;
Considérant que ce coût diffère en fonction de la distance qui sépare l'école de la piscine ;
Vu l'attribution du marché relatif aux transports en bus pour les écoles communales, l'école des sports et l'ICET validée par le Collège communal en séance du 10 juin 2024 ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole

Considérant l'augmentation de plus de 15% entre l'exercice 2023 et 2024 ;
Considérant qu'il est nécessaire de répercuter ce coût sur l'utilisateur ;
Considérant que bien qu'en période dite de « prudence » pré-électorale, il convient d'ajuster le prix de la redevance eu égard à la rentrée scolaire 2024-2025 ;
Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ,
Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 12 août 2024 ,
Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 14 août 2024 et joint à la présente décision ;
Après en avoir délibéré ;
A voix ,

D E C I D E :

**Article 1** - Il est établi, dès l'entrée en vigueur du règlement et ce jusqu'à l'exercice 2025 inclus, une redevance communale sur le transport et l'entrée des élèves des écoles communales à la piscine de Mouscron, située Rue du Père Damien 2.

**Article 2** - La redevance est due par la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant

**Article 3** – La redevance est fixée comme suit :

- Pour les élèves du Centre Educatif Européen · 3,50 € pour les élèves de 1e et 2e primaires (entrée + bus)
- Pour les élèves du Centre Educatif Européen . 1,50 € pour les élèves de 3, 4, 5 et 6e primaires (entrée uniquement)
- Pour les élèves de l'Ecole communale de Dottignies . 5,60 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole communale de Luingne . 4,80 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole Pierre de Coubertin : 3,80 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole Raymond Devos . 4,20 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole Saint-Exupéry : 3,60 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'ICET . 5,30 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'ICET transition sportive : 3,50 € (bus)

**Article 4** – Les montants dus seront facturés à la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant , la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

**Article 5** – Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron ou à l'exercice des droits précités, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles

**Article 6** – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;

L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue

**Article 7** – Le recouvrement s'effectuera selon les règles de l'article L1124-40 §1$^{er}$, 1° du CDLD A défaut de paiement, un rappel simple sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par

recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

**Article 8** – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable

**Article 9** – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**Article 10** - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

**Article 11** – Le présent règlement annule et remplace le règlement adopté par le Conseil communal en date du 11 septembre 2023. Il sera transmis pour approbation au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme RASSON Stéphanie**
056/860.207

Réf. SdD/2024/FM/

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

22e

**OBJET : REDEVANCE COMMUNALE POUR LE STAGE NATURE & SANTE ORGANISE AU MOIS D'AOUT 2024 EN PARTENARIAT AVEC LE SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE, LA CELLULE ENVIRONNEMENT ET L'ASBL CENTRE CULTUREL DE MOUSCRON – DES L'ENTREE EN VIGUEUR - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 21 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 21 juin 2024, notifié le 24 juin 2024, du Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, tel que repris ci-dessous :

*Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,*

*Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;*

*Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;*

*Vu les recommandations émises par la circulaire du 20 juillet 2023 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2024 ;*

*Vu la délibération du 27 mai 2024 reçue le 30 mai 2024 par laquelle le conseil communal de MOUSCRON établit, dès l'entrée en vigueur, une redevance communale pour le stage Nature & Santé organisé au mois d'août 2024 en partenariat avec le Service des Affaires Sociales et de la Santé, la Cellule environnement et l'ASBL Centre Culturel de Mouscron ;*

*Considérant que la décision du conseil communal de MOUSCRON du 27 mai 2024 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général,*

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**REDEVANCE COMMUNALE POUR LE STAGE NATURE & SANTE ORGANISE AU MOIS D'AOUT 2024 EN PARTENARIAT AVEC LE SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE, LA CELLULE ENVIRONNEMENT ET L'ASBL CENTRE CULTUREL DE MOUSCRON – DES L'ENTREE EN VIGUEUR - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 21 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

---

*ARRETE :*

*Article 1er : La délibération du 27 mai 2024 par laquelle le Conseil communal de Mouscron établit, dès l'entrée en vigueur, une redevance communale pour le stage Nature & Santé organisé au mois d'août 2024 en partenariat par le Service des Affaires Sociales et de la Santé, la Cellule environnement et l'asbl Centre Culturel de Mouscron EST APPROUVEE.*

*Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants :*

- *La délibération dont objet étant établie, dès son entrée en vigueur, pour une durée coïncidant avec celle de la tenue du stage Nature et Santé durant le mois d'août 2024, il aurait été de bonne administration, afin de pouvoir appréhender la fin de validité de celle-ci, de préciser directement au sein du règlement-fiscal la date de début et de fin du stage en question ;*
- *Pour les mêmes raisons, l'article 3 de la délibération dont objet se contentant de préciser le taux par enfant pour une semaine, il aurait été opportun d'y préciser le nombre de jours effectifs de stage au sein d'une semaine ;*
- *La délibération dont objet établissant une redevance, il aurait été plus adapté de parler, conformément à l'article L1124-40 du CDLD, de «mise en demeure» plutôt que de « sommation préalable à la contrainte » au sein de l'article 7.*

*Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal en marge de l'acte concerné.*

*Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.*

*Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal.*
*Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.*

*Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme RASSON Stéphanie**
056/860.207

Réf. SdD/2024/FM/

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

23e

**OBJET : TAXE COMMUNALE SUR LES DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM(S) – DES L'ENTREE EN VIGUEUR ET JUSQUE L'EXERCICE 2025 INCLUS - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 21 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 21 juin 2024, notifié le 24 juin 2024, du Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, tel que repris ci-dessous :

*Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,*

*Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;*

*Vu la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;*

*Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges modifiant la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;*

*Vu loi du 7 janvier 2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom, publiée au Moniteur belge du 19.01.2024, p. 7479 et suivantes ;*

*Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;*

*Vu les recommandations émises par la circulaire du 20 juillet 2023 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2024 ;*

*Vu la délibération du 27 mai 2024 reçue le 30 mai 2024 par laquelle le conseil communal de MOUSCRON établit, dès l'entrée en vigueur et jusque l'exercice 2025 inclus, une taxe communale sur les demandes de changement de nom(s) ;*

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**TAXE COMMUNALE SUR LES DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM(S) – DES L'ENTREE EN VIGUEUR ET JUSQUE L'EXERCICE 2025 INCLUS - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 21 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

---

*Considérant que la décision du conseil communal de MOUSCRON du 27 mai 2024 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général,*

*ARRETE :*

*Article 1er : La délibération du 27 mai 2024 par laquelle le Conseil communal de Mouscron établit, dès l'entrée en vigueur et jusque l'exercice 2025 inclus, une taxe communale sur les demandes de changement de nom(s) EST APPROUVEE.*

*Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur le fait que, conformément à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale de la Décentralisation, le Directeur financier doit disposer d'un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception du projet et de ses annexes pour remettre son avis de légalité (ou non). De ce fait, il conviendrait, à l'avenir, de tenir compte de ce délai légal entre la communication du dossier au Directeur financier et la séance du Conseil communal.*

*Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal en marge de l'acte concerné.*

*Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.*

*Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal.*
*Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.*

*Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme RASSON Stéphanie**
056/860.207

Réf. SdD/2024/FM/

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

24c

**OBJET : MODIFICATION DU CADRE DU PERSONNEL COMMUNAL NON ENSEIGNANT - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 25 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 25 juin 2024, notifié le 3 juillet 2024, du Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, tel que repris ci-dessous :

*Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,*

*Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;*

*Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;*

*Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement,*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;*

*Vu la délibération du 27 mai 2024, reçue complète le 28 mai 2024, par laquelle le Conseil communal de Mouscron décide de modifier le cadre du personnel communal non-enseignant statutaire et contractuel ;*

*Vu le protocole d'accord du 14 mai 2024 établi avec les organisations syndicales représentatives ;*

*Vu l'avis du directeur financier du 15 mai 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Centre Régional d'Aide aux Communes rendu le 10 juin 2024,*

*Considérant les remarques suivantes du CRAC :*

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**MODIFICATION DU CADRE DU PERSONNEL COMMUNAL NON ENSEIGNANT - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 25 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

---

*« Avis*

*Le Centre remet un avis favorable sur la réécriture du cadre du personnel communal non-enseignant conditionné au maintien d'une trajectoire budgétaire équilibrée.*

*Motivation*

- *le maximum d'ETP défini par ce cadre ne constitue pas un objectif en soi mais un outil, un guide de bonne gouvernance pour la Ville qui doit se concevoir au regard des objectifs financiers et des mesures de gestion à prendre ;*
- *les attendus de la décision insistent sur une mise en œuvre sous condition de maintenir une trajectoire budgétaire équilibrée. L'impact de la mise en œuvre du cadre telle que souhaitée sera intégré au budget, ainsi que dans la trajectoire budgétaire. Le plan d'embauche détaillera l'ensemble des mesures souhaitées » ;*

*Considérant que la mise à jour du cadre tient compte des synergisations croissantes de certaines fonctions entre la Ville et le CPAS ; que la mise en œuvre de cette mise à jour du cadre restera conditionnée au maintien d'une trajectoire budgétaire équilibrée ; qu'en effet, le caractère « idéal » de cette mise à jour du cadre doit s'inscrire dans le contexte actuel des finances communales ; que le maximum défini par ce cadre ne constitue pas un objectif en soi mais un outil, un guide de bonne gouvernance pour la Ville qui doit se concevoir au regard des objectifs financiers et des mesures de gestion à prendre ;*

*Considérant que la décision du Conseil communal de Mouscron du 27 mai 2024 est conforme à la loi et à l'intérêt général ;*

*ARRETE :*

*Article 1er : La délibération du 27 mai 2024 par laquelle le Conseil communal de Mouscron décide de modifier le cadre du personnel communal non-enseignant est approuvée.*

*Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants :*
*Selon le rapport relayant la ligne managériale de la direction générale, le comité de direction est constitué des Directrices générale, générale adjointe et financière, de 3 chefs de division administrative et de 3 chefs de division technique. Or, le cadre ne comprend pas de chefs de division technique.*

*Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.*

*Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.*

*Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié, pour exécution, au Collège communal. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.*

*Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme RASSON Stéphanie**
056/860.207

Réf. SdD/2024/FM/

25°

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

**OBJET : MODIFICATIONS BUDGETAIRES COMMUNALES POUR L'EXERCICE 2024 - COMMUNICATION DE L'ARRETE DE REFORMATION DU 27 JUIN 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 27 juin 2024, notifié le 27 juin 2024, du Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, tel que repris ci-dessous :

*Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,*

*Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;*

*Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;*

*Vu les modifications budgétaires n° 2 pour l'exercice 2024 de la Ville de Mouscron votées en séance du conseil communal en date du 27 mai 2024 et parvenues complètes à l'autorité de tutelle le 28 mai 2024 ;*

*Vu l'avis du CRAC remis en date du 3 juin 2024 qui se conclut en ces termes :*

*« Le Centre remet un avis favorable sur la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2024.*

*Motivations liées à l'avis :*

- *La bonne association ;*
- *L'équilibre budgétaire tant au propre qu'au global ;*
- *L'intégration des indexations de salaires prévues pour 2024 ;*
- *L'intégration des impacts liés à la mise en place d'un second pilier ;*
- *L'intégration des crédits liés au Plan Oxygène et le respect des obligations y liées ;*
- *Le respect des dotations à la Zone de Secours et à la Zone de Police fixées dans le plan de gestion ;*
- *Le respect de la balise de dépenses de personnel ;*
- *Le respect de la balise de dépenses de fonctionnement ;*
- *Le respect des principes d'utilisation des fonds propres ;*
- *Le respect de la balise d'emprunts fixée dans le plan de gestion ;*
- *L'équilibre de la trajectoire budgétaire 2025-2029 au propre et au global.*

*Néanmoins, il faut regretter :*

- *Le non-respect du montant dotation au CPAS fixé par le plan de gestion, quoique ce dépassement soit lié à la cotisation de responsabilisation et au second pilier ;*
- *Le non-respect des objectifs fixés par le Plan de gestion pour les dépenses avec des dépassements qui sont néanmoins expliqués principalement par les indexations de salaires, la cotisation de responsabilisation, le second pilier, l'augmentation des coûts liés aux énergies, ou encore les augmentations des dotations aux entités consolidées. »*

*Vu la délibération du Collège communal du 24 juin 2024 demandant à l'autorité de tutelle de corriger l'erreur matérielle pointée en ajoutant un crédit budgétaire de dépense de 280.000 € à l'article 137/74302-53 projet 20240021 ;*

*Considérant qu'il y a lieu d'apporter les corrections qui s'imposent reprises dans le dispositif du présent arrêté afin d'équilibrer les projets 20130088, 20140023, 20190068 et 20200040 ;*

*Considérant que les modifications budgétaires n°2 telles que corrigées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,*

*ARRETE :*

*Article 1er : Les modifications budgétaires n°2 pour l'exercice 2024 de la ville de Mouscron, votées en séance du Conseil communal en date du 27 mai 2024 sont réformées comme suit :*

*SERVICE ORDINAIRE*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Exercice propre* | *Recettes* | *132.014.839,51* | *Résultats* | *0,00* |
| | *Dépenses* | *132.014.839,51* | | |
| *Exercices antérieurs* | *Recettes* | *1.388.090,26* | *Résultats* | *278.820,92* |
| | *Dépenses* | *1.109.269,34* | | |
| *Prélèvements* | *Recettes* | *0,00* | *Résultats* | *-147.000,00* |
| | *Dépenses* | *147.000,00* | | |
| *Global* | *Recettes* | *133.402.929,77* | *Résultats* | *131.820,92* |
| | *Dépenses* | *133.271.108,85* | | |

*5. Solde des provisions et du fonds de réserve ordinaire après les présentes modifications budgétaires :*

- *Provisions : 56.667.077,27 €*
- *Fonds de réserve : 0,00 €*

*SERVICE EXTRAORDINAIRE*

1. *Situation telle que votée par le Conseil communal*

*Recettes globales : 97.562.873,29 €*
*Dépenses globales : 95.892.169,11 €*

*Résultat global : 1.670.704,18 €*

2. *Modification des recettes*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *0602/995-51 20130088* | *2.459,33 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *2.459,33 en plus* |
| *0602/995-51 20140023* | *248,00 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *248,00 en plus* |
| *0603/995-51 20200040* | *57.922,22 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *57.922,22 en plus* |
| *423/665-52/2020 20200040* | *42.077,78 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *42.077,78 en plus* |

3. *Modification des dépenses*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *0603/955-51 20190068* | *57.922,22 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *57.922,22 en plus* |
| *0602/955-51* | *2.459,33 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *2.459,33 en plus* |
| *0602/955-51* | *248,00 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *248,00 en plus* |
| *137/74302-53 20240021* | *480.000,00 au lieu* | *200.000,00* | *soit* | *280.000,00 en plus* |
| *423/615-52/2019 20190068* | *42.077,78 au lieu de* | *0,00* | *soit* | *42.077,78 en plus* |

4. *Récapitulation des résultats tels que réformés*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Exercice propre* | *Recettes* | *48.140.394,07* | *Résultats* | *-15.674.491,83* |
| | *Dépenses* | *63.814.885,90* | | |
| *Exercices antérieurs* | *Recettes* | *38.501.127,17* | *Résultats* | *7.891.849,50* |
| | *Dépenses* | *30.609.277,67* | | |
| *Prélèvements* | *Recettes* | *11.024.059,38* | *Résultats* | *9.173.346,51* |
| | *Dépenses* | *1.850.712,87* | | |
| *Global* | *Recettes* | *97.665.580,62* | *Résultats* | *1.390.704,18* |
| | *Dépenses* | *96.274.876,44* | | |

5. *Solde des fonds de réserve extraordinaires après les présentes modifications budgétaires*

- *Fonds de réserve extraordinaire : 3.593.799,42 €*
- *Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2013-2016 : 0,00 €*
- *Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2017-2018 : 0,00 €*

- *Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2019-2021 : 0,00 €*
- *Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2022-2024 : 89.892,74 €*
- *Fonds de réserve extraordinaire PIMACI : 150.000,00 €*

*Art. 2 : Un recours en annulation est ouvert contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.*

*A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée au Conseil d'Etat (Rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), par lettre recommandée, à la poste, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite de la présente.*

*La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be*

*Art. 3 : L'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants :*

- *Il vous est recommandé d'être attentifs aux remarques formulées par le CRAC dans son rapport visé supra et de mettre tout en œuvre pour vous conformer aux attentes de ce dernier.*

- *Vous êtes invités à opérer les corrections qui s'imposent afin de rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes par projet extraordinaire lors de votre prochaine modification budgétaire, ou à justifier ces déséquilibres. En effet, le concept de projet extraordinaire sous-entend l'équilibre permanent du projet au niveau budgétaire. Des rééquilibrages s'imposent donc tout au long de la vie du projet, particulièrement lors de l'introduction du résultat du compte et au terme du projet.*

*Art. 4 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.*

*Art. 5 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.*

*Art. 6 : Le présent arrêté sera notifié au Collège communal.*
*Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.*

*Art. 7 : Le présent arrêté est notifié pour information au Centre Régional d'Aide aux Communes.*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme MARINO Fanny**
056/860.205

Réf. SdD/2024/FM/

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

26°

**OBJET : COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE 2023 - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 8 JUILLET 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 8 juillet 2024, notifié le 15 juillet 2024, du Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, tel que repris ci-dessous :

*Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,*

*Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;*

*Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du gouvernement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du gouvernement ;*

*Vu les comptes pour l'exercice 2023 de la ville de Mouscron votés en séance du Conseil communal en date du 27 mai 2024 et parvenus complets à l'autorité de tutelle le 28 mai 2024 ;*

*Considérant que les comptes sont conformes à la loi ;*

*ARRETE :*

*Article 1er : Les comptes annuels pour l'exercice 2023 de la ville de Mouscron votés en séance du Conseil communal en date du 27 mai 2024 sont approuvés comme suit :*

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE 2023 - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 8 JUILLET 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

---

| | *Ordinaire* | *Extraordinaire* |
|---|---|---|
| *Droits constatés (1)* | *144.786.363,04* | *56.576.999,80* |
| *Non valeurs (2)* | *306.253,37* | *0,00* |
| *Engagements (3)* | *143.514.066,36* | *84.111.649,45* |
| *Imputations (4)* | *138.935.630,81* | *35.190.118,90* |
| *Résultat budgétaire (1-2-3)* | *966.043,31* | *-27.534.649,65* |
| *Résultat comptable (1-2-4)* | *5.544.478,86* | *21.386.880,90* |

| | |
|---|---|
| *Total bilan* | *488.520.653,44* |
| *Fonds de réserve* | |
| *Ordinaire* | *0,00* |
| *Extraordinaire* | *8.403.242,19* |
| *Montant du FRE FRIC 2013-2016* | *0,00* |
| *Montant du FRE FRIC 2017-2018* | *0,00* |
| *Montant du FRE FRIC 2019-2021* | *0,00* |
| *Montant du FRE FRIC 2022-2024* | *2.082.518,66* |
| *PIMACI* | *2.374.277,82* |
| *Provisions* | *59.160.795,36* |

| | *Charges (C)* | *Produits (P)* | *Boni/mali (P-C)* |
|---|---|---|---|
| *Résultat courant (II et II')* | *122.780.328,62* | *126.046.736,58* | *3.266.407,96* |
| *Résultat d'exploitation (VI et VI')* | *147.692.015,42* | *146.651.143,02* | *-1.040.872,40* |
| *Résultat exceptionnel (X et X')* | *7.250.661,52* | *8.775.010,24* | *1.524.348,72* |
| *Résultat de l'exercice (XII et XII')* | *154.942.676,94* | *155.426.153,26* | *483.476,32* |

*Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants.*

- *L'examen de la liste par articles des droits constatés restant à apurer a révélé l'existence de droits antérieurs à 2018 mais qui n'ont toujours pas été recouvrés en 2023 et ce, sans justification particulière. Je vous invite donc à mettre en œuvre les procédures utiles afin de permettre le recouvrement de ces droits ou à les porter en non-valeurs ou en irrécouvrables, conformément à l'article 51 du RGCC ;*
- *Les notes de crédits n'apparaissant pas dans les fiches projets, il vous est demandé, pour équilibrer les fiches projets concernées, d'inscrire une dépense d'alimentation du FRE 060 sans n° de projet, compensée par une recette de prélèvement sur le FRE avec n° de projet,*
- *Il est impératif d'équilibrer l'ensemble des fiches projets afin de pouvoir justifier le boni extraordinaire et de transférer le solde éventuel dans le fonds de réserve extraordinaire en vue de son utilisation ultérieure.*

*Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.*

*Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au moniteur belge.*

---

*Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié, pour exécution, au Collège communal. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et à la Directrice financière conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.*

*Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes.*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme MARINO Fanny**
056/860.205

Réf. SdD/2024/FM/

27e

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

**OBJET : REDEVANCE COMMUNALE POUR L'OCCUPATION D'UN STAND LORS DE LA FOIRE COMMERCIALE ORGANISEE PAR LA CELLULE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL A MOUSCRON - DES L'ENTREE EN VIGUEUR ET CE JUSQU'A L'EXERCICE 2025 INCLUS - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 10 JUILLET 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 10 juillet 2024, notifié le 11 juillet 2024, du Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, tel que repris ci-dessous :

*Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,*

*Vu la Constitution, les articles 41,162 et 173 ;*

*Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;*

*Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;*

*Vu les recommandations émises par les circulaires du 20 juillet 2023 et du 30 mai 2024 relatives à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour les années 2024 et 2025 ;*

*Vu la délibération du 24 juin 2024 reçue le 27 juin 2024 par laquelle le Conseil communal de Mouscron établit, dès l'entrée en vigueur et ce jusqu'à l'exercice 2025 inclus, une redevance communale pour l'occupation d'un stand lors de la foire commerciale organisée par la Cellule Développement commercial à Mouscron ;*

*Considérant que la décision du Conseil communal de Mouscron du 24 juin 2024 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général ;*

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**REDEVANCE COMMUNALE POUR L'OCCUPATION D'UN STAND LORS DE LA FOIRE COMMERCIALE ORGANISEE PAR LA CELLULE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL A MOUSCRON - DES L'ENTREE EN VIGUEUR ET CE JUSQU'A L'EXERCICE 2025 INCLUS - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 10 JUILLET 2024 DU MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE.**

---

*ARRETE :*

*Article 1er : La délibération du 24 juin 2024 par laquelle le Conseil communal de Mouscron établit, dès l'entrée en vigueur et ce jusqu'à l'exercice 2025 inclus, une redevance communale pour l'occupation d'un stand lors de la foire commerciale organisée par la Cellule Développement commercial à Mouscron EST APPROUVEE.*

*Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur le fait que la délibération dont objet établissant une redevance, il aurait été plus adapté de parler, conformément à l'article L1124-40 du CDLD, de « mise en demeure » plutôt que de « sommation préalable à la contrainte » au sein de l'article 8.*

*Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal en marge de l'acte concerné.*

*Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.*

*Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal.*
*Il sera communiqué par le collège communal au conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.*

*Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

Mme CLOET Ann, Mme VANELSTRAETE Marie-Hélène, Mme VALCKE Kathy, M. HARDUIN Laurent, M. MISPELAERE Didier, M. VAN GYSEL Pascal, M. VACCARI David, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE Ruddy, M. CASTEL Marc, Mme VANDORPE Mathilde, M. VARRASSE Simon, M. MOULIGNEAU François, Mme AHALLOUCH Fatima, M. FACON Gautier, Mme LOOF Véronique, M. RADIKOV Jonj, Mme DE WINTER Caroline, Mme HOSSEY Gaëlle, Mme ROGGHE Anne-Sophie, Mme NUTTENS Rebecca, M. GISTELINCK Jean-Charles, M. HARRAGA Hassan, M. LEROY Alain, M. LOOSVELT Pascal, M. HACHMI Kamel, Mme HINNEKENS Marjorie, M. TERRYN Sylvain, M. ROUSMANS Roger, M. AMELOOT Alexandre, M. DEBRAUWERE Guillaume, Mme VANDENBROUCKE Martine, Mme KINT Sara, Mme DELIE-VANDENBUSSCHE Elise, Mme DEMETS Sophie, Mme VANDENBUSSCHE Martine,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

PROJET

---

28ème **OBJET : COMPTABILITE COMMUNALE – PROCÈS-VERBAL DE SITUATION DE CAISSE - VISA**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-42;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement en son article 77 et suivants ;

Vu la décision du Collège communal du 4 décembre 2018 par laquelle il délègue à Madame Ann CLOET, Première Echevine ayant notamment en charge les Finances, la compétence du Collège communal pour vérifier les situations de caisse établies par la Directrice financière et ce, pour toute la durée de la mandature 2018-2024 ;

A ... voix ;

VISE

Sans observation le procès-verbal de la vérification de la caisse communale établi au 28 juin 2024 laissant apparaître les montants suivants :

| | |
|---|---|
| Caisse | 17.445,80 € |
| Comptes courants Belfius | 746.360,48 € |
| Comptes courants/dépôts CPH et ING | 2.565.191,19 € |
| Placements et dossier-titres | 39.418.220,41 € |
| Compte Fonds emprunts et subsides | 0,00 € |
| Comptes ouvertures de crédit (emprunts) | 2.827.327,32 € |
| Paiements en cours/Virements internes | 35.894,22 € |
| AVOIR JUSTIFIE | 45.610.439,42 € |

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**COMPTABILITE COMMUNALE – PROCÈS-VERBAL DE SITUATION DE CAISSE - VISA**

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme Elisabeth HERPOEL**

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## SEANCE DU 9 SEPTEMBRE 2024

---

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

Mme CLOET Ann, Mme VANELSTRAETE Marie-Hélène, Mme VALCKE Kathy, M. HARDUIN Laurent, M. MISPELAERE Didier, M. VAN GYSEL Pascal, M. VACCARI David, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE Ruddy, M. CASTEL Marc, Mme VANDORPE Mathilde, M. VARRASSE Simon, M. MOULIGNEAU François, Mme AHALLOUCH Fatima, M. FACON Gautier, Mme LOOF Véronique, M. RADIKOV Jorj, Mme DE WINTER Caroline, Mme HOSSEY Gaëlle, Mme ROGGHE Anne-Sophie, Mme NUTTENS Rebecca, M. GISTELINCK Jean-Charles, M. HARRAGA Hassan, M. LEROY Alain, M. LOOSVELT Pascal, M. HACHMI Kamel, Mme HINNEKENS Marjorie, M. TERRYN Sylvain, M. ROUSMANS Roger, M. AMELOOT Alexandre, M. DEBRAUWERE Guillaume, Mme VANDENBROUCKE Martine, Mme KINT Sara, Mme DELIE-VANDENBUSSCHE Elise, Mme DEMETS Sophie, Mme VANDENBUSSCHE Martine,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

Mme BLANCKE Nathalie, Directrice générale.

PROJET

29ème **OBJET : REMBOURSEMENT DES FRAIS DES MANDATAIRES DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE LEUR MANDAT – SITUATION AU 30 JUIN 2024 - COMMUNICATION**

Le Conseil communal :

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-18 et L6451-1;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 février 2019 par laquelle celui-ci vote le Règlement d'Ordre Intérieur régissant son fonctionnement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2019 par laquelle celui-ci adapte le Règlement d'Ordre Intérieur régissant son fonctionnement, selon les remarques formulées par l'autorité de tutelle en date du 8 avril 2019 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 31 janvier 2022 par laquelle celui-ci adapte le règlement d'Ordre Intérieur régissant son fonctionnement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 mars 2023 par laquelle celui-ci adapte le règlement d'Ordre Intérieur régissant son fonctionnement ;

Attendu que la section 6 du chapitre 3 du Règlement d'Ordre Intérieur prévoit :

***Article 81ter*** *– En exécution de l'art. L6451-1 CDLD et de l'A.G.W. du 31 mai 2018, les frais de formation, de séjour et de représentation réellement exposés par les mandataires locaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat font l'objet d'un remboursement sur base de justificatifs.*
*La demande de remboursement de frais doit faire l'objet d'une demande préalable d'accord adressée au Collège communal.*

***Article 81quater*** *– Les frais réellement exposés par un mandataire à l'occasion de déplacements effectués avec un véhicule personnel dans le cadre de l'exercice de son mandat font l'objet d'un remboursement selon les modalités applicables aux membres du personnel.*

***Article 81quinquies*** *– Deux fois par an, communication sera faite au Conseil communal de l'ensemble des remboursements des frais de formation, de séjour, de représentation et de déplacements intervenus.*
*Si nécessaire, selon l'évaluation qui sera faite bisannuellement, le ROI pourrait être amendé, par exemple, en fixant un plafond de remboursement.*

Wallonie picarde
ACTEUR DU DEVELOPPEMENT DE LA WALLONIE PICARDE

Suite de la délibération du Conseil Communal du 9 septembre 2024 ayant pour
...ème OBJET : **REMBOURSEMENT DES FRAIS DES MANDATAIRES DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE LEUR MANDAT – SITUATION AU 30 JUIN 2024 – COMMUNICATION**

Considérant que les crédits budgétaires pour l'exercice 2024, après modifications budgétaires, ont été prévus aux articles budgétaires suivants :

- 101/121-01 Frais de déplacement des mandataires : 1.000 €
- 101/123-17 Frais de formation des mandataires : 1.000 €

Vu la situation comptable au 30 juin 2024, jointe en annexe à la présente, relative aux articles 101/121-01 et 101/123-17 du budget communal 2024 ;

**COMMUNIQUE**

Article unique : une dépense de 79,90 € a été comptabilisée à l'article 101/121-01 du budget communal 2024 et une dépense de 220,00 € a été comptabilisée à l'article 101/123-17 du budget communal 2024 pour la participation d'un mandataire local au Forum Européen pour la Prévention et la Sécurité Urbaine à Bruxelles et ses frais de déplacement y afférents.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme MARINO Fanny**
056/860.205

Réf. SdD/2024/FM/

30c

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

**OBJET : OCTROI DE L'HONORARIAT DE SES FONCTIONS D'ECHEVIN A M. PHILIPPE BRACAVAL.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, échevins et aux présidents des CPAS, modifiée en date du 4 juillet 2001 ;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 1981 réglant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des CPAS qui notamment fixe que le Conseil communal est compétent pour l'octroi du titre honorifique de la fonction d'échevin ;

Vu la délibération du Conseil communal du 2 janvier 1995 portant installation du Conseil communal suite aux élections du 9 octobre 1994, et notamment l'installation de M. Philippe BRACAVAL en qualité de Conseiller communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 1er janvier 2001 portant installation du Conseil communal suite aux élections du 8 octobre 2000, et notamment l'installation de M. Philippe BRACAVAL en qualité de Conseiller communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2012 portant installation du Conseil communal suite aux élections du 14 octobre 2012, et notamment l'installation de M. Philippe BRACAVAL en qualité de Conseiller communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2012 portant élection et prestation de serment des échevins, notamment l'installation de M. Philippe BRACAVAL en qualité de 6ème échevin ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 août 2017 portant déclaration d'empêchement d'un échevin ; en effet M. Philippe BRACAVAL s'est déclaré empêché dans son mandat d'échevin à la date du 27 juillet 2017, suite à sa désignation en qualité de Député, fonction non cumulable à celle d'échevin, tel que repris dans l'article L1123-10 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2018, portant installation des Conseillers communaux suite aux élections du 14 octobre 2018, notamment l'installation de M. Philippe BRACAVAL en qualité de Conseiller communal ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**OCTROI DE L'HONORARIAT DE SES FONCTIONS D'ECHEVIN A M. PHILIPPE BRACAVAL**

---

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2018, portant élection et prestation de serment des échevins, notamment l'installation de M. Philippe BRACAVAL en qualité de 6ème échevin ;

Vu la délibération du Conseil communal du 2 octobre 2023, portant acceptation de la démission de ses fonctions d'échevin et de son mandat de Conseiller communal introduite par M. Philippe BRACAVAL, et ce à la date du 2 octobre 2023 ;

Considérant que M. Philippe BRACAVAL a exercé les fonctions de Conseiller communal du 2 janvier 1995 au 2 décembre 2012, les fonctions d'échevin du 3 décembre 2012 au 27 juillet 2017 (interruption suite à une incompatibilité de fonction) et du 3 décembre 2018 au 2 octobre 2023 (démission) ;

Vu le certificat de bonnes conduites, vie et mœurs, vierge, établi au nom de M. Philippe BRACAVAL ;

Vu le mail envoyé en date du 23 août par M. Philippe BRACAVAL et adressé au Collège communal, sollicitant le bénéfice de l'octroi de l'honorariat de ses fonctions d'échevin ;

Vu la décision du Collège communal datée du 26 août 2024 se portant favorable sur le principe d'octroi de l'honorariat de ses fonctions d'échevin à M. Philippe BRACAVAL ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – D'être favorable sur le principe de la demande d'honorariat de ses fonctions d'échevin introduite par M. Philippe BRACAVAL.

Art. 2. – D'autoriser M. Philippe BRACAVAL à porter le titre honorifique d'échevin honoraire.

Art. 3. – De faire parvenir la présente décision, accompagnée de la demande de l'intéressé, au guichet des pouvoirs locaux.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme RASSON Stéphanie**
056/860.207

Réf. SdD/2024/FM/09

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

31c

**OBJET : AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE (AIS) – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – RECTIFICATION SUITE A UNE ERREUR MATERIELLE.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 modifiant l'AGW du 23 septembre 2004 relatif aux organismes à finalité sociale obligeant les ASBL à modifier leurs statuts ;

Vu l'article 194 du CWLHD organisant la désignation des représentants des pouvoirs locaux au sein des organes de gestion des AIS (Conseil d'administration – Assemblée générale), selon la règle de la proportionnelle ;

Considérant que l'article 194 du CWLHD stipule : « Les représentants des pouvoirs locaux sont désignés au sein des organes de gestion de l'agent immobilière sociale, respectivement à la proportionnelle de l'ensemble du conseil provincial, des conseils communaux et des conseils de l'action sociale conformément aux articles 167 et 168 du code électoral » ;

Vu l'article L6431-1 1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation stipulant que le Conseiller désigné pour représenter la commune au sein du Conseil d'administration, ou à défaut, du principal organe de gestion, peut rédiger annuellement un rapport écrit sur les activités de la structure et l'exercice de son mandat, ainsi que de la manière dont il a pu développer et mettre à jour ses compétences ;

Vu le calcul de la représentation des communes et CPAS duquel il ressort que la ville de Mouscron dispose de 13 sièges Ville/CPAS, dont 6 représentants Les Engagés, 3 le PS, 2 le MR et 2 le groupe ECOLO ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 janvier 2019 portant désignation des représentants de la Ville au sein du Conseil d'Administration de l'asbl Agence Immobilière Sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de rectifier la délibération du 19 février 2024 dans laquelle sont repris M. François MOULIGNEAU et M. David GILQUEL, qui avaient tous deux déjà été remplacés lors de séances de Conseil communal des 22 juin 2020 et 2 octobre 2023;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

---

À ..... des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – Les personnes ci-après sont désignées pour représenter la Ville en qualité de représentants des pouvoirs publics au Conseil d'administration de l'a.s.b.l. Agence Immobilière Sociale :

- Mme DELIE Elise, représentante Les Engagés.
- Mme DE WINTER Caroline, Conseillère communale, représentante Les Engagés
- M. MISPELAERE Didier, Echevin, représentant Les Engagés
- M. VAN GYSEL Pascal, Echevin, représentant Les Engagés
- Mme VANELSTRAETE Marie-Hélène, Echevine, représentante Les Engagés
- Mme VALCKE Kathy, Echevine, représentante Les Engagés
- Mme OMARI Khadija, représentante MR
- M. VANDERSTEENE Jean-François, représentant MR
- M. PELLIEUX Théo, représentant PS
- M. DEGRANDE Christophe, représentant PS
- M. ROUSMANS Roger, représentant PS
- Mme HALIMI Fabienne, représentante ECOLO
- M. VANDERSTEENE Anthony, représentant ECOLO

Art. 2. – Le mandat de ces représentants prendra fin de plein droit à la fin de la présente mandature.

Art. 3. – La présente délibération sera transmise à l'Agence Immobilière Sociale.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme VERSET Angélique**
056/860.544

Réf. CPR/2024/01

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;
MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

32e

**OBJET : CELLULE PATRIMOINE REMARQUABLE – SUBSIDE POUR LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DU TERRITOIRE DE MOUSCRON - VALIDATION DÉCISION DU JURY N° 1**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 20 décembre 2021 approuvant le règlement concernant les modalités d'octroi de subsides pour la préservation du Patrimoine immobilier du territoire de Mouscron ;

Vu la décision du jury de sélection du 14 juin 2024 d'approuver à l'unanimité le dossier du candidat ;

Vu le procès-verbal de délibération du 1er jury concernant l'octroi du subside pour la préservation du Patrimoine immobilier du territoire de Mouscron (réf. « 2024.06.14 - PV jury 1 subside patrimoine ») en annexe ;

Vu la décision du Collège communal du 24 juin 2024 d'approuver également le dossier du candidat (réf. « Note Jury de sélection n 1 du 14 06 2024 Octroi de subsides pour la préservation du Patrimoine immobilier du territoire ») en annexe ;

Considérant que le dossier suivant remplit toutes les conditions pour bénéficier du subside :

| Demandeur | Bien concerné | Adresse | Montant du subside |
|---|---|---|---|
| A.S.B.L. Les trinte-six Ramôneûs de'l Vesdre | Cheminée de la Vesdre | Rue Achille Debacker, 90+ 7700 Mouscron | 10.000 € |

Considérant que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2024, article 7732/512BS-51 (projet 20240121) ;
Après en avoir délibéré ;

À voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – De valider la décision du jury de sélection pour l'octroi d'un subside pour la préservation du Patrimoine immobilier du territoire de Mouscron d'un montant de 10.000 € (dix mille euros, montant maximum par dossier) pour le candidat remplissant toutes les conditions pour bénéficier du subside, tel que retenu sur le budget de l'exercice 2024, à savoir:

| Demandeur | Bien concerné | Adresse | Montant du subside |
|---|---|---|---|
| A.S.B.L. Les trinte-six Ramôneûs de'l Vesdre | Cheminée de la Vesdre | Rue Achille Debacker, 90+ 7700 Mouscron | 10.000 € |

Art. 2. – D'appliquer la procédure d'octroi du subside et les modalités de liquidation précisées dans le règlement d'octroi de ce subside, à savoir :

Après validation du dossier par le Collège communal et le Conseil communal et exécution du mandat donné par le Conseil communal à ce dernier, un acompte de 40 % du montant sera versé au numéro de compte du titulaire fourni dans le dossier.

Pour les interventions nécessitant un permis d'urbanisme, l'acompte ne sera libéré qu'à la délivrance du permis (ce n'est pas le cas ici).

La prime sera ensuite soldée sur présentation des pièces justificatives, à savoir des photos des travaux effectués et les factures acquittées ; et ce dans un délai de maximum 1 an et demi à dater du versement de l'acompte Ce délai est prorogeable de 6 mois sur présentation des documents adéquats.

Art. 3. – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Jérôme Plouvier*
*056/860.283*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

---

33e **OBJET : PATRIMOINE COMMUNAL – DECLASSEMENT ET MISE AU REBUT DE BIENS MOBILIERS ENTREPOSES RUE DU COUET 79 ET DON A L'ASBL RESSOURCERIE LE CARRE MOUSCRON**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Règlement général de comptabilité communale, notamment l'article 19 ;

Considérant qu'actuellement 408 pièces de mobilier sont stockées dans le dépôt sis rue du Couët 79 ;

Vu l'accord de principe du Collège communal, en séance du 30 janvier 2023 de proposer ce matériel/mobilier en don à l'asbl Ressourcerie Le Carré Mouscron et de déclasser pour mise au rebut, ce qui n'aura pas été retenu.

Considérant qu'un représentant de l'asbl Ressourcerie Le Carré Mouscron a été invité à prospecter le mobilier ;

Vu l'accord de principe du Collège communal, en séance du 26 décembre 2023 de faire don de 9 biens à l'asbl Ressourcerie Le Carré Mouscron (2 armoires, 3 bureaux, 2 caissons, 1 desserte et 1 table) et de déclasser les biens restants pour les mettre au rebut vu leur état de vétusté ;

Considérant qu'il est proposé de déclasser et de faire don des 9 biens précités à l'asbl Ressourcerie Le Carré Mouscron ;

Considérant dès lors qu'il est proposé de déclasser et de mettre au rebut le mobilier restant ;

Considérant que les biens ont été totalement amortis et qu'ils disposent donc d'une valeur comptable nulle ;

Considérant l'avis positif des différents gestionnaires concernés ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour :
**OBJET : PATRIMOINE COMMUNAL – DECLASSEMENT ET MISE AU REBUT DE BIENS MOBILIERS ENTREPOSES RUE DU COUET 79 ET DON A L'ASBL RESSOURCERIE LE CARRE MOUSCRON**

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

A ... des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – De déclasser les biens mobiliers suivants et identifiés comme suit :

| Exercice | Date | N° Imputation | Compte général | Valeur imputée | Type | Fournisseur |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1995 | 29/12/1995 | 15 663 | 23011 | 448,07 | Chaises | LEDOUX SIEGE DIRECTION |
| 1995 | 06/10/1995 | 10 671 | 23011 | 1.380,05 | Mobilier divers | LEDOUX EP3333 EB752 |
| 1996 | 10/12/1996 | 15 595 | 23011 | 2 156,67 | Bureaux | CENTER MAT - AMENAG BUREAU ANNEXE BGSTRE |
| 1996 | 10/12/1996 | 15 594 | 23011 | 793,26 | Bureaux | CENTER MAT - BUREAU - CAISSON TIROIR - E |
| 1996 | 20/06/1996 | 5 961 | 23011 | 161,97 | Chaises | CENTER MAT - SIEGE DACTYLO |
| 1996 | 20/06/1996 | 5 963 | 23011 | 485,92 | Chaises | CENTER MAT - SIEGES DACTYLO |
| 1996 | 20/09/1996 | 11 448 | 23011 | 323,95 | Chaises | CENTERMAT SIEGES |
| 1996 | 19/06/1996 | 5 859 | 23011 | 3 128,66 | Mobilier divers | CENTER-MAT |
| 1996 | 11/06/1996 | 4 644 | 23011 | 143,73 | Mobilier divers | CENTERMAT EB258 |
| 1996 | 11/06/1996 | 4 646 | 23011 | 617,30 | Mobilier divers | CENTERMAT EB262 |
| 1996 | 18/06/1996 | 5 703 | 23011 | 445,44 | Mobilier divers | CENTERMAT EB926 |
| 1996 | 11/06/1996 | 4 642 | 23011 | 421,12 | Mobilier divers | FRENKEL EB254 |
| 1996 | 11/06/1996 | 4 645 | 23011 | 1 503,60 | Mobilier divers | FRENKEL EB260 |
| 1996 | 11/06/1996 | 4 643 | 23011 | 786,47 | Mobilier divers | VIDALE LECLERCQ/FIL ESPIERRES |
| 1996 | 27/12/1996 | 16 562 | 23011 | 656,30 | Table | CENTERMAT TABLE |
| 1996 | 11/06/1996 | 4 657 | 23191 | 1.115,52 | Mobilier divers | SOMBEL EB277 |
| 1997 | 10/10/1997 | 12 774 | 23011 | 313,86 | Armoires | BRADEUROP ARMOIRES |
| 1997 | 04/12/1997 | 15 458 | 23011 | 494,55 | Chaises | CENTERMAT SIEGES TYPE VISITEUR |
| 1997 | 31/12/1997 | 16 955 | 23011 | 233,96 | Chaises | CENTERMAT CHAISE |
| 1997 | 20/06/1997 | 7.010 | 23011 | 359,69 | Chaises | CENTERMAT FAUTEUIL |
| 1997 | 12/06/1997 | 6 238 | 23011 | 1.262,79 | Chaises | CENTERMAT SIeGE |
| 1997 | 16/06/1997 | 6 603 | 23011 | 834,95 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1997 | 20/10/1997 | 13 316 | 23011 | 1 043,68 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1997 | 31/12/1997 | 16 911 | 23011 | 834,95 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1997 | 20/10/1997 | 13 315 | 23011 | 380,34 | Chaises | CENTERMAT SIEGES |
| 1997 | 04/12/1997 | 15 462 | 23011 | 417,48 | Chaises | CENTERMAT SIEGES |
| 1997 | 17/06/1997 | 6 692 | 23011 | 214,77 | Chaises | INTER PAPIER - SIEGES |
| 1997 | 09/10/1997 | 12 590 | 23011 | 553,30 | Chaises | INTER PAPIER SIEGES TYPE VISITEURS |
| 1997 | 20/10/1997 | 13 312 | 23011 | 103,74 | Chaises | INTERPAPIER SIEGE |
| 1997 | 19/11/1997 | 14 505 | 23011 | 276,65 | Chaises | INTERPAPIER SIEGES |
| 1997 | 16/06/1997 | 6.606 | 23011 | 189,56 | Mobilier divers | CENTERMAT BIBLIOT |
| 1997 | 12/06/1997 | 6 239 | 23011 | -219,11 | Mobilier divers | CENTERMAT NC FACT205137 |
| 1997 | 19/11/1997 | 14 524 | 23011 | 1 205,80 | Table | CENTERMAT TABLE BUREAU |
| 1997 | 25/06/1997 | 7 289 | 23011 | 656,30 | Table | CENTERMAT TABLE |
| 1998 | 14/12/1998 | 16 176 | 23011 | 563,31 | Armoires | CENTERMAT ARMOIRE |
| 1998 | 26/10/1998 | 13.504 | 23011 | 1 586,49 | Armoires | FRENKEL ARMOIRES |
| 1998 | 27/07/1998 | 9 014 | 23011 | 754,39 | Bureaux | CENTERMAT BUREAU |
| 1998 | 27/07/1998 | 9 015 | 23011 | 296,58 | Chaises | CENTERMAT CHAISES |
| 1998 | 03/04/1998 | 4 484 | 23011 | 236,66 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1998 | 26/02/1998 | 6 411 | 23011 | 180,44 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1998 | 26/02/1998 | 6 414 | 23011 | 171,86 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1998 | 28/09/1998 | 12 189 | 23011 | 215,00 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 1998 | 23/11/1998 | 14 612 | 23011 | 619,71 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 1998 | 12/10/1998 | 12 808 | 23011 | 211,16 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 1998 | 05/06/1998 | 6 637 | 23011 | 1.499,76 | Table | MESTDAGH TABLE POPUL |
| 1999 | 14/06/1999 | 7 509 | 23011 | 478,73 | Armoires | CENTERMAT ARMOIRE |

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour :

**OBJET : PATRIMOINE COMMUNAL – DECLASSEMENT ET MISE AU REBUT DE BIENS MOBILIERS ENTREPOSES RUE DU COUET 79 ET DON A L'ASBL RESSOURCERIE LE CARRE MOUSCRON**

| Exercice | Date | N° imputation | Compte général | Valeur imputée | Type | Fournisseur |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1999 | 17-05-99 | 13995 | 23018 | 434,93 | Armoires | FRENKEL ARMORIES |
| 1999 | 17-05-99 | 13997 | 23018 | 815,45 | Bureaux | FRENKEL BUREAU |
| 1999 | 20-09-99 | 30723 | 23018 | 629,01 | Bureaux | FRENKEL BUREAU |
| 1999 | 20-09-99 | 30975 | 23018 | 674,89 | Bureaux | OKA BUREAUX |
| 1999 | 20-09-99 | 30976 | 23018 | 179,97 | Bureaux | OKA BUREAUX |
| 1999 | 20-09-99 | 31255 | 23018 | 599,90 | Bureaux | OKA BUREAUX |
| 1999 | 28-06-99 | 20523 | 23018 | 662,30 | Chaises | CENTERMAT SIEGES |
| 1999 | 03-06-99 | 17320 | 23018 | 295,56 | Chaises | FRENKEL SIEGES |
| 1999 | 14-06-99 | 18559 | 23018 | 527,32 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 2000 | 22-05-00 | 19101 | 23018 | 52,80 | Armoires | CENTERMAT ARMOIRES A RIDEAUX VERTICAUX |
| 2000 | 22-05-00 | 19103 | 23018 | 1 315,30 | Armoires | CENTERMAT ARMOIRES A RIDEAUX VERTICAUX |
| 2000 | 22-05-00 | 17765 | 23018 | 149,98 | Armoires | CENTERMAT ARMOIRE |
| 2000 | 22-05-00 | 17766 | 23018 | 467,18 | Armoires | CENTERMAT ARMOIRE |
| 2000 | 13-07-00 | 21880 | 23018 | 1 349,78 | Armoires | FRENKEL ARMOIRES |
| 2000 | 22-05-00 | 17704 | 23018 | 344,25 | Armoires | JPG VITRINES |
| 2000 | 28-08-00 | 31605 | 23018 | 1 634,36 | Chaises | CENTER MAT 5 SIEGE GIROFLEX 33-3077 |
| 2000 | 22-05-00 | 17767 | 23018 | 242,14 | Chaises | FRENKEL SIEGE |
| 2000 | 29-05-00 | 20284 | 23018 | 1 304,79 | Chaises | SEYNAEVE CHAISES |
| 2000 | 29-05-00 | 20521 | 23018 | 432,52 | Mobilier divers | CENTER MAT CLASSEUR MONBLOCS 4 TIROIRS |
| 2000 | 22-05-00 | 19098 | 23018 | 3.922,47 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 2000 | 13-06-00 | 21895 | 23018 | 326,90 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 2000 | 28-08-00 | 31772 | 23018 | 166,51 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 2000 | 09-10-00 | 38048 | 23018 | 30,00 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 2000 | 22-05-00 | 18570 | 23018 | 1.000,94 | Mobilier divers | FOTO ROBERT |
| 2000 | 11-12-00 | 46668 | 23018 | 834,91 | Mobilier divers | FRANCOP TYP |
| 2000 | 22-05-00 | 17777 | 23018 | 346,70 | Mobilier divers | FRENKEL |
| 2000 | 28-12-00 | 50568 | 23018 | 188,03 | Mobilier divers | MALYSSE MAGNETO |
| 2000 | 04-09-00 | 32892 | 23018 | 623,60 | Mobilier divers | VERAN CLASSIC |
| 2000 | 28-08-00 | 31764 | 23018 | 366,11 | Mobilier divers | VIKING |
| 2000 | 22-05-00 | 19115 | 23018 | 1 951,84 | Tiroirs | CENTERMAT |
| 2001 | 29-10-01 | 38068 | 23018 | 301,41 | Chaises | CEBTERMAT SIEGE |
| 2001 | 23-07-01 | 23526 | 23018 | 187,51 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 2001 | 23-07-01 | 23790 | 23018 | 929,85 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 2001 | 23-07-01 | 23793 | 23018 | -16,51 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 2001 | 23-07-01 | 23982 | 23018 | 553,60 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 2001 | 23-05-01 | 23988 | 23018 | 109,27 | Chaises | CENTERMAT SIEGE |
| 2001 | 28-12-01 | 49394 | 23018 | -296,78 | Mobilier divers | ANNUL IMP 9143 |
| 2001 | 23-07-01 | 23699 | 23018 | 615,20 | Mobilier divers | CENTERMAT |
| 2002 | 11-06-02 | 6667 | 23308 | 2 564,58 | 2 armoires | MB OFFICE |
| 2002 | 11-06-02 | 6669 & 6670 | 23308 | 1 441,26 | 3 bureaux | CENTERMAT |
| 2002 | 11-06-02 | 6669 & 6670 | 23308 | 407,83 | 2 caissons | CENTERMAT |
| 2007 | 31-12-07 | 17390 | 23018 | 1 016,40 | 1 table | CENTERMAT |
| 2011 | 14-03-11 | 2045 | 23018 | 102,49 | 1 desserte | CENTERMAT |
| | | | | 60 325,95 | | |

Art. 2 – De faire don des 9 biens repris ci-dessous à l'asbl Ressourcerie Le Carré Mouscron.

| Exercice | Date | N° imputation | Compte général | Valeur imputée | Type | Fournisseur |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2002 | 11-06-02 | 6667 | 23308 | 2 564,58 | 2 armoires | MB OFFICE |
| 2002 | 11-06-02 | 6669 & 6670 | 23308 | 1 441,26 | 3 bureaux | CENTERMAT |
| 2002 | 11-06-02 | 6669 & 6670 | 23308 | 407,83 | 2 caissons | CENTERMAT |
| 2007 | 31-12-07 | 17390 | 23018 | 1.016,40 | 1 table | CENTERMAT |
| 2011 | 14-03-11 | 2045 | 23018 | 102,49 | 1 desserte | CENTERMAT |
| | | | | 5.532,56 | | |

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour :
**OBJET : PATRIMOINE COMMUNAL – DECLASSEMENT ET MISE AU REBUT DE BIENS MOBILIERS ENTREPOSES RUE DU COUET 79 ET DON A L'ASBL RESSOURCERIE LE CARRE MOUSCRON**

Art. 3 - De mettre tous les biens mobiliers restants au rebut.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron

Dossier traité par :
*Mme Pauline Lamelyn*
*Service Logement*
*Rue de Courtrai 63*

*056/860.504*
*pauline.lamelyn@mouscron.be*

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE-KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

34c

**OBJET : SERVICE LOGEMENT - REMBOURSEMENT SOLDES NEGATIFS RENOVATION URBAINE - PHASES 1A-1D, 2A, 3B, 3C, 3D, 3E ET 3F**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu les Assemblées générales ordinaires qui se sont déroulées du 2 mai 2023 au 9 juin 2023 ;

Vu les comptes clôturés au 31 décembre 2022 ;

Vu les versements effectués en date du 4 avril 2024, sur décision du Conseil communal du 25 mars 2024, pour apurer les soldes négatifs relevés lors de la clôture des comptes au 31 décembre 2022 ;

Attendu que depuis de nombreuses années, les appels de fonds annuels sollicités à la Ville sont inférieurs à la prise en charge telle que prévue dans les actes de base ;

Considérant dès lors, que des arriérés sont constatés chaque année à la clôture des comptes ;

Attendu que le Syndic de copropriété nous informe que les montants reportés pèsent désormais sur sa trésorerie et sollicite la régularisation de cette situation ;

Vu les comptes clôturés au 31 décembre 2023 ;

Considérant que les comptes 2023 qui ont été votés lors des assemblées générales de 2024 présentent à nouveau des soldes à payer par la Ville de Mouscron, mais également des soldes créditeurs à percevoir ;

Vu le solde créditeur sur le compte de la copropriété de la phase 1A-1D, à savoir 10.356,73 € ;

Vu le solde négatif sur le compte de la copropriété de la phase 2A, à savoir 10.390,48 € ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**OBJET : SERVICE LOGEMENT - REMBOURSEMENT SOLDES NEGATIFS RENOVATION URBAINE - PHASES 1A-1D, 2A, 3B, 3C, 3D, 3E ET 3F**

Vu le solde créditeur sur le compte de la copropriété de la phase 2B, à savoir 1.470,22 € ;

Vu le solde négatif sur le compte de la copropriété de la phase 3B, à savoir 474,10 € ;

Vu le solde négatif sur le compte de la copropriété de la phase 3C, à savoir 1.062,69 € ;

Vu le solde négatif sur le compte de la copropriété de la phase 3D, à savoir 1.919,75 € ;

Vu le solde négatif sur le compte de la copropriété de la phase 3E, à savoir 7.113,19 € ;

Vu le solde négatif sur le compte de la copropriété de la phase 3F, à savoir 3.813,19 € ;

Considérant que les crédits budgétaires sont prévus à l'article 922/122-02 du budget communal ordinaire de l'exercice 2024 ;

Attendu qu'il a été convenu avec le Syndic de copropriété qu'à partir de 2024, des appels de fonds spécifiques seront sollicités à la Ville afin de les faire correspondre aux clauses des actes de base ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 13 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 21 août 2024 et joint à la présente décision ;

A ... voix ;

D E C I D E :

Art. 1er. - D'autoriser le paiement des soldes dus au Syndic de copropriété via les crédits budgétaires prévus à l'article 922/122-02 du budget communal ordinaire de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- Phase 2A : 10.390,48 €
- Phase 3B : 474,10 €
- Phase 3 C : 1.062,69 €
- Phase 3 D : 1.919,75 €
- Phase 3 E : 7.113,19 €
- Phase 3 F : 3.813,19 €

Art. 2. - Le Collège communal est chargé des mesures d'exécution.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice générale,
(sé) N. BLANCKE

Le Président,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Anthony Acke*
*056/860.263*

*N/Réf. : CMP/2024/AA*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

---

35c

**OBJET : SERVICE FINANCES - MARCHE DE FOURNITURES - FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €), l'article 57 et les articles 2, 6° et 7°b (le pouvoir adjudicateur réalise des activités d'achat centralisées pour la passation de marchés et d'accords-cadres destinés à des adjudicateurs) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la délibération du Conseil communal du 4 novembre 2019 approuvant la constitution de la centrale d'achat de la Ville de Mouscron ;

Vu la convention signée entre la Ville de Mouscron et le CPAS de Mouscron afin de faire bénéficier le CPAS de Mouscron des conditions de certains marchés passés par la Ville de Mouscron ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**SERVICE FINANCES - MARCHE DE FOURNITURES - FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

Vu la convention signée entre la Ville de Mouscron et la Zone de police de Mouscron afin de faire bénéficier la Zone de police de Mouscron des conditions de certains marchés passés par la Ville de Mouscron ;

Vu la convention signée entre la Ville de Mouscron et l'ASBL AIS – Agence immobilière sociale afin de faire bénéficier l'AIS des conditions de certains marchés passés par la Ville de Mouscron ;

Vu la convention signée entre la Ville de Mouscron et la Société de Logements de Mouscron afin de faire bénéficier la Société de Logements de Mouscron des conditions de certains marchés passés par la Ville de Mouscron ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer un marché pour la fourniture de produits pharmaceutiques pour l'ensemble des services communaux et des participants à la Centrale à d'achat ;

Vu le cahier des charges N° 2024-823 relatif au marché "Fourniture de produits pharmaceutiques" établi par la Ville de Mouscron ;

Considérant que ce présent marché est prévu pour une durée d'un an (du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025) et peut faire l'objet de trois reconductions tacites d'un an chacune (jusqu'au 31 décembre 2028) ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :
* Lot **1** (Produits pharmaceutiques),
* Lot **2** (Aliments diététiques pour les jeunes enfants),
* Lot **3** (Produits et matériel pour trousses de secours),
* Lot **4** (Produits vétérinaires) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 31.150,00 € hors TVA ou 37.691,50 €, 21% TVA comprise pour une année, soit 124.600,00 € hors TVA ou 150.766,00 €, 21% TVA comprise pour quatre années, pour l'ensemble des partenaires ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que la Ville de Mouscron agit comme centrale d'achat pour l'ASBL Mouscron - Logement AIS, le CPAS de Mouscron, la Société de Logements de Mouscron et la Zone de police de Mouscron à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits nécessaires au financement des dépenses pour la Ville seront prévus au budget communal des exercices 2025 à 2028, service ordinaire, aux articles correspondants ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier a été transmis en date du 16 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 19 août 2024 et joint à la présente délibération ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**SERVICE FINANCES - MARCHE DE FOURNITURES - FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

A voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2024-823 et le montant estimé du marché "Fourniture de produits pharmaceutiques". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant global estimé de ce marché s'élève à 31.150,00 € hors TVA ou 37.691,50 €, 21% TVA comprise pour une année, soit 124.600,00 € hors TVA ou 150.766,00 €, 21% TVA comprise pour quatre années, pour l'ensemble des partenaires.

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Art. 3 - En application de l'article 2, 6°a et 7°b de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la Ville de Mouscron agit comme centrale d'achat au sens que ce pouvoir adjudicateur passe des marchés ou conclut des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ou à des entités adjudicatrices, en particulier, pour le présent marché, l'ASBL Mouscron - Logement AIS, le CPAS de Mouscron, la Société de Logements de Mouscron et la Zone de police de Mouscron.

Art. 4- Les crédits nécessaires au financement des dépenses pour la Ville seront prévus au budget communal des exercices 2025 à 2028, service ordinaire, aux articles correspondants.

Art. 5- La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

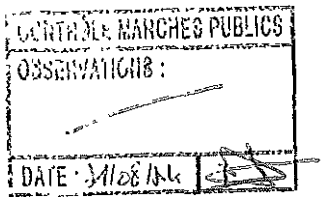
La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

N. BLANCKE




La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Charline Creupelandt*
*056/860.503*

*N/Réf. : DT2/2024/CC*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID,
ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

---

**OBJET : DIVISION TECHNIQUE 2 - MARCHE DE FOURNITURES - BUS SCOLAIRE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché pour la fourniture d'un bus scolaire afin de remplacer le bus acheté en 2009 qui est devenu obsolète ;

Vu le cahier des charges N° DT2/24/CSC/887 relatif à ce marché ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 214.876,03 € hors TVA ou 260.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**DIVISION TECHNIQUE 2 - MARCHE DE FOURNITURES - BUS SCOLAIRE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, à l'article 7355/74302-98 (N° de projet 20240192) ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier a été transmis en date du 16 août 2024 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 16 août 2024 et joint à la présente délibération ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° DT2/24/CSC/887 et le montant estimé du marché "Bus scolaire". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 214.876,03 € hors TVA ou 260.000,00 €, 21% TVA comprise.

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art. 3 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 4 - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget communal de l'exercice 2024, service extraordinaire, à l'article 7355/74302-98 (N° de projet 20240192).

Art. 5. - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés aux paiements des dépenses auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

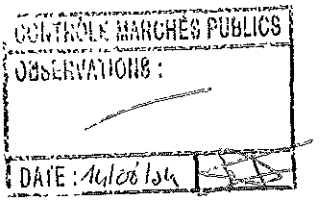
La Directrice Générale,
(sé) N. BLANCKE

La Présidente,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,

La Bourgmestre,




N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
Guillaume Marquette
056/860.361
commerce@mouscron.be

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance publique du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

37

ème **Objet :** **CELLULE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL – PRIME EMBELLISSEMENT/RENOVATION FAÇADE - VALIDATION DOSSIERS.**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du conseil communal du 25 avril 2022 approuvant le règlement Primes embellissement et/ou rénovation de façades commerciales ;

Vu l'introduction d'une demande de prime de :

| Nom du commerce | Type de commerce | Adresse | Montant estimé de la prime |
|---|---|---|---|
| La Chaine d'or | Café | Rue M Demeulemeester, 1 7700 Mouscron | 6.000 € |
| Fleurs Edelweiss | Fleuriste | Grand-Rue 112/114 7700 Mouscron | 6.000€ |
| Genius Place | Informatique | Rue de Menin, 109 7700 Mouscron | 6.000€ |

Vu la décision du jury de valider ces dossiers ;

Vu la décision du Collège Communal du 10.06.2024 de valider la décision du jury concernant le dossier « La Chaine d'Or » ;

Vu la décision du Collège Communal du 22.07.2024 de valider la décision du jury concernant le dossier « Fleurs Edelweiss » ;

Vu la décision du Collège Communal du 29.07.2024 de valider la décision du jury concernant le dossier « Genius place » ;

Considérant que les dossiers remplissent toutes les conditions pour bénéficier de la prime ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget de l'exercice 2024, article 529/321FA-01 ;

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Après en avoir délibéré ;

A ;

D E C I D E :

Article 1er. - De valider les décisions du jury qui approuvent l'octroi d'une prime pour les candidats ci-dessous retenus sur le budget de l'exercice 2024 dans le cadre de la Prime embellissement façade, à savoir :

| Nom du commerce | Type de commerce | Adresse | Montant estimé de la prime |
|---|---|---|---|
| La Chaine d'or | Café | Rue M Demeulemeester, 1<br>7700 Mouscron | 6.000 € |
| Fleurs Edelweiss | Fleuriste | Grand-Rue 112/114<br>7700 Mouscron | 6.000€ |
| Genius Place | Informatique | Rue de Manin, 109<br>7700 Mouscron | 6.000€ |

Art. 2. - D'appliquer la procédure d'octroi de la prime et les modalités de liquidation des primes précisés dans le règlement, à savoir :

A. Envoi par les candidats retenus d'une lettre de créance reprenant le montant exact demandé sur base des dépenses valablement justifiées ;

B. Versement de la prime sur base des pièces justificatives correspondantes et d'une déclaration de créance.

Art. 3. – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
Guillaume Marquette
056/860.361
commerce@mouscron.be

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

38

ème **OBJET :** **Cellule Développement Commercial – Prime Créa'Com - Validation décision du jury 16.**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 octobre 2020 approuvant le règlement Créa'Com ;

Considérant l'élargissement du périmètre Créa'Com approuvé par le Conseil Communal du 13 septembre 2021 ;

Considérant l'abrogation du périmètre Créa'Com approuvée lors du Conseil communal du 25 avril 2022 ;

Considérant la modification du règlement Créa'Com approuvée lors du Conseil communal du 12 juin 2023

Vu la décision du jury du 30 juillet 2024 de retenir les trois candidats ;

Vu le procès-verbal de délibération du 16ème jury Créa'Com (réf. « Créa'Com - PV Jury 16 - 240730 + annexes ») en annexe ;

Considérant que les dossiers suivants remplissent toutes les conditions pour bénéficier de la prime :

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

| Nom du commerce | Type de commerce | Adresse | Montant estimé des primes |
|---|---|---|---|
| Chaloustique | Restaurant | 60, Petite Rue 7700 Mouscron | 6.000 € |
| Gavroche | Prêt-à-porter féminin/masculin | 78, Rue de Tourcoing 7700 Mouscron | 6.000€ |
| Duke's | Bar à Tapas | 14, Rue de Tournai 7700 Mouscron | 6.000€ |

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget de l'exercice 2024, article 529/321LO-01 ;

Après en avoir délibéré ;

A xxxx des voix ;

DECIDE :

Art. 1er. - De valider la décision du jury Créa'Com qui approuve l'octroi d'une prime d'un montant estimé à 6.000 € (six mille euros), pour les candidats remplissant toutes les conditions pour bénéficier de la prime, tel que retenu sur le budget de l'exercice 2024 dans le cadre de l'appel à projet Créa'Com, à savoir :

| Nom du commerce | Type de commerce | Adresse | Montant estimé des primes |
|---|---|---|---|
| Chaloustique | Restaurant | 60, Petite Rue 7700 Mouscron | 6.000 € |
| Gavroche | Prêt-à-porter féminin/masculin | 78, Rue de Tourcoing 7700 Mouscron | 6.000€ |
| Duke's | Bar à Tapas | 14, Rue de Tournai 7700 Mouscron | 6.000€ |

Art. 2. - D'appliquer la procédure d'octroi de la prime et les modalités de liquidation des primes précisés dans le règlement de l'appel à projet, à savoir :

A. Envoi par les candidats retenus d' :
   1. Une déclaration sur l'honneur de l'ouverture du commerce;
   2. Une lettre de créance reprenant le montant exact demandé sur base de devis fournis ainsi qu'un tableau recapitulatif des dépenses valablement justifiées ;
   3. Dans le cas d'un candidat locataire, le bail de location du rez-de-chaussée commercial et dans le cas d'un candidat propriétaire de l'acte de propriété.

B. Versement de la prime sur base d'un relevé des dépenses consenties dans le cadre de l'ouverture du commerce des pièces justificatives correspondantes et d'une déclaration de créance. Ces documents doivent parvenir à l'administration communale dans les 9 mois qui suivent le courrier d'octroi de la prime. Seules les dépenses correctement justifiées seront financées à hauteur de 60%.

Art. 3. – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
*La Directrice générale,*
N. BLANCKE

*La Présidente,*
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Annabel Dezwaene**
056/860.417

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PROJET

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

39e

**OBJET : Convention de partenariat entre la Ville de Mouscron et le centre Fedasil de Mouscron dans le cadre de l'organisation du festival « FRONTIERES » - Approbation**

Le Conseil communal,

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Vu le Code de démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant le souhait du centre Fedasil de Mouscron d'organiser, sur le territoire mouscronnois, un « festival » célébrant la diversité, visant à renforcer les liens entre les communautés et à apporter un éclairage pluridisciplinaire sur la question migratoire et des frontières ;

Considérant que ce « festival » sera organisé du 10 au 20 décembre 2024 ;

Considérant que, dans ce cadre, diverses activités seront proposées : rencontre littéraire, ciné-débat, concert, spectacle, exposition, conférence,...

Considérant le souhait de différents services communaux d'être partenaires de ce projet, sur proposition du centre Fedasil de Mouscron ;

Vu le projet de convention annexé, faisant partie intégrante de la présente délibération et ayant été avalisé par les différents partenaires ;

Considérant que cette convention a pour objectif de formaliser la collaboration et le partenariat entre le centre Fedasil de Mouscron et la Ville de Mouscron dans le cadre du « festival » ;

Considérant l'avis favorable du Collège communal en sa séance du 8 juillet 2024 et du 12 août 2024;

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A ... voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Mouscron et le centre Fedasil de Mouscron dans le cadre de l'organisation du festival Frontières, annexée à la présente délibération et en faisant partie intégrante.

Art. 2. – de charger Mme la Bourgmestre, Brigitte AUBERT, et Mme la Directrice Générale, Nathalie BLANCKE, de signer ladite convention de partenariat.

Art. 3. – de charger le Collège communal de l'exécution de ladite convention de partenariat.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
*La Directrice générale,*
N. BLANCKE

*La Présidente,*
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme Ch. Dacgnies**
056/860.214

Réf.
AFS/ConsCom2024/Vélopolis – Viasano concours règlements

40

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PROJET

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

**OBJET : Service des Affaires Sociales et de la Santé**
**Approbation des règlements des quiz Viasano organisés lors de la balade Vélopolis 2024**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant la décision du Collège Communal en sa séance du 12 août 2024 d'avaliser l'organisation d'un concours Viasano dans le cadre de la balade Vélopolis qui se déroule le 08 septembre 2024 ;

Considérant, l'approbation, des règlements des quiz Viasano proposés dans le cadre de la balade Vélopolis, par le Collège Communal en sa séance du 12 août 2024;

Considérant les règlements des quiz Viasano, tels que joints en annexes et faisant partie intégrante de la présente décision ;

Sur proposition du Collège Communal ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. –D'approuver les règlements des quiz Viasano organisés lors de la balade Vélopolis, le dimanche 08 septembre 2024;

Art. 2. – De charger le Collège Communal de l'exécution de la présente délibération.

**PAR LE CONSEIL :**

Par Ordonnance :

La Directrice Générale, La Présidente,

N. BLANCKE B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale, La Bourgmestre,

N. BLANCKE B. AUBERT

6

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme Ch. Dacgnies**
056/860.214
christelle.dacgnies@mouscron.be

Réf. :AFS/ConsCom2024/CCRT/
Convention partenariat

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

41

**OBJET : Service des Affaires Sociales et de la Santé**
**Convention de partenariat entre l'ASBL CCRT et la Ville de Mouscron dans le cadre d'animations Bol Bavard – Approbation**

Le Conseil communal,

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la décision du Collège Communal, en sa séance du 19 août 2024, de valider la convention de partenariat entre l'ASBL CCRT et la Ville de Mouscron ;

Attendu que cette convention de partenariat est relative à la mise à disposition à titre gratuit d'un local par l'ASBL CCRT à la Ville de Mouscron pour l'organisation d'activités type « Bol Bavard » au sein du quartier du Risquons-Tout ;

Considérant, que pour permettre l'encadrement des personnes en situation d'isolement et de participer à des après-midis récréatives (jeux de cartes, jeux de société, bricolages, discussions,...), un membre du personnel communal aura pour mission d'être présent lors de l'animation ;

Considérant que cette convention de partenariat concerne uniquement la mise à disposition par l'ASBL CCRT d'un local aux horaires suivants : les vendredis de 13h00 à 16h30 ;

Considérant que l'ASBL CCRT permettra aux bénéficiaires de l'animation de consommer au bar du local et que les bénéfices seront uniquement au profit de ladite ASBL ;

Considérant que la convention de partenariat, n'engendre aucun transfert financier de la Ville vers l'ASBL ;

Sur proposition du Collège Communal,

À l' des voix ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

6

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Service des Affaires Sociales et de la Santé - Convention de partenariat entre l'ASBL CCRT et la Ville de Mousron dans le cadre d'animations Bol Bavard - Approbation**

---

D E C I D E :

Article 1er. – D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Mouscron et l'ASBL CCRT dans le cadre d'organisation d'après-midis Bol Bavard ;

Art. 2. – De mandater, Madame Brigitte Aubert, Bourgmestre ; Monsieur Didier Mispelaere, Echevin, et Madame Nathalie Blancke, Directrice Générale pour signer la convention de partenariat annexée à la présente délibération et en faisant partie intégrante ;

Art. 3. – De transmettre un exemplaire de la convention signée à l'ASBL CCRT ;

Art. 4. – De charger le Collège Communal de l'exécution de ladite convention de partenariat.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme Ch. Dacgnies**
056/860.214
christelle.dacgnies@mouscron.be

Réf.
AFS/ConsCom2024/Octobre Rose

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

42

**OBJET : Balade « Octobre Rose » 2024 – ASBL « A vos marques prêts » et « Relais pour la Vie » - Dépenses pour le compte de tiers**

Le Conseil communal,

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L3331-1a-8 et L1122-30 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre Furlan du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant la campagne « Octobre Rose » organisée par la Ville de Mouscron ;

Considérant que cette campagne est menée dans le cadre de la lutte contre le cancer du sein et vise la promotion du dépistage de ce cancer ;

Considérant que la Ville de Mouscron, et plus particulièrement le service des Affaires Sociales et de la Santé, organisera le dimanche 20 octobre 2024 une balade gourmande dans le cadre de la campagne « Octobre Rose » ;

Considérant la décision du Collège Communal en sa séance du 22 juillet 2024, d'accorder l'intégralité des recettes d'inscription à la balade Octobre Rose 2024 à l'ASBL « A vos marques prêts » ;

Considérant la décision du Collège Communal en sa séance du 22 juillet 2024, d'accorder l'intégralité des recettes du bar à la Fondation Contre le Cancer via le comité « Relais pour la Vie » de Mouscron;

Considérant que la Maison Communale de Promotion de la Santé prend en charge l'organisation et la promotion de l'évènement dans le cadre du subside octroyé en qualité d'Opérateur en Promotion de la Santé (anciennement Lutte contre les Inégalités Sociales de Santé) ;

Considérant que l'ASBL « A vos marques prêts » sera seule gestionnaire des inscriptions à la balade ;

Considérant que la Ville de Mouscron expose les frais suivants pour l'organisation de cette balade :

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

6

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Balade « Octobre Rose » 2024 – ASBL « A vos marques prêts » et « Relais pour la vie » - Dépenses pour le compte de tiers**

| **Dénomination** | **Montant maximal** |
|---|---|
| | |
| Château Gonflable | 250,00 € |
| Grimeuse | 200,00 € |
| Photobox | 500,00 € |
| Sandwichs | 100,00 € |
| Bracelets | 450,00 € |
| Places de cinéma pour les artisans | 400,00 € |
| Bombes de craie | 60,00 € |
| Animations Enfants | 200,00 € |
| **Total** | **2160,00 €** |

Considérant que ces dépenses, pour un montant maximal de 2160,00€ sont à qualifier de dépenses pour compte de tiers vu le contexte exposé ci-dessus ;

Considérant que ces dépenses seront à prélever sur l'article budgétaire 832/124VS-02 et sont couvertes par le subside Opérateur en Promotion de la Santé (anciennement Lutte contre les Inégalités Sociales de Santé) ;

Sur proposition du Collège Communal ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – D'accorder aux ASBL « A vos marques prêts » et « Relais pour la Vie » un subside numéraire indirect d'un montant de 2160,00€ maximum, étant les dépenses prises en charge par la Ville de Mouscron dans le cadre de l'organisation de la balade gourmande « Octobre Rose » 2024.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
(sée) N. BLANCKE

La Présidente,
(sée) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**JACOB Barbara**
056/860.318

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

---

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

---

43

## ° OBJET : ASSOCIATION DES GILLES HURLUS – DEPENSE POUR COMPTE DE TIERS

Le Conseil communal,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à -8 et L1122-30 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre Furlan du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant la Fête des Hurlus qui se déroulera le week-end du 4 au 6 octobre 2024 ;

Considérant la traditionnelle remise des médailles des Gilles Hurlus organisée à cette occasion à l'Hôtel de Ville le samedi 5 octobre 2024 vers 10h30 ;

Considérant la demande de l'association des Gilles Hurlus que la Ville de Mouscron prenne en charge le drink organisé à l'issue de cette cérémonie ;

Vu la décision favorable du Collège Communal en sa séance du 29 juillet 2024 ;

Considérant que la Ville de Mouscron estime cette dépense à un montant total de 100 € ;

Considérant que cette dépense est à qualifier de dépense pour le compte de tiers vu le contexte exposé ci-dessus ;

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice Financière ;

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'euroméTropole

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

Sur proposition du Collège Communal ;

A voix;

D E C I D E :

Article 1er. – D'accorder à l'association des Gilles Hurlus, la prise en charge de la réception qui se tiendra le samedi 5 octobre 2024 à l'Hôtel de Ville lors de la remise des médailles, considérée comme une dépense pour compte de tiers.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**JACOB Barbara**
056/860.318

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09/09/2024

---

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

---

44 **° OBJET : ORDRE DES BAILLIS – DEPENSE POUR COMPTE DE TIERS**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Le Conseil communal,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à -8 et L1122-30 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre Furlan du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant la Fête des Hurlus qui se déroulera le week-end du 4 au 6 octobre 2024 ;

Considérant le traditionnel Convent des Baillis organisé à cette occasion à l'Hôtel de Ville le dimanche 6 octobre 2024 de 8h à 13h30 ;

Considérant la demande de l'Ordre des Baillis que la Ville de Mouscron prenne en charge le drink organisé à l'issue de cette célébration ;

Vu la décision favorable du Collège Communal en sa séance du 26 aout 2024 ;

Considérant que la Ville de Mouscron estime cette dépense à un montant total de 150 € ;

Considérant que cette dépense est à qualifier de dépense pour le compte de tiers vu le contexte exposé ci-dessus ;

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice Financière ;

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole

Suite de la délibération du Conseil communal du 09/09/2024 ayant pour ° objet : ORDRE DES BAILLIS – DEPENSE POUR COMPTE DE TIERS

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

Sur proposition du Collège Communal ;

A voix;

D E C I D E :

Article 1er. – d'accorder à l'Ordre des Baillis, la prise en charge de la réception du dimanche 6 octobre 2024, à l'occasion de la cérémonie de clôture du Convent des Baillis, considérée comme une dépense pour compte de tiers.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Stéphanie Driemmels**
056/860.291

Réf. SD-ROI 24

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRESENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

45e

## OBJET : REGLEMENT DE TRAVAIL DES ECOLES COMMUNALES FONDAMENTALES ET DE L'ICET - APPROBATION

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la loi du 8 avril 1965, telle que modifiée à ce jour, instituant les règlements de travail ;

Vu la loi du 18 décembre 2002, telle que modifiée à ce jour, modifiant la loi du 8 avril 1965 ;

Vu le décret du 6 juin 1994, tel que modifié à ce jour, fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ;

Vu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion.

Vu le décret du 18 janvier 2024, tel que modifié à ce jour, portant diverses mesures relatives à l'enseignement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mars 2024, tel que modifié à ce jour, donnant force obligatoire à la décision du 21 décembre 2023 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné modifiant les règlements de travail cadres notamment de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire ;

Vu la circulaire 7963 du 12 février 2021 pour l'enseignement secondaire ordinaire et la circulaire 7964 du 12 février 2021 pour l'enseignement fondamental fixant le règlement de travail cadre ;

Vu les règlements de travail des écoles communales fondamentales, à savoir l'école communale Raymond Devos, l'école communale de Luingne, l'école communale de Dottignies, le Complexe Educatif Saint Exupéry, le Site Educatif Pierre de Coubertin et le Centre Educatif Européen, ainsi que l'ICET, tels que joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

Vu l'accord définitif émis par la Commission paritaire locale le 27 juin 2024;

Après en avoir délibéré ;

À des voix ;

D E C I D E :

Article 1er : D'approuver les règlements de travail des écoles communales fondamentales, à savoir l'école communale Raymond Devos, l'école communale de Luingne, l'école communale de Dottignies, le Complexe Educatif Saint Exupéry, le Site Educatif Pierre de Coubertin et le Centre Educatif Européen ainsi que de l'ICET, tels que repris en annexe et faisant partie intégrante de la décision.

Article 2 : De faire entrer en vigueur lesdits règlements de travail à compter du 10 septembre 2024.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

L'Echevin délégué,

N. BLANCKE

D. VACCARI

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Stéphanie Driemmels**
056/860.291

Réf. SD-ROI 24

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRESENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

46e

**OBJET : REGLEMENTS D'ORDRE INTERIEUR DES ECOLES COMMUNALES FONDAMENTALES ET DE L'ICET - APPROBATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté royal du 02 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;

Vu le décret du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel modifié à ce jour ;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 19 septembre 2019, modifié en date du 1er novembre 2022 ;

Considérant que ledit code impose aux pouvoirs organisateurs de fixer un règlement d'ordre intérieur de l'école s'appliquant aux élèves ;

Considérant que les établissements scolaires communaux du niveau fondamental et secondaire ont modifié leur règlement d'ordre intérieur (ajout décret gratuité et procédure en matière de harcèlement pour le fondamental et utilisation de la plateforme CABANGA pour le secondaire) pour la rentrée 2023-2024;

Considérant que ces ROI ont été présentés pour avis à la COPALOC du 27 juin 2024 et que cette dernière a remis un avis favorable ;

Considérant qu'il revient à votre assemblée d'approuver les règlements d'ordre intérieur pour les écoles communales fondamentales de Luingne, de Dottignies, Raymond Devos, du Centre Educatif Européen, du complexe éducatif Saint-Exupéry et du site éducatif Pierre De Coubertin ainsi que de l'Institut Communal d'Enseignement Technique, annexés et faisant partie intégrante de la décision ;

Après en avoir délibéré ;

À des voix ;

D E C I D E :

Article unique – D'approuver les règlements d'ordre intérieur des écoles communales de Luingne, de Dottignies, Raymond Devos, du Centre Educatif Européen, du complexe éducatif Saint-Exupéry, du site éducatif Pierre De Coubertin et de l'Institut Communal d'Enseignement Technique.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,
N. BLANCKE

L'Echevin délégué,
D. VACCARI

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## SÉANCE DU 09/09/2024

---

Dossier traité par :
**Anthony SCARPINATI**
+ 32 (0)56/ 86.01.95
**Septembre - N° 01**

PRESENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

**VALIDATION :**
Jean-Michel SOUPART,
Chef de Division

47e

**OBJET : ACADEMIE DE MUSIQUE, THEATRE, DANSE ET BEAUX-ARTS – REGLEMENT DE TRAVAIL - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi du 8 avril 1965, telle que modifiée à ce jour, instituant les règlements de travail ;

Vu la loi du 18 décembre 2002, telle que modifiée à ce jour, modifiant la loi du 8 avril 1965 ;

Vu le décret du 6 juin 1994, tel que modifié à ce jour, fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 18 janvier 2024, tel que modifié à ce jour, portant diverses mesures relatives à l'enseignement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mars 2024, tel que modifié à ce jour, donnant force obligatoire à la décision du 21 décembre 2023 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné modifiant les règlements de travail cadres notamment de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu la circulaire n° 5786 du 28 juin 2016 de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant pour objet OS – Modèle de règlement de travail – ESAHR ;

Vu l'accord définitif émis par la Commission paritaire locale le 27 juin 2024 ;

… ;

**DECIDE :**

ARTICLE 1ER : D'approuver le règlement de travail de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts, tel que repris en annexe.

ARTICLE 2 : Le règlement de travail de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts, tel que repris en annexe, entre en vigueur le 10 septembre 2024.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
(sé) Nathalie BLANCKE

La Présidente,
(sé) Brigitte AUBERT

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

Nathalie BLANCKE

Pour la Bourgmestre,
L'Échevine déléguée,
Ann CLOET

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

**Dossier traité par**
Mr Olivier MORANTIN
Chef de bureau Mobilité - Signalisation – CeM
056/860.538
Centre Administratif de Mouscron
Rue de Courtrai, 63
7700 Mouscron

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;
M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;
MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

48e

00ème **OBJET : Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les zones bleues sur le territoire de la Ville de Mouscron – Voiries communales – Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la Circulaire Ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que l'article 27.1.1 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code la Route), est libellé comme suit :

> *« 27.1.1. Tout conducteur qui, **les jours ouvrables** ou les jours précisés par la signalisation, met un véhicule automobile, un cyclomoteur à quatre roues, un tricycle à moteur ou un quadricycle à moteur en stationnement dans une zone de stationnement à durée limitée, doit apposer sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule, un disque de stationnement conforme au modèle déterminé par le Ministre des Communications. »*

Considérant que, jusqu'il y a peu, les jours ouvrables étaient considérés comme étant les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi ;

Considérant que cela ressortait d'un ancien arrêt de la Cour de Cassation (Cass. 1979-80, 562; Bull. 1980, 555; J.T. 1981, 383; Pas. 1980, I, 555), se référant au sens usuel des termes jours ouvrables, à défaut de définition ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les zones bleues sur le territoire de la Ville de Mouscron – Voiries communales – Modifications.**

Considérant que la Loi du 28 avril 2022 portant le Livre 1er « Dispositions générales » du Code Civil, publiée au Moniteur belge en date du 1er juillet 2022, est entrée en vigueur le 1er janvier 2023 ;

Considérant que la Loi du 28 avril 2022 introduit un nouvel article 1.7 dans le Code Civil ;

Considérant que ce nouvel article comporte une définition des jours ouvrables :

« *Les jours ouvrables sont tous les jours autres que les jours fériés légaux, dimanches et samedis* »

Considérant qu'à la lecture de cette nouvelle définition, le samedi n'est plus un jour ouvrable ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 24 juin 2024, a maintenu la situation actuelle afin de soutenir notamment le commerce, et garder l'utilisation du disque bleu le samedi ;

Considérant qu'ont été apposés le panneau additionnel « du lundi au samedi/van de maandag tot zaterdag » sous les panneaux existants E9a ;

Considérant le règlement complémentaire communal du 24 juin 2024 sur la police de la circulation routière concernant les zones bleues sur le territoire de la Ville de Mouscron ;

Considérant les demandes des commerçants relatives à l'instauration de zones bleues afin d'assurer une rotation des véhicules sur les aires de stationnement ;

Considérant la forte pression sur le stationnement dans la rue de la Persévérance ;

Considérant la zone de stationnement existante devant le commerce situé aux n°4 et 5 et devant les habitations situées aux n° 6 à 12, de l'autre côté de la voirie de la rue de la Persévérance ;

Considérant la demande de modification d'un tronçon de la zone de stationnement en zone bleue 2 heures du lundi au samedi pour faciliter l'accessibilité aux petits commerces de proximité ;

**Considérant l'avis positif de la Cellule Sécurité Routière lors de sa séance du 21 août 2024, approuvé par le Collège communal en sa séance du 26 août 2024 sur la modification d'un tronçon de la zone de stationnement en zone bleue 2 heures du lundi au samedi composée comme suit :**

- **2 places de stationnement devant le commerce situé aux n°4 et 5 de la rue de la Persévérance ;**

Considérant la forte pression sur le stationnement dans la rue du Gaz ;

Considérant la zone de stationnement existante devant le commerce situé au n°40 de la rue du Gaz ;

Considérant la demande de modification d'un tronçon de la zone de stationnement en 30 minutes « Shop & Go » du lundi au samedi pour faciliter l'accessibilité aux petits commerces de proximité ;

**Considérant l'avis positif de la Cellule Sécurité Routière lors de sa séance du 21 août 2024, approuvé par le Collège communal en sa séance du 26 août 2024 sur la modification d'un tronçon de la zone de stationnement en 30 minutes « Shop & Go » du lundi au samedi, composée comme suit :**

- **1 place de stationnement devant le commerce situé au n°40 de la rue du Gaz ;**

Considérant la forte pression sur le stationnement dans la Grand'Rue ;

Considérant la zone bleue 2 heures du lundi au samedi existante devant les commerces situés aux n°73, 75, 83 et 89 de la Grand'Rue ;

Considérant la demande de modification d'un tronçon de la zone bleue 2 heures en 30 minutes « Shop & Go » du lundi au samedi pour faciliter l'accessibilité aux petits commerces de proximité ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les zones bleues sur le territoire de la Ville de Mouscron – Voiries communales – Modifications.**

**Considérant l'avis positif de la Cellule Sécurité Routière lors de sa séance du 21 août 2024, approuvé par le Collège communal en sa séance du 26 août 2024 sur la modification d'un tronçon de la zone bleue 2h00 en 30 minutes « Shop & Go », composée comme suit :**

- **3 places de stationnement face aux commerces situés aux n°73, 75 et l'habitation n°71 de la Grand'Rue ;**

Considérant que les mesures s'appliquent aux voiries communales ;

À des voix :

D E C I D E :

**Article 1** : La durée du stationnement est limitée à 2 heures avec disque obligatoire dans les rues suivantes :

- Rue Camille Busschaert, les 9 places en épi en berme centrale entre le n°10 et le n°22 ;
- rue du Christ, 8 places en épi entre l'entrée du parking souterrain et la rue de Tourcoing ;
- rue du Nouveau-Monde, du mitoyen 122/124 à l'angle de la rue d'Iseghem ;
- rue du Nouveau-Monde, du n°105 à l'angle de la rue Haute ;
- rue Henri Debavay, 4 places en épi face au n°25 ;
- rue de la Coquinie, 5 places perpendiculaires à la voirie face au n°17b et 17c ;
- rue des Cheminots, face aux habitations entre la chaussée d'Estaimpuis et la rue de l'Epinette ;
- rue des Cheminots, le long du chemin de fer, entre la chaussée d'Estaimpuis et la place située à l'opposé du numéro 8 ;
- rue des Frontaliers, entre le mitoyen des n°9/11 et la rue Louis Bonte ;
- Place de la Main, sur les 13 places perpendiculaires à la voirie, situées entre la rue Alphonse Poullet et le n° 20 de la Place de la Main ;
- Place de la Résistance, sur les 6 places perpendiculaires à la voirie, à l'opposé des n° 2,4 et 6 ;
- rue Libbrecht, 5 places perpendiculaires à la chaussée, à l'angle rue Libbrecht et rue Basse.
- Rue Pastorale, 8 places perpendiculaires face au n°23 ;
- Place de Luingne, 8 places perpendiculaires face au n°8 à 22 ;
- Rue Hocedez, du n°12 au n°22 ;
- Sur la zone centrale du parking du Phoenix Shopping Center situé Passage Saint-Paul, soit 32 places (voir plan en annexe) ;
- Sur le parking situé à l'angle des rues Alois Den Reep et Saint Joseph ;
- rue de la Marlière, sur la zone de stationnement face aux n°9 à 13 ;
- sur le parking situé à l'angle des rues de Courtrai et de Menin, sur les 3 premières rangées de stationnement à partir de la rue de Menin ;
- sur les 4 places de stationnement perpendiculaires à l'opposé du n°2 du clos des Ramées – les plus proches de la rue de la Coquinie;
- sur l'intégralité de la Grand'Place à 7700 MOUSCRON ;
- Rue Couturelle, 3 places entre le boulevard des Canadiens et la rue de la Pannerie ;

- Chaussée de Luingne, 3 places, face aux numéros 54 à 48 ;
- Rue du Christ, côté impair sur toute sa longueur ;
- Rue du Chalet, 2 places, face au n°1.
- **Rue de la Persévérance, 2 places, face aux n°4 et 5.**

**Article 2** : La mesure est matérialisée par les signaux E9a complétés par le sigle du disque de stationnement, avec un additionnel « 2 heures » et un additionnel « du lundi au samedi/van de maandag tot zaterdag » sous le panneau E9a ainsi que des flèches noires sur fond blanc de début et de fin.

**Article 3** : La durée du stationnement est limitée à 30 minutes avec disque obligatoire, du lundi au samedi, dans les rues suivantes :

- rue de la Pinchenière, sur une distance de 12 mètres, face aux n°123, 125 et 127 ;
- rue de la Marlière, face aux n°298 à 306 ;
- au bas de la rue Léopold, sur les 3 places de stationnement en épi ;
- rue de la Broche de Fer, face aux n°139 à 141 ;
- rue Alphonse Poullet, 6 places situées sur le parking communal face au Proxy Delhaize ;
- rue de la Station, du n°82 à l'angle de la rue d'Italie ;
- rue du Beau-Site, 2 places entre le carrefour avec la rue du Dragon et l'abribus ;
- sur l'ancien parking de l'abattoir situé entre la rue de Menin et l'avenue Joseph Vandevelde sur la rangée le long de la rue de Menin.
- rue de Tourcoing, 11 places entre les numéros 80 et 86 ;
- rue du Christ, du côté pair dans le tronçon compris entre la rue du Nouveau-Monde et la rue du Bois de Boulogne ;
- rue Saint-Pierre, entre le mitoyen 30/32 et le n°50 ;
- rue du Christ sur les trois premières places de stationnement situées côté pair avant le parking rue du Nouveau-Monde en descendant ;
- sur le parking public de la Place de Luingne à l'opposé de la rue du Village n°13 et 17 soit 4 places à côté de l'emplacement réservé aux personnes disposant de la carte européenne de stationnement ;
- sur la zone de stationnement située Chaussée d'Aalbeke face au n°14 soit 1 place ;
- sur la zone de stationnement située Chaussée de Lille face au n°295 soit 4 places ;
- rue du Chalet, 4 places, face au n°1 ;
- chaussée de Lille, entre les n°226 et 232, soit 6 places ;
- rue de la Station, face aux habitations n°61 et n°63, soit 3 places ;
- rue de la Marlière, devant le commerce, situé au n°318, soit 2 places ;
- rue du Nouveau-Monde, face aux habitations n°29, n°33 et n°35, soit 3 places ;
- Grand'Rue, face aux commerces, situés aux n°110, 112 et 114, soit 3 places ;
- **rue du Gaz face au n°40, soit 1 place ;**
- **Grand'Rue face aux n°71, 73, 75, soit 3 places ;**

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les zones bleues sur le territoire de la Ville de Mouscron – Voiries communales – Modifications.**

**Article 4** : La mesure est matérialisée par les signaux E9a complétés par le sigle du disque de stationnement, avec un additionnel « 30 minutes » et un additionnel « du lundi au samedi/ van de maandag tot zaterdag » sous le panneau E9a ainsi que des flèches noire sur fond blanc de début et de fin.

**Article 5** : Le présent règlement annule et remplace le règlement du 24 juin 2024.

**Article 6** : Le présent règlement est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**Article 7** : Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région Wallonne.

**PAR LE CONSEIL :**
Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

L'Échevine de la Mobilité,

M-H. VANELSTRAETE

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

**Dossier traité par**
Mr Olivier MORANTIN
Chef de bureau Mobilité - Signalisation – CeM
056/860.538
Centre Administratif de Mouscron
Rue de Courtrai, 63
7700 Mouscron

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

49

00ème **OBJET : Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les sens interdits et les sens interdits avec contre-sens cyclistes sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

Le Conseil communal,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la Circulaire Ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant le règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les sens interdits et les sens interdits avec contre-sens cyclistes sur le territoire de la Ville de MOUSCRON pris en date du 26 avril 2021 ;

Considérant que de nombreuses voiries réparties sur le territoire de l'entité nécessitent une mise à sens unique pour des questions d'étroitesse, d'organisation de circulation et de stationnement ;

Considérant que les mesures s'appliquent à la voirie communale ;

Considérant que la réglementation en la matière (Circulaire Ministérielle du 30/10/1998) prévoit de généraliser les contre-sens cyclistes dans toutes les voiries à sens unique sauf si des raisons de sécurité s'y opposent ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les sens interdits et les sens interdits avec contre-sens cyclistes sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

Considérant que dans les rues : Grand'Place, rue des Résistants, rue des Patriotes, rue Saint-Pierre, rue Alois Den Reep – tronçon compris entre la Place de la Justice et la rue des Tanneurs, Place de la Gare - venelle latérale, rue de Tournai, rue de Courtrai, rue Camille Busschaert - allée latérale, rue Adhémar Vandeplassche, rue des Soupirs, rue Sainte-Germaine – tronçon compris entre la rue de Menin et la rue du Muguet, rue de l'Harmonie, rue Roland Vanoverschelde - parking de l'école hors chaussée, rue de l'Enseignement - parking de l'école hors chaussée, parking à l'angle de la rue du Petit-Courtrai et de la rue de l'Enseignement, rue des Fauvettes, rue du Riez, rue des Tailleurs, rue des Cordonniers, rue Jean-Baptiste Decottignies, Place de la Résistance, rue Thémire, Place Floris Mulliez, Sentier des Gardons, la rue de Montfort, la rue Neuve et la rue des Pyramides, tronçon compris entre le carrefour menant vers le cul-de-sac de la rue des Pyramides et le carrefour avec la rue du Midi, les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour admettre les cyclistes à contresens, soit du fait de leur étroitesse, du type de trafic, de la présence de lignes régulières de bus du TEC-HAINAUT, de la densité, de son importance de la configuration de la voirie et du manque de visibilité ;

Considérant les demandes suite à l'enquête riveraine de mettre la rue Philippe le Bon en sens unique limité;

Considérant les différentes sollicitations de la Direction de l'école Saint-Maur en vue de sécuriser leur entrée/sortie dans la rue d'Outre-Pré par rapport au double sens de circulation dans la rue ;

Considérant la place suffisante pour permettre aux cyclistes de remonter le sens unique ;

Considérant que les mesures s'appliquent aux voiries communales ;

À des voix ;

**Article 1** : Dans les rues visées ci-après la circulation est interdite à tout conducteur :

- Grand'Place, dans le sens anti-horlogique ;
- Rue des Résistants, depuis la Grand'Place à et vers la rue de Tourcoing ;
- Rue des Patriotes, depuis la rue de Tourcoing à et vers la Grand'Place ;
- Rue Saint-Pierre, depuis la rue du Luxembourg à et vers la rue des Patriotes ;
- Rue Alois Den Reep, depuis la Place de la Justice à et vers la rue des Tanneurs ;
- Place de la Gare, venelle longeant le n° 2/A jusqu'au n°1, depuis le n° 2/A à et vers le n° 1 ;
- Rue de Tournai, depuis la Grand'Place à et vers la rue du Luxembourg ;
- Rue de Courtrai, depuis la rue de Menin à et vers la rue de Tournai ;
- Allée latérale de la rue Camille Busschaert, depuis le n°53 à et vers le n°1 ;
- Rue Adhémar Vandeplassche, depuis la rue de la Station à et vers la rue de la Paix ;
- Rue des Deux Ponts, depuis la Place Fossé Saffre à et vers la rue Saint-Achaire ;
- Rue des Soupirs, depuis la rue Saint-Achaire à et vers la Place Fossé Saffre ;
- Rue Sainte-Germaine, depuis la rue de Menin à et vers la rue du Muguet ;
- Rue du Castert, depuis la rue du Paradis à et vers la chaussée de Lille ;
- Rue de l'Harmonie, depuis la rue du Couet à et vers la rue de Bruges ;
- Rue Roland Vanoverschelde, dans le parking hors chaussée de l'école, entre le n°121 et le n°123, depuis le n°121 à et vers le n°123 ;
- Rue de l'Enseignement, dans le parking hors chaussée de l'école, entre le n° 7 et le n° 9bis, depuis le n° 7 à et vers le n° 9bis ;
- Parking à l'angle de la rue du Petit-Courtrai et de la rue de l'Enseignement, depuis la rue de l'Enseignement à et vers le n°70 de la rue du Petit-Courtrai ;
- Rue des Fauvettes, depuis le n°34 de la rue des Chasseurs à et vers le n° 20 de la rue des Fauvettes ;
- Rue du Riez, depuis la rue des Cordonniers à et vers la rue des Tailleurs ;
- Rue des Tailleurs, depuis la rue du Riez à et vers la rue de la Plaquette ;
- Rue des Cordonniers, depuis la rue de la Plaquette à et vers la rue du Riez ;
- Rue Jean-Baptiste Decottignies, depuis la rue du Crombion à et vers la rue Louis Dassonville ;
- Place de la Résistance, depuis le n° 14 à et vers le n° 2 ;
- Rue Thémire, depuis la rue du Trieu à et vers le n°23 de la rue Thémire ;
- Rue Thémire, depuis le n° 30 de la rue Thémire à et vers la rue du Trieu ;
- *Place Floris Mulliez, derrière l'Eglise, depuis le n°1 à et vers le n°4 ;*
- Sentier des Gardons, depuis la rue de Montfort à et vers la rue du Crétinier ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les sens interdits et les sens interdits avec contre-sens cyclistes sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

- Rue de Montfort, depuis la rue du Crétinier à et vers le sentier des Gardons ;
- Rue Neuve, depuis la rue du Sapin Vert à et vers la rue du Dragon ;
- Rue des Pyramides, depuis la rue de la Belle-Vue à et vers le carrefour menant vers le cul-de-sac de la rue des Pyramides.

**Article 2** : Dans les rues énoncées ci-après, la circulation est interdite à tout conducteur sauf pour les cyclistes ;

- Rue du Luxembourg, depuis la rue de Tournai à et vers la rue des Brasseurs ;
- Petite-Rue, depuis la rue de Bruxelles à et vers la rue de Tourcoing ;
- Rue de Rome, depuis la rue de la Pépinière à et vers la rue de Bruxelles ;
- Rue de Rome, depuis la rue Sainte-Germaine à et vers la rue de la Pépinière ;
- Rue du Sapin Vert, depuis la rue du Christ à et vers la rue des Villas ;
- Rue Remi Cooghe, depuis la rue des Fabricants à et vers la rue de Tourcoing ;
- Rue des Etudiants, depuis la rue Saint-Joseph à et vers la rue du Midi ;
- Rue du Bas Voisinage, depuis le n°23 de la rue du Bas-Voisinage à et vers la rue Saint-Pierre ;
- Rue des Flandres, depuis la rue Roger Decoene à et vers la rue du Beau-Chêne ;
- Rue Léopold, depuis la rue de Courtrai à et vers la rue de la Station ;
- Rue Sainte-Thérèse, depuis l'avenue du Château à et vers la rue de la Station ;
- Rue du Gaz, depuis la Place de la Gare à et vers la rue de la Station ;
- Rue du Triangle, depuis la Grand'Rue à et vers la rue du Petit-Courtrai ;
- Rue de la Tête d'Orme, depuis la rue du Couet à et vers le n°121 de la rue de la Tête d'Orme ;
- Rue Serpentine, depuis le n°27 de la rue Serpentine à et vers la rue des Combattants ;
- Rue des Charpentiers, depuis la rue Alfred Henno à et vers la rue du Couet ;
- Rue Saint-Eloi, depuis la rue du Couet à et vers la rue des Tisserands ;
- Rue des Tisserands, depuis la rue du Roitelet à et vers la rue Saint-Eloi ;
- Rue du Couet, depuis la rue de Bruges à et vers la rue du Roitelet ;
- Rue de la Limite, depuis la rue d'Ostende à et vers la rue du Couet ;
- Rue d'Ostende, depuis la rue du Marquis d'Ennetières à et vers la rue de la Limite ;
- Rue du Marquis d'Ennetières, depuis la rue du Couet à et vers la rue d'Ostende ;
- Rue des Artistes, depuis le n°14 à et vers la rue des Combattants ;
- Rue Tranquille, depuis la rue du Beau-Site à et vers la rue de la Marlière ;
- Rue du Nord, depuis la rue du Couvent à et vers la chaussée du Risquons-Tout ;
- Rue Courbe, depuis la chaussée du Risquons-Tout à et vers le Passage Perdu ;
- Rue du Levant, depuis la rue du Nouveau-Monde à et vers la chaussée du Risquons-Tout ;
- Rue de la Marlière, depuis la rue des Combattants à et vers la rue Musette ;
- Rue de la Marlière, depuis la rue du Dragon à et vers la rue du Couvent ;
- Rue Marcel Demeulemeester, depuis la rue de la Marlière à et vers la rue du Beau-Site ;
- Rue Louis Dassonville, depuis la rue du Crombion à et vers la Place de Luingne ;
- Rue Champètre, depuis le n°28 à et vers la rue Julien Mullie ;
- Rue Champètre, depuis le n°53 de la rue Julien Mullie à et vers la rue de l'Arsenal ;
- Rue de l'Arsenal, depuis l'arrière du Hall Omnisport à et vers le n° 28 de la rue Champètre ;
- Rue de l'Arsenal, depuis la rue du Forgeron à et vers la rue Champètre ;
- Rue de l'Arsenal, depuis l'avant du Hall Omnisport à et vers la rue des Ecoles ;
- Rue du Festar, depuis la rue Pastorale à et vers la rue Alphonse Poullet ;
- Rue Alphonse Poullet, depuis la rue du Festar à et vers la Place de la Main ;
- Rue Libbrecht, depuis la Place de la Main à et vers la rue Basse ;
- Rue Gabrielle Petit, depuis la rue de Saint-Léger à et vers la rue Cardinal Mercier ;
- Rue des Cheminots, depuis la rue Lassus à et vers la rue de la Croix-Rouge ;
- Rue du Bas-Voisinage, depuis la rue du Midi à et vers le square Cardijn ;
- Rue Henri Dûchatel, depuis la rue de Neuville à et vers la rue de la Fièvrie ;
- Rue des Lilas, depuis le n°9 à et vers le numéro 31 ;
- Rue Alphonse Poullet, depuis la rue Damide à et vers le numéros 67 ;
- Rue de la Vesdre, depuis la rue des Brasseurs à et vers la rue Achille Debacker ;
- Rue du Petit Pont, depuis le numéro 72 de la chaussée d'Aelbeke à et vers le numéro 42 de la chaussée d'Aelbeke ;
- Rue Etienne Glorieux depuis la rue des Victimes de Guerre à et vers la rue de la Citadelle ;
- Rue des Victimes de Guerre depuis la rue de la Tranquillité à et vers la rue Etienne Glorieux ;

- Rue de la Tranquillité depuis la rue de la Citadelle à et vers la rue des Victimes de Guerre ;
- Rue du Castert, depuis la rue du Paradis à et vers la chaussée de Lille ;
- **Rue Philippe le Bon tronçon compris entre le n°51 de la Philippe le Bon vers la rue des Villas.**

Aux débouchés de ces voiries, des amorces de pistes cyclables sont délimitées au sol pour les cyclistes à contre-sens.

**Article 3** : Dans les rues énoncées ci-après, la circulation est interdite à tout conducteur sauf pour les cyclistes ;

- Passage Saint-Pierre, depuis le n°4 à et vers la Grand'Place ;
- Rue Aloïs Den Reep, depuis la rue des Tanneurs à et vers la rue du Luxembourg ;
- Rue du Luxembourg, depuis la rue des Brasseurs à et vers la rue Saint-Pierre ;
- Rue Camille Busschaert, depuis la rue Léopold à et vers la rue de Tournai
- Rue de Menin, depuis le n°3 de la rue de Menin à et vers la rue de Courtrai ;
- Rue des Courtils, depuis la rue Victor Corne à et vers la rue de Menin ;
- Rue de la Pépinière, depuis la rue Roger Salengro à et vers la rue de Menin ;
- Rue Roger Salengro, depuis la rue Sainte-Germaine à et vers la rue de la Pépinière ;
- Rue de Tourcoing, depuis la rue de la Pépinière à et vers la rue du Christ ;
- *Rue de Tourcoing, depuis la rue des Moulins à et vers la rue de la Pépinière ;*
- Rue de Bruxelles, depuis le n° 45 de la rue de Bruxelles à et vers la Petite-Rue ;
- Rue Sainte-Germaine, depuis la rue du Muguet à et vers la rue Roger Salengro ;
- Rue du Bois de Boulogne, depuis la rue du Christ à et vers la rue Sainte-Germaine ;
- Rue du Christ, depuis la rue des Villas à et vers la rue du Bois de Boulogne ;
- Rue du Christ, depuis la rue du Bois de Boulogne à et vers la rue du Dragon ;
- Rue des Villas, depuis la rue du Dragon à et vers la rue du Christ ;
- Passage Saint-Paul, depuis la rue du Bas-Voisinage à et vers le numéro 18 du passage Saint-Paul ;
- Passage Saint-Paul, depuis le n° 4 du Passage Saint-Paul à et vers la rue de la Belle-vue ;
- Rue Victor Corne, depuis la rue du Rucquoy à et vers la rue de Courtrai ;
- Rue du Rucquoy, depuis la rue de Menin à et vers la rue Victor Corne ;
- Rue de la Paix, depuis la rue Adhémar Vandeplassche à et vers l'avenue Royale ;
- Rue Cotonnière, depuis le n°37 de la rue Cotonnière à et vers la rue de la Station ;
- Rue du Pont-Vert, depuis l'avenue du Château à et vers la rue de la Passerelle ;
- Rue de la Passerelle, depuis la rue du Pont-Vert à et vers l'avenue du Château ;
- Rue des Canonniers, depuis l'avenue du Parc à et vers la rue de Roubaix ;
- Impasse du 5ème de Ligne, depuis la rue de l'Echauffourée à et vers la chaussée de Lille ;
- Rue de Lauwe, depuis la rue du Castert à et vers la rue du Nouveau-Monde ;
- Voirie de desserte reliant la rue Blanches-Mailles et l'avenue de la Bourgogne depuis la rue Blanches-Mailles à et vers l'avenue de la Bourgogne ;
- Place du Tuquet, depuis la rue Musette à et vers la rue du Couet ;
- Rue Serpentine, depuis la rue de la Tête d'Orme à et vers le n°27 de la rue Serpentine ;
- Rue de Bruges, depuis la rue de la Marlière à et vers la rue du Couet ;
- *Rue d'Ypres, depuis la rue de Bruges à et vers la rue Musette ;*
- Rue du Nouveau-Monde, dans la partie longeant les n° 188 à 192, depuis la rue de Nieuport à et vers le n°181 de la rue du Nouveau-Monde ;
- Place de Luingne, depuis la rue de la Liesse à et vers la rue du Village ;
- Rue Pastorale, depuis la rue Arthur Roelandt à et vers la rue du Festar ;
- Rue Alphonse Poullet, depuis la Place de la Main à et vers la rue Arthur Roelandt ;
- Rue vicaire George Minne, depuis la rue Couturelle à et vers la rue Basse ;
- Rue des Prairies, depuis le n°24 de la rue des Prairies à et vers la rue Couturelle ;
- Rue Traversière, depuis la chaussée d'Estaimpuis à et vers la rue de l'Epinette ;
- Rue de la Filature, depuis la rue de l'Epinette à et vers la chaussée d'Estaimpuis ;
- Rue de Lassus, depuis la rue de la Croix-Rouge à et vers la rue des Cheminots ;
- Rue de la Bouverie, depuis la rue Roger Decoene à et vers la rue de la Station;
- Rue Achille Debacker, depuis la rue de la Station à et vers la place de la Justice ;
- Rue Henri Debavay, depuis la rue Achille Debacker à et vers la rue Achille Debacker.
- Rue de la Belle-Vue, depuis le numéro 38 à et vers le numéro 50.
- **Rue d'Outre-Pré tronçon compris entre le n°1 de la rue d'Outre-Pré et le boulevard Aviateur Behaeghe depuis la chaussée de Luingne à et vers le boulevard Aviateur Behaeghe n°36.**

Suite de la délibération du Conseil communal du 09 septembre 2024 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant les sens interdits et les sens interdits avec contre-sens cyclistes sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

Dans ces voiries, des pistes cyclables sont délimitées au sol pour les cyclistes à contre-sens.

**Article 4** : Ces mesures seront matérialisées pour la rue d'Outre-Pré par le placement de signaux F19 avec panneau additionnel M4, C1 avec panneau additionnel M2 + un rappel à gauche ainsi que des marques au sol appropriées.

**Article 5** : Ces mesures seront matérialisées pour la rue Philippe le Bon par le placement de signaux, F19 avec panneau additionnel M4, C1 avec panneau additionnel M2 ainsi que des marques au sol appropriées ;

**Article 6** : Le présent règlement est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**Article 7** : Le présent règlement annule et remplace le règlement du 26 avril 2021 relatif aux sens interdits et aux sens interdits avec contre-sens cyclistes sur le territoire de la Ville de Mouscron.

**Article 8** : Les mesures complémentaires contradictoires au présent règlement sont abrogées.

**Article 9** : Le présent règlement sera soumis en 3 exemplaires à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics conformément au Décret du Gouvernement Wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires.

**PAR LE CONSEIL :**
Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

L'Échevine de la Mobilité,

M-H. VANELSTRAETE

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**David POLLET**
056/860.365

Réf. SdD/2024/

50'

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

**OBJET : Elections du 13 octobre 2024 – Modalités de l'affichage électoral – Ratification de la décision du Collège communal du 8 juillet 2024.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L4130-2 relatif à l'affichage électoral ;

Considérant la tenue d'élections communales et provinciales en date du 13 octobre 2024 ;

Attendu qu'il appartient au Conseil communal de définir les modalités d'affichage électoral ;

Considérant que l'affichage dans le cadre des élections communales et provinciales est autorisé à partir du 13 juillet 2024 ;

Qu'il convenait de fixer des modalités d'affichage avant la date du 13 juillet 2024 ;

Que le Collège communal a dès lors formalisé les critères d'affichage aux termes de sa délibération du 8 juillet 2024 ;

Que ladite délibération doit être soumise au Conseil communal pour ratification ;

---

À l  des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – de ratifier la délibération du Collège communal du 8 juillet 2024 en matière d'affichage électoral.

Art. 2. – de transmettre la présente délibération et les pièces justificatives à la tutelle.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**M. David POLLET**
056/860.365

Réf. SdD/2024/

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE.

PROJET

51

**OBJET : Elections du 13 octobre 2024 – Ordonnance de police en matière d'affichage électoral – Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 119, 134 et 135, §2 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du 1er juin 2023, les articles L1133-1, L4112-10, L4112-11, L4112-14, §§1er et 2, 4°, L4124-1 §1er et L4130-1 à L4130-4 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le décret relatif à la voirie communale du 06 février 2014, les articles 60, §2, 2°, et 65 ;

Vu le Règlement Général de Police de la Ville de Mouscron ;

Considérant que les prochaines élections communales et provinciales se dérouleront le dimanche 13 octobre 2024 ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures en vue d'interdire certaines méthodes d'affichage électoral et d'inscription électorale ainsi que de distribution et l'abandon de tracts en tous genres sur la voie publique, ces méthodes constituant des atteintes à la tranquillité et la propreté publiques ;

Considérant qu'il est également absolument nécessaire, en vue de préserver la sûreté et la tranquillité publiques, durant la période électorale, de prendre des mesures en vue d'interdire l'organisation de caravanes motorisées nocturnes dans le cadre des élections ;

Vu l'Arrêté de police du Gouverneur de Province de Hainaut pris en date du 14 juin 2024 et sans préjudice de ce dernier ;

À l'                    des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – A partir du 13 juillet 2024 et jusqu'au 13 octobre 2024 à 15 heures, il est interdit d'abandonner des tracts et autres prospectus électoraux sur la voie publique.

Article 2. – Du 13 juillet 2024, jusqu'au 13 octobre 2024 inclus, il sera interdit d'apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques et des tracts sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou qui sont situés à proximité immédiate de la voie publique à des endroits autres que ceux déterminés pour les affichages par les autorités communales ou autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance.

Article 3. – Des emplacements sont réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales. Ces emplacements sont répartis équitablement entre les différentes listes sur base du/des critère(s) suivant(s) :

- Le schéma de répartition est le suivant :

<table>
<tr><td colspan="8">Elections communales :<br>Prévision de 8 partis</td><td colspan="4">Elections provinciales :<br>Prévision de 12 partis</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Les Engagés</td><td rowspan="3">PS</td><td rowspan="3">Ecolo</td><td rowspan="3">MR</td><td rowspan="3">A</td><td rowspan="3">B</td><td rowspan="3">C</td><td rowspan="3">D</td><td>Engagés</td><td>PS</td><td>Ecolo</td><td>MR</td></tr>
<tr><td>E</td><td>F</td><td>G</td><td>H</td></tr>
<tr><td>I</td><td>J</td><td>K</td><td>L</td></tr>
<tr><td>Panneau 1</td><td>Panneau 2</td><td>Panneau 3</td><td>Panneau 4</td><td colspan="2">Panneau 5</td><td colspan="2">Panneau 6</td><td colspan="2">Panneau 7</td><td colspan="2">Panneau 8</td></tr>
</table>

- Il est octroyé 6 panneaux pour l'affichage des élections communales et 2 panneaux pour l'affichage des élections provinciales.

- Il est prévu des emplacements d'affichage pour 8 partis pour les élections communales et pour 12 partis pour les élections provinciales.

- L'ordre de répartition est défini, pour les élections communales comme provinciales, sur base des résultats des dernières élections communales et du caractère complet des listes présentées en 2018.

- Un panneau plein sur l'affichage communal est fourni à chaque liste ayant présenté une liste complète pour les élections communales de 2018, et un demi-panneau sur l'affichage communal aux autres listes.

- Les 4 premiers emplacements pour l'affichage communal et provincial sont attribués comme suit: 1/ Les Engagés, 2/ PS, 3/ Ecolo et 4/ MR.

- Les autres emplacements sont réservés aux listes additionnelles, sans ordre de répartition défini.

- Le nom des partis disposant d'un emplacement défini est apposé sur les panneaux concernés.

- Les espaces dévolus (1/2 ou 1/6e) sont tracés sur les panneaux 5 à 8.

- La mention « élections communales » est inscrite au-dessus des panneaux 1 à 6 et « élections provinciales » au-dessus des panneaux 7 à 8.

- La liste des emplacements dévolus à l'affichage électoral est annexée aux présentes.

Les affiches électorales et les tracts, identifiant ou non des candidats, ne peuvent être utilisées que si elles sont dûment munies du nom d'un éditeur responsable et qu'elles indiquent la mention « ne pas jeter sur la voie publique ».

Aucune affiche, aucun tract, aucune inscription ne peut inciter, ni expressément ni implicitement, au racisme ou à la xénophobie, ni rappeler, directement ou indirectement, les principes directeurs du nazisme ou du fascisme.

Article 4. – Le placement des affiches aux endroits qui ont été réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales, ou aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, est interdit :

- entre 22 heures et 07 heures, et cela du 13 juillet jusqu'au 12 octobre 2024 ;

- du 12 octobre 2024 à 22 heures au 13 octobre 2024 à 15 heures.

Article 5. – Les caravanes motorisées, ainsi que l'utilisation de haut-parleurs et d'amplificateurs sur la voie publique entre 18 heures et 10 heures, sont également interdits.

Article 6. – La police communale est expressément chargée :

- d'assurer la surveillance des lieux et endroits publics jusqu'au lendemain des élections ;

- de dresser procès-verbal à l'encontre de tout manquement ;

- par requête aux services communaux, de faire enlever ou disparaître toute affiche, tract, ou inscription venant à manquer aux prescriptions de la présente ordonnance ou aux dispositions légales en la matière.

Article 7. – Les enlèvements précités se feront aux frais des contrevenants.

Article 8. – Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni, pour les infractions concernées, par les sanctions énoncées dans le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Pour les autres infractions, tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni des sanctions prévues par le règlement général de police.

Article 9. – Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'État sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : https://eproadmin.raadvst-consetat.be/, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente ordonnance, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973.

Article 10. – Copie de la présente ordonnance est transmise :

Au Gouverneur de Province ;

au Collège Provincial, avec un certificat de publication ;

au greffe du Tribunal de Première Instance du Hainaut – division Tournai ;

au greffe du Tribunal de Police du Hainaut – division Tournai ;

à Monsieur le chef de la zone de police de Mouscron ;

au Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ;

au siège des différents partis politiques.

Article 11. – La présente ordonnance est publiée conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville
MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**M. François Dewasme**
056/860.223

Réf. SJ/2024/Règlement de Police

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ,

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S ,

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAELLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE

52e

**OBJET : REGLEMENT DE POLICE RELATIF A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION DE COMMERCES OUVERTS LA NUIT – LOI DU 10 NOVEMBRE 2006 RELATIVE AUX HEURES D'OUVERTURE DANS LE COMMERCE L'ARTISANAT ET LES SERVICES – MAGASINS DE NUIT ET UNITES D'ETABLISSEMENT VISEES A L'ARTICLE 16§2, ALINEA 1ER, A).**

*Le Conseil communal,*

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la Loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, et ses modifications ultérieures, notamment ses articles 6, 7, 16 §2, alinéa 1er, a) et 18 ;

Vu la délibération du Conseil communal de la Ville de Mouscron du 28 août 2017 adoptant un règlement de police relatif l'implantation et l'exploitation de magasins de nuit ainsi que la délibération du Conseil communal de la Ville de Mouscron du 23 octobre 2017 portant interprétation de l'article 7, §1, 1° du règlement de police relatif à l'implantation et à l'exploitation de magasins de nuit adopté par le Conseil Communal en date du 28 août 2017 ;

Vu le rapport de Monsieur Jean-Michel JOSEPH, 1er Commissaire divisionnaire, Chef de Corps de la zone de police de Mouscron, du 22 août 2024, intitulé « *Mouscron – Situation liée aux commerces ouverts la nuit* » et ses annexes ;

Vu la carte des différents secteurs de l'entité tels que définis par l'INS (Institut National des Statistiques) (**Annexe 1 - carte 1**) et la carte du territoire communal mettant en évidence les différentes densités de population par secteur statistique (**Annexe 1 - carte 2**) ;

Attendu que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques dans les rues, lieux et édifices publics ;

Attendu que l'implantation et l'exploitation de magasins ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit sur le territoire d'une commune peuvent provoquer des troubles à l'ordre public, notamment des problèmes liés à la tranquillité ou à la sécurité publique – voir en ce sens exposé des motifs de la loi du 10 novembre 2006 précitée - ;

Qu'en outre, la présence de tels établissements peut provoquer dans le voisinage des nuisances importantes liées à la propreté et, de ce fait, nuire à la qualité de vie des habitants de la Ville et de leur cadre de vie de manière générale ;

Attendu que l'Autorité communale s'est vu confier, en exécution et dans le respect des normes en vigueur, la mission de contrôler et prévenir les risques que présentent l'implantation et l'exploitation de tels établissements pour la tranquillité et la sécurité publiques en édictant des prescriptions particulières applicables à ces établissements ;

Considérant que la Loi du 10 novembre 2006 précitée donne plus particulièrement compétence aux autorités communales de réglementer, par l'adoption d'un règlement communal, notamment l'activité des magasins de nuit et celle des « librairie – débits de tabac » (étant les unités d'établissement visées à l'article 16, §2, alinéa 1er, a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée), tant en ce qui concerne, notamment, l'autorisation préalable, la localisation ainsi que les heures d'ouverture ;

Attendu que l'article 2, 9° de la loi du 10 novembre 2006 précitée, définit le « magasin de nuit » comme étant : toute unité d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention « Magasin de nuit » ;

Attendu que l'article 6, c) de la loi précitée permet l'adoption d'un règlement communal qui fixe pour les magasins de nuit d'autres heures d'ouverture que celles qu'elle a fixées, à savoir de 18 heures à 7 heures le lendemain matin ;

Attendu que l'article 16, §2, alinéa 1er a) précise que les interdictions visées à l'article 6 (heure d'ouverture) et 8 (repos hebdomadaire) ne s'appliquent toutefois pas aux « librairies – débits de tabac » qui sont, au sens de la loi, des unités d'établissements dont l'activité principale (à savoir celle qui représente au moins 50% du chiffre d'affaires annuel) constitue la vente d'un groupe de produits constitué de « *journaux, magazines, produits de tabac et articles fumeurs, cartes téléphoniques et produits de la Loterie nationale* », sans préjudice toutefois de l'article 18 de ladite loi ;

Attendu que l'article 18, §1 de la loi précitée permet de soumettre tout projet d'exploitation, notamment d'un magasin de nuit et d'une unité d'établissement visée à l'article 16, §2, alinéa 1er, a) de la même loi, à une autorisation préalable délivrée par le Collège communal sur base de critères objectifs à déterminer au préalable ;

Que l'article 18, §2, de la loi précise que ce même règlement communal peut aussi, sur base de la localisation spatiale et du maintien de l'ordre public de la sécurité et du calme, limiter l'implantation ou l'exploitation – en ce compris les heures d'ouverture et de fermeture - des magasins de nuit et des unités d'établissement visées à l'article 16, §2, alinéa 1er, a) de la même loi, à une partie du territoire de la commune, sans que cela ne puisse conduire à une interdiction générale ou une limitation quantitative de ce type d'implantations sur le territoire de la commune ;

Que l'article 18, §3, de la loi précitée permet au bourgmestre d'ordonner la fermeture d'un magasin de nuit ou d'une unité d'établissement visée à l'article 16, alinéa 1er, a) exploité en contravention avec le règlement communal ou la décision du « *collège des bourgmestre et échevins* » pris en exécution des §§1er et 2 précités ;

Que l'article 18, §4, de la loi précitée précise que les unités d'établissement visées à l'article 16, alinéa 1er, a) ne sont pas soumises à l'article 18 (règlement – autorisation préalable – conditions d'exploitation – fermeture par le bourgmestre) « *lorsque l'accès du consommateur à l'unité d'établissement et la vente de produits ou de services au consommateur se font uniquement après 5 heures et avant 21 heures* » ;

Considérant qu'il se déduit nécessairement des dispositions légales précitées que le Législateur considère que, pour des motifs touchant notamment au maintien de l'ordre public, de la sécurité ou du calme, sauf exceptions (notamment magasins de nuit), l'activité commerciale des commerces de détail (en ce compris les « librairies – débits de tabac » visée à l'article 16, §2, alinéa 1er, a) de la loi précitée) s'effectue et se conçoit, « habituellement », « normalement » ou « traditionnellement », entre 5 heures le matin et 21 heures le soir afin, entre autres, de garantir le repos vespéral et nocturne de la population riveraine qui subit les nuisances occasionnées par ce type d'établissements commerciaux ;

Que lorsque l'activité commerciale s'effectue dans ce cadre, elle ne peut être réglementée par l'autorité communale par d'un règlement de police administrative (article 18 de la loi précitée, rappelé infra) ;

Considérant qu'il y a en outre lieu de prendre en considération les particularités locales ;

Considérant que le rapport administratif du 22 août 2024 rappelle judicieusement les motifs de la récente modification de la loi du 10 novembre précitée (possibilité pour l'autorité communale de réglementer l'activité des « librairies – débits de tabac ») et met en évidence, procédant au même constat – déjà précédemment effectué - que celui effectué par le Législateur, que :

> « ...
> *Pour échapper à l'application du règlement communal de Police sur les magasins de nuit, adopté en 2007, les exploitants de ces commerces se sont reconvertis en « débit de tabac ».*
>
> *L'intérêt de cette mutation réside dans le fait que les débits de tabac bénéficient d'un régime dérogatoire aux heures d'ouverture du commerce qui leur permet de rester ouvert 7 jours/7 et 24 heures / 24, en vertu de l'article 16 paragraphe 2 de la loi du 10 novembre 2006 précitée.*
>
> *Ces commerces ne se considèrent donc plus comme des magasins de nuit et d'ailleurs aucun de ceux-ci n'affiche plus l'enseigne ou mention obligatoire « magasin de nuit ».*
>
> *Le nombre de ces établissements a crû de manière considérable sur le territoire communal depuis l'adoption du règlement de 2007 que ces établissements ont ainsi souhaité contourner.*

*Cependant, à l'analyse de la loi du 10 novembre 2006, il est apparu que c'est erronément que certains de ces commerces ont cru pouvoir se qualifier « débit de tabacs » et bénéficier de la dérogation légale, compte tenu de ce que ces établissements ne rencontrent pas toutes et chacune des conditions énoncées par la loi notamment au niveau du panel de produits que ces enseignes doivent vendre dans le cadre de leur activité principale. Certains de ces magasins ne commercialisant pas de manière cumulative les produits prévus à l'article 16§2 de la loi du 10 novembre 2006 doivent donc respecter les heures de fermeture prévues à l'article 6 chapitre II de ladite loi, soit :*

- *Ne pas être ouvert avant 5h00 et après 21h00 le vendredi et les jours ouvrables précédent un jour férié légal. Si le jour férié légal est un lundi, une prolongation jusqu'à 21h00 est autorisée le samedi qui précède.*
- *Ne pas être ouvert avant 5h00 et après 20h00 les autres jours.*

*A ce jour :*

- *Il n'y a sur le territoire communal aucun magasin de nuit au sens de la loi du 10 novembre 2006*
- *Il y a néanmoins une concentration importante d'autres établissements et commerces ouverts la nuit (commerces entrant sous la catégorie dérogatoire visée à l'art 16§2 alinéa 1 a) de la loi du 10 novembre 2006) recensés au nombre de 30 au jour du présent rapport sur base des données de la loterie nationale.*
- *D'autres commerces n'entrant dans aucune des catégories qui pratiquent des heures d'ouverture non conformes à la loi précitée.*

*1.2. Par une loi du 05 décembre 2023 (MB du 20/12/2023), la loi du 10 novembre 2006 précitée a été modifiée en permettant au Conseil Communal d'adopter un règlement (article 18) pour encadrer les conditions d'exploitation des commerces repris sous la catégorie dérogatoire visée à l'article 16§2 alinéa 1 a).*

*Le législateur est parti du constat suivant tel qu'exprimé comme suit dans les travaux préparatoires :*

> *« Néanmoins, depuis plusieurs années, de nombreuses communes ont vu fleurir des commerces de nuit en tout genre. L'ouverture et l'exploitation de ces commerces s'accompagnent le plus souvent de troubles à l'ordre public et à la tranquillité publique de nature diverse, tels que le bruit, les déchets, l'ivresse sur la voie publique, les vols, etc. Si l'ensemble des grands centres urbains sont touchés, les communes frontalières pâtissent également de l'interdiction des commerces de nuit en France notamment.*
>
> *Très rapidement, ces commerces ont profité d'un effet pervers de la loi du 10 novembre 2006 précitée en s'engouffrant dans la brèche ouverte par les dérogations prévues à l'article 16, § 2. Les exploitants des magasins de nuit ont donc pu non seulement échapper aux dispositions relatives aux heures de fermeture obligatoires et au repos hebdomadaire, mais également, voire surtout, échapper à l'obtention d'une autorisation préalable d'exploitation délivrée par le collège des*

*bourgmestre et échevins ainsi qu'aux éventuels arrêts de fermeture en cas d'infraction au règlement communal.*

*De commerces de nuit au sens de la loi du 10 novembre 2006 précitée, ces magasins se sont transformés en magasins de tabac afin d'entrer dans le champ des dérogations visées à l'article 16, § 2. Certains commerces ont également détourné l'esprit de la loi en exploitant exclusivement des distributeurs automatiques vendant notamment de l'alcool qui, en plus d'être facilement disponibles pour les mineurs, occasionnent exactement les mêmes troubles que les magasins traditionnels. Force est donc de constater que l'imagination n'a pas de limites pour échapper à la loi.*

*Nous pouvons donc considérer que, du point de vue du respect de l'ordre public, la loi du 10 novembre 2006 pré- citée a créé de nouveaux types d'établissements échappant à la loi, amplifiant ainsi un problème censé être résolu.*

*À l'heure actuelle, les communes ne disposent pas des moyens légaux efficaces pour lutter contre ce type de troubles. Il existe bien certaines dispositions de la loi communale qui permettent la prise de mesures, mais celles-ci doivent toujours être limitées dans le temps et dans l'espace et ne se montrent donc pas durablement efficaces.*

*Comme déjà rappelé, les dérogations visées à l'article 16, § 2, de cette même loi ont offert une échappatoire aux exploitants de ces magasins. Ainsi, les magasins de nuit au sens strict de la loi du 10 novembre 2006 précitée ont disparu pour faire place à des débits de tabac, entrant dans le champ des dérogations.*

*(Doc 55 2689/001 – Page 4 et suivantes) »*
*.... »*

Attendu qu'à ce jour, aucun commerce ouvert la nuit ne se présente et ne s'affiche comme étant un « magasin de nuit » au sens de la loi du 10 novembre 2006 précitée, notamment en affichant la mention « magasin de nuit » sur sa devanture et en ayant sollicité l'autorisation d'exploitation telle qu'édictée précédemment par notre règlement de police du 11 juin 2007 et remplacé ensuite par celui du 28 août 2017, lesquels réglementent l'activité des magasins de nuit ;

Que cependant, à ce jour, a été recensée sur le territoire communal une concentration importante d'autres établissements et commerces ouverts la nuit (commerces entrant sous la catégorie dérogatoire visée à l'art 16, §2 alinéa 1 a) de la loi du 10 novembre 2006), en l'occurrence 30 (sur base des données de la loterie nationale) au jour du rapport de police administrative du 22 août 2024 visé supra ;

Que par ailleurs et aux seules fins d'être complet, il a été observé que d'autres commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit qui ne sont pas des magasins de nuit n'entrent dans aucune des catégories dérogatoires prévue par la loi du 10 novembre 2006 précitée (article 16) et pratiquent des heures d'ouverture non conformes à la loi précitée ;

Que cependant la poursuite et la répression des infractions à la loi du 10 novembre 2006 ne ressort pas de la police administrative confiée aux communes mais aux autorités judiciaires compétentes ;

Que le rapport de police administrative du 22 août 2024 visé supra (point 3 « mesures prises ») met en évidence que les autorités policière et judiciaire effectuent régulièrement des opérations de contrôle multidisciplinaire et de recherches des infractions à la loi du 10 novembre 2006 précitée ;

Considérant qu'après évaluation de la situation, il s'indique d'adopter un nouveau règlement de police relatif à l'implantation et à l'exploitation des magasins de nuit et, comme la loi le permet dorénavant, des unités d'établissement visées à l'article 16, §2, alinéa 1er, a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée – pour autant qu'elles soient accessibles aux consommateurs entre 21 heures et 5 heures (voir article 18 §4 de la Loi du 10 novembre 2006 précitée) ;

Que les activités de magasin de nuit et de « librairie – débit de tabac » présentent des similarités – voir en ce sens la « mutation » de l'une vers l'autre par des commerçants, les nuisances et troubles similaires générés, ... - qui justifient que ces activités soient appréhendées ensemble, au niveau d'un règlement communal de police administrative ;

Qu'il n'y a pas lieu, en l'état, de réglementer d'autres activités commerciales visées par la loi du 10 novembre 2006 et pouvant s'exercer tardivement en soirée et/ou la nuit puisqu'il a été objectivement constaté que le territoire communal n'est pas, pour l'heure, confronté à des nuisances liées à ces autres activités ;

Considérant la forte densité moyenne de population (Mouscron = 1.466 hab./km² - Moyenne nationale = 381 hab./km² - Moyenne en Wallonie = 218 hab.km² - source SPF Economie – Statbel – chiffres 2023.) qui caractérise l'entité communale ;

Que cette densité de population est plus forte encore dans les quartiers frontaliers et les centralités urbaines (plus de 2.500 voire jusqu'à 8.000 hab./km² pour certains quartiers – **Annexe 1 – carte 2**) ;

Considérant la situation frontalière de la Ville de Mouscron avec la France ;

Considérant que les magasins ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit ont, par définition, une clientèle vespérale et nocturne ;

Que les établissements accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit connaissent une fréquentation importante en soirée et durant la nuit ;

Que les établissements accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit génèrent des nuisances et troubles en soirée de manière croissante à partir de 21 heures et durant toute la nuit, avec une diminution progressive relative à partir de 3 heures du matin jusqu'à l'aube ;

Considérant que les commerces accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit attirent une clientèle pour partie locale mais aussi, massivement française (voir en ce sens le rapport administratif du 22 août 2024) ;

Que dans ce contexte il peut d'ailleurs être observé de manière objective que sur les 54 commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit, tels que recensés dans le rapport administratif du 22 août 2024, 39 sont implantés en « zone frontière », c'est-à-dire à proximité immédiate de la France ; les autres sont implantés dans les centralités urbaines (**Annexe 1 – carte 4**) ;

Considérant que les commerces accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit génèrent ou sont susceptibles de générer d'importantes nuisances en termes d'insécurité et/ou de troubles à l'ordre public ;

Que les constatations effectuées par les services de la police locale – voir rapport de police du 22 août 2024 visé supra - mettent en évidence de manière durable les réguliers et nombreux faits et troubles objectifs suivants (troubles, nuisances, incivilités ...) à l'ordre public en rapport avec les commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit, notamment :

- Stationnement sauvage et problèmes de fluidité de la circulation ;
- Regroupements d'individus (clients ou non) ;
- Problèmes interpersonnels (rixes, agressions, ...) ;
- Vols et tentatives de vols ;
- Tapages, alarmes intempestives et nuisances sonores ;
- Dégradations à immeuble ou véhicule ;
- Présence de déchets sur la voie publique et souillures diverses ;
- Stupéfiants ;
- ...

*Considérant que l'exploitation des commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la* nuit génère une insécurité objective et un sentiment d'insécurité durement ressenti par la population riveraine (voir en ce sens le rapport de police : police de proximité et réunion citoyenne), notamment, mais également par la population qui est amenée à fréquenter les lieux proches des commerces ouverts tardivement en soirée et la nuit ;

Que le climat d'insécurité que génère cette situation devenue progressivement récurrente crée un légitime et vif émoi auprès de la population locale ;

Considérant la fréquentation des commerces en soirée et durant la nuit et les troubles divers à l'ordre public qui l'accompagnent, de manière croissante à partir de 21 heures et durant toute la nuit, avec une diminution progressive relative à partir de 3 heures du matin jusqu'à l'aube ;

Que les interventions policières sont régulières, en soirée et la nuit ;

Considérant que les interventions policières liées aux troubles et nuisances à l'ordre public évoqués ci-avant sont plus fréquentes dans les quartiers qui présentent une forte concentration d'unités d'établissements accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit (établissements proches les uns des autres) et dans la zone frontalière avec la France ;

Considérant que la fréquence des troubles à l'ordre public constatés est quasi constante, que ce soit les soirs de semaine ou de week-ends et qu'il n'y a dès lors pas lieu de faire une différenciation entre les soirs de semaine et les soirs de week-ends ;

Considérant que cette situation et le nombre de troubles générés par l'exploitation de ce type de magasins mobilisent une importante capacité policière (déjà portée au maximum légal) au niveau du service d'intervention de la police locale ;

Considérant la conclusion du rapport du Commissaire Divisionnaire Chef de Zone, daté du 22 août 2024, reprise intégralement ci-dessous :

*« Le présent rapport objective la situation liée aux problèmes générés par l'exploitation, particulièrement la nuit, de ces enseignes installées sur le territoire communal. Cette analyse actualisée (suite à la modification de la loi de 2006 en date du 05 décembre 2023) met objectivement en évidence le fait que l'implantation, la concentration et l'exploitation nocturne de ce type d'enseigne en zone urbanisée provoquent de nombreuses nuisances et infractions diverses constitutives de troubles à l'ordre public.*

*Cette situation perdure depuis de nombreuses années et a déjà été précédemment objectivée (Règlements communaux des 11/06/2007 et 28/08/2017 relatifs aux magasins de nuit).*

*La situation géographique de notre commune et l'état des législations belges et françaises en matière d'exploitation de commerce de nuit renforcent ce constat.*

*Au cours des 15 dernières années, après l'adoption du règlement communal sur les magasins de nuit, le nombre de ces enseignes qui ont « muté » en « débits de tabac » à Mouscron a fortement crû (de 12 en 2007 à 54 en 2024 dont 30 dans la « catégorie dérogatoire »).*

*Ces enseignes sont installées essentiellement en zones d'habitat et d'urbanisation, très dense, et leur exploitation provoque de sérieux troubles à l'ordre public, durement ressentis, ne permettant plus aux riverains de bénéficier du calme et de la quiétude auxquels ils peuvent légitimement prétendre, particulièrement en soirée et la nuit.*

*Cette situation amène une tendance à la désertification des rues et quartiers où ces commerces sont implantés.*

*Il peut être objectivé que la période critique est située entre 22h00 et 06h00 et qu'il n'existe pas de différence significative entre la semaine et le week-end.*

*La situation décrite ci-dessus oblige à mobiliser une importante capacité policière, notamment la nuit ou en soirée :*

- *De manière réactive, au niveau de notre service d'intervention et proximité tant les problèmes générés par l'exploitation de ces établissements sont nombreux : sécurité routière et roulage, différends.*

- *De manière proactive : les patrouilles, la planification de contrôles, la rédaction de procédures et le suivi des dossiers.*

*Vu le nombre d'établissements concernés, le créneau horaire problématique et la charge de travail croissante des services de police (+18% d'interventions sur les 5 dernières années), nous ne sommes pas en mesure de mobiliser une capacité policière suffisante pour faire face efficacement au nombre de troubles constatés et engendrés par l'activité ciblée.*

*Il apparaît judicieux de vous suggérer de réglementer adéquatement l'activité des commerces ouverts la nuit compte tenu des mutations auxquelles se livrent, se sont livrées ou se livreront, opportunément, de*

*nombreuses enseignes accessibles à la clientèle la nuit et de saisir l'opportunité offerte par l'article 18 de la loi de 2006 précitée tel que récemment modifié.*

*Le présent rapport administratif est rédigé en ce sens pour permettre aux autorités communales de statuer de manière réglementaire en parfaite connaissance de cause si elles l'estiment opportun.*

*Il apparaît nécessaire de prendre des mesures structurelles et règlementaires afin de règlementer l'implantation et les heures d'ouverture de ce type d'établissement en vue de rétablir la situation au niveau d'ordre public, afin d'éviter ou de limiter de manière raisonnable les nuisances et troubles générés pour la population et de tenter d'améliorer le bien-être de nos concitoyens.*

*...»*

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'adopter un règlement, tel que prévu par les articles 6 et 18 de la loi du 10 novembre 2006, afin de prévenir ou de remédier aux troubles constatés par des mesures appropriées et proportionnées sans pour autant conduire à une interdiction générale ou à une limitation quantitative des commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit (magasin de nuit ou unité d'établissement visée à l'article 16,§2, alinéa 1, a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée) sur le territoire communal, sur base de critères objectifs et qui tiennent compte des caractéristiques locales, conformément au vœu du législateur ;

Considérant que tout projet d'exploitation d'un magasin de nuit ou d'une unité d'établissement visée à l'article 16, §2, alinéa 1, a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée) sur le territoire communal devra dès lors être soumise à l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le Collège communal ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les critères objectifs qui devront être pris en considération par le Collège communal pour examiner semblable demande ;

Attendu qu'il y a lieu de déterminer les documents utiles pour fonder et motiver semblable demande ;

Attendu qu'il y a également lieu de fixer, pour le territoire communal, les heures d'ouverture et de fermeture des commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit visés par le présent règlement ;

Considérant que le critère de densité de population est un critère objectif pour déterminer les zones où les troubles et nuisances à l'ordre public sont le plus durement ressentis par la population dans la mesure où la loi invite à prendre particulièrement en considération les nuisances occasionnées aux riverains par les commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit ;

Considérant que les cartes 1 et 2 précisent les parties du territoire communal sur base des densités de population et distingue les 3 zones suivantes :

- zone 1 : faible densité de population jusqu'à 1.000 habitants par km² ;
- zone 2 : moyenne densité de population de 1.001 à 2.500 habitants par km² ;
- zone 3 : forte à très forte densité de population, plus de 2.500 (jusqu'à 10.000) habitants par km² ;

Considérant que, de manière objective, il peut ainsi être constaté que les quartiers frontaliers et les quartiers constituant les noyaux urbains, notamment le « centre-ville », les quartiers urbains et les centralités urbaines présentent des forte à très forte densités de population ;

Considérant que compte tenu de la nature des troubles et nuisances et des moments auxquels ils sont constatés et endurés, en rapport avec l'exploitation des magasins actuellement accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit, il est raisonnable de considérer qu'en zone 3 (de forte à très forte densité de population), l'exploitation de commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit n'est que peu compatible avec le voisinage, avec les exigences légitimes de la population en matière de tranquillité, de propreté et de sécurité publiques et avec le droit au repos nocturne ;

Qu'il est raisonnable de considérer qu'en zone 3 (de forte à très forte densité de population) une fermeture des commerces visés à 22 heures est de nature à permettre aux habitants de bénéficier de la tranquillité publique et de jouir du droit au repos, de manière à garantir notamment le repos nocturne, tout en permettant toutefois, de manière raisonnable et proportionnée, une exploitation tardive en soirée (jusque 22 heures) ;

Considérant que compte tenu de la nature des troubles et nuisances et des moments auxquels ils sont constatés, en rapport avec l'exploitation des magasins actuellement accessibles la nuit, il est raisonnable de considérer qu'en zone 2 (de moyenne densité de population) une exploitation plus tardive en soirée est admissible et compatible avec le voisinage et qu'une fermeture à minuit est de nature à permettre aux habitants de bénéficier de la tranquillité publique et de jouir du droit au repos ;

Considérant que les heures d'ouverture des magasins ouverts la nuit peuvent être plus nombreuses dans les zones à faible densité de population (zone 1) où les troubles sont moins durement et grandement ressentis ;

Que, partant, l'exploitation des commerces ouverts la nuit sera admise sans restriction au niveau des heures d'ouverture dans cette dernière zone ;

Considérant que compte tenu de la nature des troubles et nuisances et des moments auxquels ils sont constatés, en rapport avec l'exploitation des magasins actuellement accessibles la nuit, il est raisonnable de considérer qu'en zone de moyenne (zone 2) et de forte à très forte (zone 3) densité de population une ouverture entre 5 heures et 7 heures le matin n'est pas de nature à priver les habitants du bénéfice de la tranquillité publique et du droit au repos ;

Considérant qu'une application raisonnable de ce critère et des principes liés à la tranquillité publique, au repos vespéral et nocturne, conduit à autoriser l'exploitation :

- en zone 1 : aucune restriction horaire ;
- en zone 2 : jusque minuit et à partir de 5 heures le matin ;
- en zone 3 : jusque 22 heures et à partir de 5 heures le matin ;

Considérant que si un commerce ouvert tardivement en soirée et/ou la nuit visé au présent règlement est implanté sur une voirie qui constitue une limite entre deux zones régies par des régimes différents, le régime le plus restrictif doit être appliqué ;

Attendu qu'est annexée au présent règlement une carte de « synthèse » qui met en évidence les différentes zones du territoire et les restrictions éventuelles qui s'y appliquent (**Annexe 1 - carte 3**) ;

Considérant que le rapport administratif du 22 août 2024 met également en évidence que la concentration de commerces actuellement accessibles tardivement en soirée et/ou la nuit est de nature à accentuer les troubles et nuisances à l'ordre public et à rendre, surabondamment, plus difficile l'intervention des services de police qui sont amenés à y faire face ;

Considérant que, tout en tenant compte de la situation existante, il s'indique dès lors de limiter la concentration autant que raisonnablement et proportionnellement possible avec l'objectif poursuivi, des magasins ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit en prévoyant que les nouveaux magasins ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit devront être géographiquement distants de 300 mètres au moins d'un autre commerce ouvert tardivement en soirée et/ou la nuit visé par le présent règlement ;

Qu'à cet effet est annexée au présent règlement une liste des magasins de nuit valablement autorisés (néant) ;

Qu'à cet effet, est annexée au présent règlement une liste des commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit pouvant prétendre à ce jour de la dérogation prévue pour les unités d'établissement visées à l'article 16, §2, alinéa 1er a) de la loi précitée (**Annexe 1 - carte 4**) ;

Considérant que le Collège communal peut, dans le respect des règles objectives définies supra et après enquête administrative concluante, après avoir été saisi d'une demande préalable à l'ouverture d'un magasin ouvert tardivement en soirée et/ou la nuit visé au présent règlement délivrer une autorisation pour une durée maximum de trois années ;

Qu'il s'indique dès lors de déterminer les critères que le collège communal devra prendre en considération, de manière objective, lors de l'examen de la demande préalable qui lui serait soumise pour s'assurer que le futur exploitant présente des garanties suffisantes ;

Considérant que le présent règlement de police, pris en exécution d'une loi et abrogeant le règlement communal adopté par le Conseil communal le 28 août 2017, est d'application immédiate ;

Qu'il y a toutefois lieu de prendre en considération la situation des commerces régulièrement ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit au sens de la loi du 10 novembre 2006 précitée (en l'occurrence particulièrement les « librairie - débit de tabac » qui répondent aux critères énoncés à l'article 16, §2, alinéa 1er, a), en l'absence de magasin de nuit au sens de la loi présent sur le territoire communal ) existants sur le territoire communal au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement pour leur permettre de poursuivre leur activité commerciale (sans disposer de l'autorisation préalable requise nouvelle imposée par le présent règlement ) en leur accordant un délai raisonnable de 3 mois pour introduire une demande d'autorisation régulière et complète, sans préjudice toutefois de l'application immédiate des impositions liées aux heures d'ouverture (fermeture à partir de 22 heures ou minuit et jusque 5 heures le matin selon les secteurs du territoire communal tels que définis supra) ;

Considérant qu'il y a lieu, pour garantir une application efficace dans le temps du présent règlement et une adéquation des critères objectifs définis avec les éventuelles évolutions du territoire communal (modification de la densité de population au sein d'une zone, création de nouvelles zones résidentielles) et de l'appareil commercial visé, de confier au collège communal le soin de tenir à jour et, le cas échéant, d'actualiser les cartes de référence jointes en annexe et la liste des commerces ouverts tardivement en soirée et/ou la nuit autorisés ;

Attendu qu'il appartient au collège communal d'aviser le conseil communal de toute modification qui serait apportée auxdites cartes ;

Attendu qu'en cas de modification de la situation, le conseil communal appréciera de la nécessité de revoir le présent règlement ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l des voix

**DECIDE D'ARRETER COMME SUIT LE REGLEMENT DE POLICE RELATIF A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION DE COMMERCES OUVERTS LA NUIT – LOI DU 10 NOVEMBRE 2006 RELATIVE AUX HEURES D'OUVERTURE DANS LE COMMERCE L'ARTISANAT ET LES SERVICES – MAGASINS DE NUIT ET UNITES D'ETABLISSEMENT VISEES A L'ARTICLE 16§2, ALINEA 1ER, A) :**

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1 :

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire communal de la Ville de Mouscron.

### Article 2 :

Par « magasin de nuit », on entend, au sens du présent règlement, conformément à la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, tout établissement accessible au consommateur durant les heures fixées à l'article 11, alinéa 1, qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers.

### Article 3 :

Par « librairie – débit de tabac », on entend l'unité d'établissement visée à l'article 16, §2, alinéa 1er, a) de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services.

## CHAPITRE II : DE L'AUTORISATION PREALABLE A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION D'UN MAGASIN DE NUIT ET DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UN MAGASIN DE NUIT.

### Section 1 : DE L'AUTORISATION PREALABLE A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION D'UN MAGASIN DE NUIT.

**Article 4 :**

Est obligatoirement soumise à l'autorisation préalable sollicitée auprès du Collège communal, sur base des critères définis dans le présent règlement, toute exploitation d'un commerce de nuit sur le territoire communal. Ladite autorisation vaut pour une période de trois années qui prend cours le jour de son adoption par le Collège communal.

**Article 5 :**

La demande d'implantation ou d'exploitation d'un magasin de nuit sur le territoire communal doit être adressée, par courrier recommandé ou remise contre accusé de réception à la Ville de Mouscron, au Service des affaires juridiques, avant le début de l'activité commerciale, au moyen du formulaire, dont le modèle est joint en **annexe 2** du présent règlement.

**Article 6 :**

Pour être recevable, la demande doit obligatoirement être accompagnée des documents suivants :

- une lettre d'intention, précisant, notamment, le type de produits principalement proposé aux consommateurs, le(s) jour(s) hebdomadaire(s) de fermeture prévu(s), les heures d'ouverture envisagées, .. ;

- photos de la vitrine, plan d'aménagement intérieur, projet d'implantation d'enseignes avec croquis ;

- si le demandeur est une personne morale :
  - o l'extrait intégral des données de l'entreprise délivrée par la « banque carrefour des entreprises » reprenant notamment le numéro d'unité d'établissement ;
  - o Copie des statuts de celle-ci et de leur publication au Moniteur belge ;
  - o Une photo récente, ainsi qu'une photocopie recto-verso de la carte d'identité de chaque administrateur et/ou associé actif de la société ;

- si le demandeur est une personne physique : une photo récente et une copie recto-verso de la carte d'identité de celui-ci ;

- si la gestion journalière n'est pas assurée directement par le demandeur, une photo récente et une copie recto-verso de la carte d'identité du ou des préposés désignés à cet effet ;

- une attestation de conformité au Règlement général des installations électriques délivrée par un organisme agréé par le Service Public Fédéral « Economie, PME, Classes moyennes et Energie » ;

- un rapport de la Zone de Secours de Wallonie Picarde (Zswapi) attestant que l'établissement répond favorablement et de manière satisfaisante aux normes minimales de sécurité ;

- une copie de la notification en vue de l'enregistrement auprès de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire ainsi que l'accusé de réception délivré par ce service ;

- une copie de l'assurance souscrite sur base de l'arrêté royal du 28 février 1961 concernant les établissements soumis au chapitre 2 de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité dans ces mêmes circonstances ;

- lorsque le projet d'exploitation porte notamment sur la vente de boissons alcoolisées, un extrait de casier judiciaire de l'exploitant et, le cas échéant, du/des préposé(s) désigné(s) à la gestion quotidienne de l'établissement conformément à la loi du 28 décembre 1983 relative à la patente pour les débits de boissons spiritueuses.

Si la demande ne contient pas ces pièces et/ou les informations sollicitées, la demande est incomplète. L'autorité communale adresse au demandeur, par courrier simple ou par mail, un relevé des pièces manquantes et précise que l'analyse de la demande ne commencera qu'à dater de leur réception. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

**Article 7 :**

En vertu de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, le Collège communal examine le dossier de demande de l'autorisation préalable à l'implantation ou exploitation d'un magasin de nuit sur base des critères suivants :

1° cette autorisation préalable ne pourra être délivrée si l'établissement projeté est situé à moins de 300 mètres d'un magasin de nuit ou d'une « librairie – débit de tabac » ayant obtenu l'autorisation préalable délivrée en application du présent règlement.

La distance de 300 mètres précitée doit s'interpréter comme devant être calculée dans un rayon de 300 mètres, défini à partir de l'entrée principale de l'établissement projeté jusqu'à l'entrée principale d'un magasin de nuit ou d'une « librairie – débit de tabac ».

2° cette autorisation ne pourra être délivrée que moyennant le respect des conditions et heures d'ouverture suivantes :

- si l'établissement projeté est situé en zone 1 de faible densité de population : il pourra être ouvert sans restriction horaire et accessible au public entre 18 heures le soir et 7 heures le matin ;

- si l'établissement projeté est situé en zone 2 de moyenne densité de population : il pourra être ouvert et accessible au public entre 18 heures le soir et minuit et entre 5 heures et 7 heures le matin ;

- si l'établissement projeté est situé en zone 3 de forte à très forte densité de population : il pourra être ouvert et accessible au public entre 18 heures et 22 heures le soir et entre 5 heures et 7 heures le matin.

- si un commerce de nuit est implanté sur une voirie qui constitue une limite entre deux zones régies par des régimes différents, le régime le plus restrictif doit être appliqué ;

**Article 8 :**

La décision du Collège communal est adoptée endéans les deux mois à compter du jour où le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation a été constaté.
Cette décision est notifiée au demandeur dans le mois de son adoption, accompagnée d'un certificat d'autorisation d'exploitation reprenant toutes les conditions de l'exploitation autorisée.
Le certificat d'autorisation d'exploitation doit se trouver sur le lieu d'exploitation dûment identifié. Sur demande, il doit être présenté lors de tout contrôle effectué par les services de police, par tout agent constatateur ou par toute personne dûment habilitée par ou en vertu de la loi.
Ce certificat d'autorisation d'exploitation est incessible.

**Article 9 :**

§1. L'autorisation préalable délivrée en application du présent règlement est incessible.
Elle est délivrée à la personne physique qui a introduit la demande d'autorisation préalable mentionnée à l'article 5 du présent règlement, que ce dernier agisse en nom personnel ou en *qualité d'administrateur de société.*
Si la personne physique agit en qualité d'administrateur de société, l'autorisation délivrée ne vaut en outre que pour la personne morale pour laquelle il a agi telle que mentionnée dans la demande.

§2. Tout cédant d'un magasin de nuit est tenu de communiquer aux autorités communales une déclaration de cession de commerce, signée par lui-même et le cessionnaire, avant toute nouvelle exploitation.
Cette déclaration est adressée, par courrier recommandé ou remise contre accusé de réception, à la Ville de Mouscron, service des affaires juridiques, au moins trois mois avant le début de la reprise d'activité commerciale au moyen du formulaire, dont le modèle est joint en **annexe 2** du présent règlement. Cette déclaration vaut demande d'autorisation préalable. Pour être recevable, elle doit obligatoirement être accompagnée des documents visés à l'article 6.

§3. Toute modification statutaire doit être communiquée dans le mois à la Ville de Mouscron, service des affaires juridiques.

**Article 10 :**

Une demande de renouvellement d'une autorisation délivrée est introduite, instruite et traitée de la même manière qu'une demande d'autorisation.
Une demande de renouvellement doit être introduite au moins trois mois avant l'expiration du terme de l'autorisation pour laquelle un renouvellement est demandé.

**Section 2 : DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UN MAGASIN DE NUIT.**

**Article 11 :**

§1. L'exploitant d'un magasin de nuit est tenu de respecter les horaires arrêtés à l'article 7-2° du présent règlement en fonction de sa localisation.

§2. Tout exploitant respecte les dispositions relatives au jour de repos hebdomadaire, telles que prévues dans le Chapitre III de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services.

§3. A la demande d'un ou de plusieurs exploitants, le Collège communal peut accorder, en vertu de l'article 15 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, pour des circonstances particulières et passagères ou à l'occasion de foires et marchés, des dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ces dérogations ne peuvent porter sur plus de quinze jours par an.

**Article 12 :**

L'exploitant est tenu d'afficher de manière visible, sur la porte d'entrée de l'établissement, les heures d'ouverture de son établissement et, le cas échéant, le ou les jours de repos hebdomadaires.

**Article 13 :**

Les vitrines extérieures du magasin de nuit doivent être en verre transparent et maintenues constamment en bon état. Elles ne peuvent en aucun cas être remplacées par des panneaux en bois ou tout autre matériau, tels que des rayonnages, qui occulteraient l'intérieur de l'établissement.

**Article 14 :**

§1. Il est strictement interdit d'exposer des boissons alcoolisées ainsi que des produits à base de tabac et des produits similaires en vitrine des magasins de nuit.

§2. L'exploitant d'un commerce de nuit est tenu de respecter la réglementation visant à interdire la vente de boissons spiritueuses ou alcoolisées aux mineurs. A cet effet, l'exploitant est tenu d'apposer un autocollant sur la porte et sur le comptoir de l'établissement, rappelant l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de seize ans et de spiritueux aux mineurs de moins de dix-huit ans.

Chaque exploitant d'un commerce de nuit est également tenu de rappeler, par un affichage clair et rendu visible à tous les clients de son établissement, le respect du Règlement général de police de la Ville de Mouscron et plus particulièrement son article 95 interdisant la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique.

§3. L'exploitant est tenu de respecter également la législation sur la vente de tabac conformément à l'Arrêté royal du 5 février 2016 relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce des produits à base de tabac et produits à fumer à base de plantes.

**Article 15 :**

Les enseignes et publicités placées doivent respecter les normes urbanistiques en vigueur. Ces dernières doivent au moins contenir le nom de l'établissement ainsi que la mention « magasin de nuit ».

**Article 16 :**

A la fermeture de son établissement, l'exploitant d'un magasin de nuit est tenu d'éliminer les souillures présentes sur l'entièreté de la portion de trottoir, d'accotement et de rigole se trouvant en regard de son établissement.

Il procèdera à un nettoyage à grande eau au moins une fois par semaine, sauf en période de gel.

Les matières ou objets résultant du nettoyage doivent être ramassés et évacués. En aucun cas ces matières ou objets ne peuvent être abandonnés sur la voie publique ou dans les filets d'eau, ni être poussés dans les avaloirs.

## CHAPITRE III : DE L'AUTORISATION PREALABLE A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION ET DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE « LIBRAIRIE – DEBIT DE TABAC » (Unité d'établissement visée à l'article 16, §2, alinéa 1er a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée).

### Section 1 : DE L'AUTORISATION PREALABLE A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION D'UNE « LIBRAIRIE – DEBIT DE TABAC » (Unité d'établissement visée à l'article 16, §2, alinéa 1er a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée).

**Article 17 :**

Est obligatoirement soumise à l'autorisation préalable sollicitée auprès du Collège communal, sur base des critères définis dans le présent règlement, toute exploitation d'une « librairie – débit de tabac » sur le territoire communal. Ladite autorisation vaut pour une période de trois années qui prend cours le jour de son adoption par le Collège communal.

**Article 18 :**

La demande d'implantation ou d'exploitation d'une « librairie – débit de tabac » sur le territoire communal doit être adressée, par courrier recommandé ou remise contre accusé de réception à la Ville de Mouscron, au Service des affaires juridiques, avant le début de l'activité commerciale, au moyen du formulaire, dont le modèle est joint en **annexe 2** du présent règlement.

**Article 19 :**

Pour être recevable, la demande doit obligatoirement être accompagnée des documents suivants :

- une lettre d'intention, précisant, notamment, le type de produits principalement proposé aux consommateurs, le(s) jour(s) hebdomadaire(s) de fermeture prévu(s), les heures d'ouverture envisagées, ... ;

- photos de la vitrine, plan d'aménagement intérieur, projet d'implantation d'enseignes avec croquis ;

- si le demandeur est une personne morale :
  - o l'extrait intégral des données de l'entreprise délivrée par la « banque carrefour des entreprises » reprenant notamment le numéro d'unité d'établissement ;
  - o Copie des statuts de celle-ci et de leur publication au Moniteur belge ;
  - o Une photo récente, ainsi qu'une photocopie recto-verso de la carte d'identité de chaque administrateur et/ou associé actif de la société ;

- si le demandeur est une personne physique : une photo récente et une copie recto-verso de la carte d'identité de celui-ci ;

- si la gestion journalière n'est pas assurée directement par le demandeur, une photo récente et une copie recto-verso de la carte d'identité du ou des préposés désignés à cet effet ;

- une attestation de conformité au Règlement général des installations électriques délivrée par un organisme agréé par le Service Public Fédéral « Economie, PME, Classes moyennes et Energie » ;

- un rapport de la Zone de Secours de Wallonie Picarde (Zswapi) attestant que l'établissement répond favorablement et de manière satisfaisante aux normes minimales de sécurité ;

- une copie de la notification en vue de l'enregistrement auprès de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire ainsi que l'accusé de réception délivré par ce service ;

- une copie de l'assurance souscrite sur base de l'arrêté royal du 28 février 1961 concernant les établissements soumis au chapitre 2 de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité dans ces mêmes circonstances ;

- lorsque le projet d'exploitation porte notamment sur la vente de boissons alcoolisées, un extrait de casier judiciaire de l'exploitant et, le cas échéant, du/des préposé(s) désigné(s) à la gestion quotidienne de l'établissement conformément à la loi du 28 décembre 1983 relative à la patente pour les débits de boissons spiritueuses.

Si la demande ne contient pas ces pièces et/ou les informations sollicitées, la demande est incomplète. L'autorité communale adresse au demandeur, par courrier simple ou par mail, un relevé des pièces manquantes et précise que l'analyse de la demande ne commencera qu'à dater de leur réception. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

**Article 20 :**

En vertu de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, le Collège communal examine le dossier de demande de l'autorisation préalable à l'implantation ou exploitation d'une « librairie – débit de tabac » sur base des critères suivants :

1° cette autorisation préalable ne pourra être délivrée si l'établissement projeté est situé à moins de 300 mètres d'un magasin de nuit ou d'une librairie – débit de tabac ayant obtenu l'autorisation préalable délivrée en application du présent règlement, sauf pour les « librairie – débit de tabac » existants au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

La distance de 300 mètres précitée doit s'interpréter comme devant être calculée dans un rayon de 300 mètres, défini à partir de l'entrée principale de l'établissement projeté jusqu'à l'entrée principale d'un magasin de nuit ou d'une « librairie – débit de tabac ».

2° cette autorisation ne pourra être délivrée que moyennant le respect des conditions et heures d'ouverture suivantes :

- si l'établissement projeté est situé en zone 1 de faible densité de population : il pourra être ouvert sans restriction horaire ;

- si l'établissement projeté est situé en zone 2 de moyenne densité de population : il pourra être ouvert et accessible au public jusque minuit et à partir de 5 heures le matin ;

- si l'établissement projeté est situé en zone 3 de forte à très forte densité de population : il pourra être ouvert et accessible au public jusque 22 heures le soir et à partir de 5 heures le matin.

- si une « librairie – débit de tabac » est implantée sur une voirie qui constitue une limite entre deux zones régies par des régimes différents, le régime le plus restrictif doit être appliqué ;

**Article 21 :**

La décision du Collège communal est adoptée endéans les deux mois à compter du jour où le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation a été constaté.
Cette décision est notifiée au demandeur dans le mois de son adoption, accompagnée d'un certificat d'autorisation d'exploitation reprenant toutes les conditions de l'exploitation autorisée.
Le certificat d'autorisation d'exploitation doit se trouver sur le lieu d'exploitation dûment identifié. Sur demande, il doit être présenté lors de tout contrôle effectué par les services de police, par tout agent constatateur ou par toute personne dûment habilitée par ou en vertu de la loi.
Ce certificat d'autorisation d'exploitation est incessible.

**Article 22 :**

§1. L'autorisation préalable délivrée en application du présent règlement est incessible.
Elle est délivrée à la personne physique qui a introduit la demande d'autorisation préalable mentionnée à l'article 18 du présent règlement, que ce dernier agisse en nom personnel ou en qualité d'administrateur de société.
Si la personne physique agit en qualité d'administrateur de société, l'autorisation délivrée ne vaut en outre que pour la personne morale pour laquelle il a agi.

§2. Tout cédant d'une « librairie – débit de tabac » est tenu de communiquer aux autorités communales une déclaration de cession de commerce, signée par lui-même et le cessionnaire, avant toute nouvelle exploitation.
Cette déclaration est adressée, par courrier recommandé ou remise contre accusé de réception, à la Ville de Mouscron, service des affaires juridiques, au moins trois mois avant le début de la reprise d'activité commerciale au moyen du formulaire, dont le modèle est joint en **annexe 2** du présent règlement. Cette déclaration vaut demande d'autorisation préalable. Pour être recevable, elle doit obligatoirement être accompagnée des documents visés à l'article 19.

§3. Toute modification statutaire doit être communiquée dans le mois à la Ville de Mouscron, service des affaires juridiques.

**Article 23 :**

Une demande de renouvellement d'une autorisation délivrée est introduite, instruite et traitée de la même manière qu'une demande d'autorisation.
Une demande de renouvellement doit être introduite au moins trois mois avant l'expiration du terme de l'autorisation pour laquelle un renouvellement est demandé.

**Section 2 : DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE « LIBRAIRIE – DEBIT DE TABAC » (Unité d'établissement visée à l'article 16, §2, alinéa 1er a) de la loi du 10 novembre 2006 précitée).**

**Article 24 :**

§1 L'exploitant d'une « librairie – débit de tabac » est tenu de respecter les horaires arrêtés à l'article 20-2° du présent règlement en fonction de sa localisation.

§2 Tout exploitant respecte les dispositions relatives au jour de repos hebdomadaire, telles que prévues dans le Chapitre III de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services.

§3 A la demande d'un ou de plusieurs exploitants, le Collège communal peut accorder, en vertu de l'article 15 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, pour des circonstances particulières et passagères ou à l'occasion de foires et marchés, des dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ces dérogations ne peuvent porter sur plus de quinze jours par an.

**Article 25 :**

L'exploitant est tenu d'afficher de manière visible, sur la porte d'entrée de l'établissement, les heures d'ouverture de son établissement et, le cas échéant, le ou les jours de repos hebdomadaires.

**Article 26 :**

Les vitrines extérieures d'une « librairie – débit de tabac » doivent être en verre transparent et maintenues constamment en bon état. Elles ne peuvent en aucun cas être remplacées par des panneaux en bois ou tout autre matériau, tels que des rayonnages, qui occulteraient l'intérieur de l'établissement.

**Article 27 :**

§1. Il est strictement interdit d'exposer des boissons alcoolisées ainsi que des produits à base de tabac et des produits similaires en vitrine d'une « librairie – débit de tabac ».

§2. L'exploitant d'une « librairie – débit de tabac » est tenu de respecter la réglementation visant à interdire la vente de boissons spiritueuses ou alcoolisées aux mineurs. A cet effet, l'exploitant est tenu d'apposer un autocollant sur la porte et sur le comptoir de l'établissement, rappelant l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de seize ans et de spiritueux aux mineurs de moins de dix-huit ans.

Chaque exploitant d'une « librairie – débit de tabac » est également tenu de rappeler, par un affichage clair et rendu visible à tous les clients de son établissement, le respect du Règlement

général de police de la Ville de Mouscron et plus particulièrement son article 95 interdisant la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique.

§3. L'exploitant est tenu de respecter également la législation sur la vente de tabac conformément à l'Arrêté royal du 5 février 2016 relatif à la fabrication et à la mise dans le *commerce des produits à base de tabac et produits à fumer à base de plantes.*

**Article 28 :**

Les enseignes et publicités placées doivent respecter les normes urbanistiques en vigueur. Ces dernières doivent au moins contenir le nom de l'établissement.

**Article 29 :**

A la fermeture de son établissement, l'exploitant d'une « librairie – débit de tabac » est tenu d'éliminer les souillures présentes sur l'entièreté de la portion de trottoir, d'accotement et de rigole se trouvant en regard de son établissement.

Il procèdera à un nettoyage à grande eau au moins une fois par semaine, sauf en période de gel.

Les matières ou objets résultant du nettoyage doivent être ramassés et évacués. En aucun cas ces matières ou objets ne peuvent être abandonnés sur la voie publique ou dans les filets d'eau, ni être poussés dans les avaloirs.

## CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**Article 30 :**

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement communal, conformément à la loi, notamment l'article 18§3 de la loi du 10 novembre 2006 et peut, notamment, conformément à cette disposition, ordonner la fermeture de tout commerce, magasin de nuit ou « librairie – débit de tabac » exploité en contravention avec le présent règlement communal pris en exécution des § 1er et 2 dudit article 18.

**Article 31 :**

Le présent règlement contient les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Carte 1 - Délimitation des secteurs statistiques et noms
  Carte 2 - Densité de population par secteurs statistiques
  Carte 3 - Zones d'exploitation potentielles
  Carte 4 - Implantation débits de tabac (Catégories dérogatoires ou non) et liste
- Annexe 2 : Formulaire de demande/renouvellement/cession de commerce

**Article 32 :**

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication, conformément à la loi.

**Article 33 :**

A titre de disposition transitoire, l'exploitant d'un magasin de nuit ou d'une « librairie – débit de tabac » existant au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, repris dans **l'annexe 1 – carte 4**, dispose d'un délai unique et non prorogeable de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour introduire la demande d'autorisation visée respectivement aux articles 4 et 17 du présent règlement, sans préjudice toutefois des autres impositions et conditions d'exploitation prévues au présent règlement, notamment celles relatives aux heures d'ouverture et de fermeture visées respectivement aux articles 7.2° et 20.2° du présent règlement.

**Article 34 :**

Le Collège communal est chargé de tenir à jour les cartes jointes au présent règlement communal et d'informer le Conseil communal de toute modification qui y serait apportée.

**Article 35 :**

Le règlement communal arrêtant les dispositions spécifiques aux horaires d'ouverture des magasins de nuit implantés et exploités sur le territoire communal de la Vile de Mouscron, en fonction de leur localisation, adopté par le Conseil communal le 28 août 2017, est abrogé.

**Article 36 :**

Une copie du présent règlement communal est transmise pour exécution à Monsieur le 1er commissaire divisionnaire, chef de corps de la zone de police de Mouscron.

**PAR LE CONSEIL :**
Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
**Mme MARINO Fanny**
056/860.205

Réf. SdD/2024/FM/

B2

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

## Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, — BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID — ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, — PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, — DIRECTRICE GENERALE.

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE ZONE.

PROJET

**OBJET : MODIFICATION BUDGETAIRE N° 1 2024 DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 18 JUIN 2024 DE M. LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE HAINAUT FF.**

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 18 juin 2024, notifié le 24 juin 2024, de M. le Gouverneur de la province de Hainaut ff. tel que repris ci-dessous :

*Le Gouverneur de la province de Hainaut ff.,*

*Vu la délibération en date du 27 mai 2024, par laquelle le Conseil communal de Mouscron modifie le budget de la Zone de Police locale pour l'exercice 2024 ;*

*Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 39 à 41, 66 et 71 à 74 ;*

*Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 2004, 24 janvier 2006 et 05 juillet 2010 ;*

*Vu la circulaire ministérielle PLP 63 du 9 novembre 2023 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2024 à l'usage des zones de police ;*

*Vu l'avis conforme de la commission budgétaire du 18 avril 2024, prescrit par l'article 11 de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 susmentionné ;*

*Vu l'arrêté du gouverneur du 21 novembre 2023 approuvant la délibération du 16 octobre 2023 par laquelle le Conseil communal de Mouscron arrête le budget pour l'exercice 2024 de la Zone de Police ;*

*Considérant que la modification budgétaire se caractérise essentiellement par :*

*a) des régularisations dans les exercices antérieurs, en particulier une augmentation de crédits en dépenses de personnel et de fonctionnement, ainsi que l'inscription de non valeurs pour des créances non-perçues ;*

*b) une diminution des charges salariales à l'exercice propre liée à des réductions de temps de travail de membres du personnel ;*

*c) une majoration de divers postes dans les frais de fonctionnement, principalement pour le personnel détaché dans la zone de police ;*

*d) des adaptations dans les dépenses de dettes sur base des derniers emprunts contractés en 2023 ;*

*e) la mise en conformité des dotations fédérales avec les montants repris dans la circulaire ministérielle PLP 63, communiquée après l'élaboration du budget initial de la zone de police ;*

*f) la révision à la baisse de la dotation communale ;*

*g) l'inscription de crédits supplémentaires dans les dépenses extraordinaires des exercices antérieurs, notamment pour le projet de vidéosurveillance urbaine et pour l'étude d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le nouveau commissariat ;*

*i) une majoration de crédits pour des dépenses d'investissement à l'exercice propre ;*

*Considérant par ailleurs que la modification budgétaire intègre les résultats du compte budgétaire 2023 de la Zone de Police, également arrêtés par le Conseil communal le 27 mai 2024, à savoir un boni ordinaire et un mali extraordinaire s'accompagnant de la réinscription d'emprunts millésimés ;*

*Considérant toutefois que les comptes annuels 2023 de la Zone de Police de Mouscron n'ont pas encore été approuvés par l'autorité de tutelle de sorte que les résultats restent à confirmer ;*

*Considérant pour le reste que la modification budgétaire, arrêtée par le Conseil communal de Mouscron en date du 27 mai 2024 pour la Zone de Police, respecte les dispositions de la circulaire ministérielle PLP 63 susvisée, qu'elle se clôture en équilibre au service ordinaire et affiche un boni de 3.226,56 € au service extraordinaire ;*

*Vu l'article 34 de la loi du 7 décembre 1998 rendant applicable à la gestion budgétaire et financière de la police locale l'article 252 de la nouvelle loi communale, qui stipule que le budget des dépenses et des recettes des Zones de Police ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs ;*

*Considérant que sur base de l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998, l'approbation de la décision relative au budget d'une Zone de Police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises en vertu de cette loi ;*

*Par ces motifs,*

*DECIDE :*

*Article 1.- La délibération du 27 mai 2024, par laquelle le Conseil communal de Mouscron modifie le budget de l'exercice 2024 du corps de police locale, est approuvée.*

*Article 2.- Le présent arrêté sera porté à la connaissance du Conseil communal, lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 72, § 2, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.*

*Article 3. - Le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire :*

- *à Madame ta Bourgmestre de Mouscron*
- *à Madame la Ministre de l'Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention, Direction Sécurité locale et Police, rue du Commerce, 96 à 1000 Bruxelles*

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

B. AUBERT

Police

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**
**SIÉGEANT EN CONSEIL DE POLICE**
**SÉANCE DU 9 SEPTEMBRE 2024**

PRÉSENTS :
MME AUBERT BRIGITTE, — BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID — ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, — PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
— CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, — DIRECTRICE GENERALE.

M. JOSEPH JEAN-MICHEL — CHEF DE ZONE.

PROJET

B3.ème **OBJET : COMPTABILITE DE LA ZONE DE POLICE – PROCÈS-VERBAL DE SITUATION DE CAISSE - VISA**

Le Conseil communal siégeant en Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à 2 niveaux, notamment l'article 83 ;

Vu l'Arrêté Royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la Zone de police, spécialement en son article 74 et suivants ;

Vu la décision du Collège communal siégeant en Collège de Police du 4 décembre 2018 par laquelle il délègue à Madame Ann CLOET, Première Echevine ayant notamment en charge les Finances, la compétence du Collège communal siégeant en Collège de Police pour vérifier les situations de caisse établies par la Directrice financière et ce, pour toute la durée de la mandature 2018-2024 ;

A ... voix ;

VISE

Sans observation le procès-verbal de la vérification de la caisse de la Zone de Police établi au 30 juin 2024 laissant apparaître les montants suivants :

| | |
|---|---|
| Caisse | 119,84 € |
| Comptes courant Belfius | 1.401.266,94 € |
| Comptes de placement Belfius | 5.588 206,14 € |
| Compte de placement CPH | 492.268,97 € |
| Comptes ouvertures de crédit (emprunts) | 8.014.396,97 € |
| Paiements en cours/Virements internes | 0,00 € |
| AVOIR JUSTIFIE | 15.496.258,86 € |

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :
La Directrice générale,
Secrétaire de Zone
(sé) N. BLANCKE

La Bourgmestre,
La Président de Zone,
(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone

N. BLANCKE

La Bourgmestre,
Présidente de Zone

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
Isabelle DOMICENT

Police
Police Locale de Mouscron

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGANT EN CONSEIL DE POLICE

---

Séance du 9 septembre 2024

---

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

---

B4.

**OBJET :** **ZONE DE POLICE – MARCHE DE SERVICES - RENOUVELLEMENT DES PORTEFEUILLES D'ASSURANCES DE LA VILLE ET DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON (2025-2028) - MARCHÉ CONJOINT - DÉSIGNATION DE LA VILLE DE MOUSCRON COMME POUVOIR ADJUDICATEUR PILOTE ET APPROBATION DES CONDITIONS**

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36, l'article 57, et notamment les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer le marché permettant le renouvellement du portefeuille d'assurances de la Zone de Police de Mouscron ;

Considérant la nécessité pour la Ville de Mouscron de relancer également un marché permettant le renouvellement de son portefeuille d'assurances ;

Considérant dès lors l'opportunité de passer un marché conjoint entre la Ville et la Zone de Police de Mouscron ;

Suite de la délibération du Conseil communal siégeant en Conseil de police du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE – MARCHE DE SERVICES - RENOUVELLEMENT DES PORTEFEUILLES D'ASSURANCES DE LA VILLE ET DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON (2025-2028) - MARCHÉ CONJOINT - DÉSIGNATION DE LA VILLE DE MOUSCRON COMME POUVOIR ADJUDICATEUR PILOTE ET APPROBATION DES CONDITIONS**

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Vu le cahier des charges N° 2024-798 relatif au marché "Renouvellement des portefeuilles d'assurances de la Ville et de la Zone de police de Mouscron (2025-2028)" établi par le service Assurances de la Ville en collaboration avec la Zone de police ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée d'un an avec trois tacites reconductions d'un an chacune ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot **1** (Ville de Mouscron) estimé à 826.446,28 €, hors TVA ou 1.000.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 3.305.785,12 €, hors TVA ou 4.000.000,00 €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois ;

* Lot **2** (Zone de police de Mouscron) estimé à 537.190,08 €, hors TVA ou 650.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 2.148.760,32 €, hors TVA ou 2.600.000,00 €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché pour les deux partenaires s'élève à 1.363.636,36 €, hors TVA ou 1.650.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 5.454.545,44 €, hors TVA ou 6.600.000,00 € €, 21% TVA comprise pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il est également proposé de désigner la Ville de Mouscron comme pouvoir adjudicateur pilote qui exécutera la procédure et interviendra au nom de la Zone de Police de Mouscron à l'attribution du marché ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses pour la Zone de Police de Mouscron sera inscrit au budget de la Zone de Police des exercices 2025 à 2028, service ordinaire, aux articles correspondants ;

A voix ;

D E C I D E :

Article 1er – De passer un marché conjoint entre la Ville de Mouscron et la Zone de Police de Mouscron.

Art. 2 – D'approuver le cahier des charges 2024-798 et le montant estimé du marché "Renouvellement des portefeuilles d'assurances de la Ville et la Zone de police de Mouscron (2025-2028)", établis par le service Assurances de la Ville en collaboration avec la Zone de police. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé pour la Zone de Police s'élève à 537.190,08 €, hors TVA ou 650.000,00 €, 21% TVA comprise pour une année ou à 2.148.760,32 €, hors TVA ou 2.600.000,00 €, 21% TVA comprise pour 48 mois.

Art. 3 – D'approuver le mode de passation du marché, à savoir la procédure ouverte.

Suite de la délibération du Conseil communal siégeant en Conseil de police du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE – MARCHE DE SERVICES - RENOUVELLEMENT DES PORTEFEUILLES D'ASSURANCES DE LA VILLE ET DE LA ZONE DE POLICE DE MOUSCRON (2025-2028) - MARCHÉ CONJOINT - DÉSIGNATION DE LA VILLE DE MOUSCRON COMME POUVOIR ADJUDICATEUR PILOTE ET APPROBATION DES CONDITIONS**

Art. 4 - De désigner la Ville de Mouscron comme pouvoir adjudicateur pilote qui exécutera la procédure et interviendra au nom de la Zone de Police de Mouscron à l'attribution du marché.

Art. 5 - De financer les dépenses pour la Zone de Police de Mouscron par le crédit qui sera inscrit au budget de la Zone de Police des exercices 2025 à 2028, service ordinaire, aux articles correspondants.

Art. 6 – La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone,

(sé) N. BLANCKE

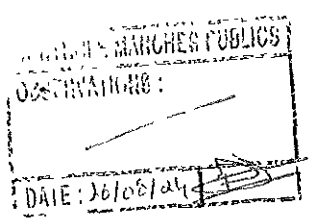
Le Bourgmestre,
Présidente du Conseil de Police,

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone,

N. BLANCKE




Le Bourgmestre,
Présidente du Conseil de Police,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Marie-Odile DESBONNET*
*056/863 000*

*N/Réf. : MP20240194*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :
MME. AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE – PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,
CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

---

B5.

**OBJET : ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - AMEUBLEMENT DE PLUSIEURS ESPACES DU NOUVEAU COMMISSARIAT DE POLICE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil communal siégeant en Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que La Zone de police souhaite lancer un marché de fourniture et pose d'ameublement de plusieurs espaces du nouveau commissariat de police ;

Attendu que bien qu'étant en période de prudence, le lancement de ce marché public est indispensable pour équiper le nouveau commissariat de police en cours de construction, tenant compte notamment des délais de livraison ;

Vu le cahier des charges n° MP20240194 relatif à ce marché établi par la zone de police ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - AMEUBLEMENT DE PLUSIEURS ESPACES DU NOUVEAU COMMISSARIAT DE POLICE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Considérant que ce marché est divisé en lots comme suit :

* Lot 1 (Conception et réalisation d'aménagement intérieur du lobby et du réfectoire), estimé à 53.719,00 € hors TVA ou 64.999,99 €, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Mobilier salles diverses), estimé à 45.124,00 € hors TVA ou 54.600,04 €, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Vestiaires), estimé à 78.099,17 € hors TVA ou 94.500,00 €, 21% TVA comprise ;

* Lot 4 (Mobilier de bureau), estimé à 23.150,00 € hors TVA ou 28.011,50 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 200.092,17 € hors TVA ou 242.111,53 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant la dépense pour le mobilier est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024 de la Zone de police, article 3303/741PR-98 et financé par prélèvement à l'article 060/995-51 ;

Considérant que le crédit permettant la dépense pour les éléments autres que du mobilier liés à l'aménagement des espaces (tels que les décorations) est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024 de la Zone de police, article 330/124DI-02 ;

A des voix ;

D E C I D E :

Art. 1er - D'approuver le cahier des charges n° MP20240194 et le montant estimé du marché "Ameublement de plusieurs espaces du nouveau commissariat de police", établis par la zone de police. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 200.092,17 € hors TVA ou 242.111,53 €, 21% TVA comprise.

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art. 3 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 4 - De financer la dépense pour le mobilier par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024 de la Zone de police, article 3303/741PR-98 et financé par prélèvement à l'article 060/995-51.

Art. 5 - De financer la dépense pour les éléments autres que du mobilier liés à l'aménagement d'espaces (tels que les décorations) par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024 de la Zone de police, article 330/124DI-02.

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - AMEUBLEMENT DE PLUSIEURS ESPACES DU NOUVEAU COMMISSARIAT DE POLICE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Art. 6 – La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone,

(sé) N. BLANCKE

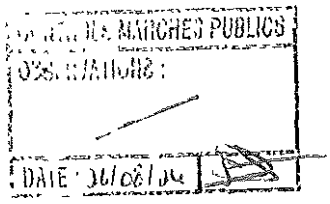
Le Bourgmestre,
Présidente du Conseil de Police,

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone,

N. BLANCKE




Le Bourgmestre,
Présidente du Conseil de Police,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Marie-Odile DESBONNET*
*056/863 000*

*N/Réf. : N/Réf. :*
*MP20240191b*

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

## Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

---

B.6.

**OBJET : ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE SOLUTION MULTI-VISUALISATION POUR LES SALLES DE CONTRÔLE ET DE COMMANDEMENT DU NOUVEAU COMMISSARIAT DE POLICE (AVEC MAINTENANCES) - RELANCE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Le Conseil communal siégeant en Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que, dans le cadre de l'aménagement du nouveau commissariat de police, la Zone de police souhaite équiper les salles de contrôles et de commandement ;

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE SOLUTION MULTI-VISUALISATION POUR LES SALLES DE CONTRÔLE ET DE COMMANDEMENT DU NOUVEAU COMMISSARIAT DE POLICE (AVEC MAINTENANCES)- RELANCE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Considérant qu'un premier marché public concernant la fourniture et l'installation d'une solution multi-visualisation sur murs vidéo et sur différents postes des opérateurs ainsi que la maintenance a été lancé suite à une décision du Conseil communal siégeant en Conseil de police du 24 juin 2024 ;

Vu la décision du Collège communal en sa séance du 26 août 2024 arrêtant ce marché pour cause de changement de procédure et de l'apport de petites modifications au cahier des charges ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer ce marché intitulé "Acquisition et installation d'une solution multi-visualisation pour les salles de contrôle et de commandement (avec maintenances)" ;

Considérant le cahier des charges N° MP20240191b établi par la Zone de Police de Mouscron ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 172.000,00 € hors TVA ou 208.120,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que ce marché est divisé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle :
- Tranche ferme : Acquisition et installation d'une solution multi-visualisation pour les salles de contrôle et de commandement, estimée à 124.892,56 € HTVA ou 151.120,00 €, 21% TVA comprise ;
- Tranche conditionnelle : Maintenances de la solution multi-visualisation pour les salles de contrôle et de commandement, estimée à 47.107,44 € HTVA soit 57.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant l'acquisition du matériel et son installation est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024 de la Zone de police, article 3305/742PR-53 et financé par prélèvement à l'article 060/995-51 ;

Considérant que le crédit permettant la maintenance annuelle sera prévu aux budgets ordinaires des années suivantes de la Zone de Police, à l'article 330/123-13 ;

A des voix ;

D E C I D E :

Art. 1er – De relancer le marché "Acquisition et installation d'une solution multi-visualisation pour les salles de contrôle et de commandement du nouveau commissariat de police (avec maintenances) "

Art. 2 - D'approuver le cahier des charges N° MP20240191b et le montant estimé du marché "Acquisition et installation d'une solution multi-visualisation pour les salles de contrôle et de commandement du nouveau commissariat de police (avec maintenances) ", établis par la Zone de Police de Mouscron. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 172.000,00 € hors TVA ou 208.120,00 €, 21% TVA comprise.

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE SOLUTION MULTI-VISUALISATION POUR LES SALLES DE CONTRÔLE ET DE COMMANDEMENT DU NOUVEAU COMMISSARIAT DE POLICE (AVEC MAINTENANCES)- RELANCE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Art. 3 - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art. 4 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 5 - De financer l'acquisition du matériel et son installation par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 3305/742PR-53 et financé par prélèvement à l'article 060/995-51.

Art. 6 - De financer la maintenance annuelle par le crédit qui sera prévu aux budgets ordinaires des années suivantes de la Zone de Police, à l'article 330/123-13.

Art. 7 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone,

(sé) N. BLANCKE

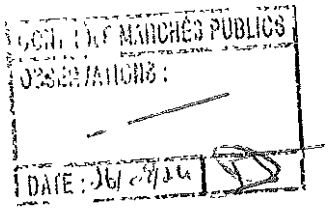
Le Bourgmestre,
Présidente du Conseil de Police,

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice générale,
Secrétaire de Zone,

N. BLANCKE




Le Bourgmestre,
Présidente du Conseil de Police,

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Marie-Odile DESBONNET*
*056/863 000*

*N/Réf. : adhésion-participation définitive marché commun BOSA- appareils multifonctionc et imprimantes*

**PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL**
VIVRE MOUSCRON

Wallonie picarde

acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

---

B7. **OBJET : ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION D'APPAREILS MULTIFONCTIONS ET D'IMPRIMANTES - ADHESION AU CONTRAT COMMUN SPF BOSA « ACHAT, LOCATION SANS OPTION D'ACHAT, ENTRETIEN D'APPAREILS MULTIFONCTIONS ET D'IMPRIMANTES ET SERVICES CONNEXES » – PARTICIPATION DEFINITIVE.**

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment l'article 33, §2, al.5 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 33 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux qui dispose que le Conseil choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services et en fixe les conditions ;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats ;

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION D'APPAREILS MULTIFONCTIONS ET D'IMPRIMANTES - ADHESION AU CONTRAT COMMUN SPF BOSA « ACHAT, LOCATION SANS OPTION D'ACHAT, ENTRETIEN D'APPAREILS MULTIFONCTIONS ET D'IMPRIMANTES ET SERVICES CONNEXES » – PARTICIPATION DEFINITIVE.**

Considérant que l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats crée un modèle de coopération fédéral pour la gestion de marchés publics (contrats communs) ;

Considérant que cette réglementation met en place une politique d'achats centralisés homogène, commune aux différents services publics fédéraux, lesquels deviennent «participants actifs» chargés de coordonner des marchés publics de manière centralisée pour d'autres services publics fédéraux (et autres organismes publics) bénéficiaires ;

Considérant que, dans ce cadre, les contrats communs sont définis à l'article 1, 2° comme étant : *« les marchés à passer ou passés dans le cadre de la politique fédérale d'achats par un participant actif ou passif qui agit comme centrale d'achat au bénéfice d'autres participants actifs et passifs ayant au préalable transmis une décision de participation définitive »* ;

Considérant que les zones de police peuvent adhérer à des contrats communs sous condition, d'une part, de transmettre une déclaration d'intention au service désigné et, d'autre part, de confirmer leur participation définitive par la conclusion d'une convention d'adhésion préalable à la passation de chaque marché commun ;

Qu'en l'espèce, la zone de police a marqué son intérêt (déclaration d'intention) pour un contrat commun n° FORCMS-COPY-152 (GO240) concernant « l'achat, location sans option d'achat, entretien d'appareils multifonctions et d'imprimantes et services connexes », géré par le SPF BOSA (organisation en charge) ;

Qu'elle a été avertie par le SPF BOSA de la possibilité de participer définitivement audit contrat et doit dès lors confirmer son souhait d'adhérer au marché commun à venir ;

Considérant que le recours à une centrale d'achat permet à la zone de police, d'une part, de bénéficier de prix avantageux et, d'autre part, de simplifier le processus d'achat puisqu'elle ne devra pas réaliser elle-même la procédure de passation et d'attribution de marchés pour ce type de services ;

Considérant que la convention d'adhésion, complétée avec les quantités estimées et/ou budget, doit être approuvée par l'organe compétent pour la passation des marchés publics, en l'espèce, le Conseil communal siégeant en Conseil de police ;

Considérant qu'il est donc proposé d'adhérer à la proposition de participation définitive sise en annexe ;

Considérant en outre qu'il y a lieu de fournir l'estimatif des quantités annuelles de matériel de type appareils multifonctions et imprimantes souhaité par la Zone de police pour les quatre années à venir ;

Considérant que les besoins de la zone de police pour ledit contrat commun peuvent être estimés à 58.900,00 € hors TVA ou 71.269,00 €, 21% TVA comprise ;

A des voix ;

DECIDE :

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION D'APPAREILS MULTIFONCTIONS ET D'IMPRIMANTES - ADHESION AU CONTRAT COMMUN SPF BOSA « ACHAT, LOCATION SANS OPTION D'ACHAT, ENTRETIEN D'APPAREILS MULTIFONCTIONS ET D'IMPRIMANTES ET SERVICES CONNEXES » – PARTICIPATION DEFINITIVE.**

Article 1er – D'adhérer au contrat commun n° FORCMS-COPY-152 (GO240) concernant « l'achat, location sans option d'achat, entretien d'appareils multifonctions et d'imprimantes et services connexes », géré par le SPF BOSA.

Article 2 - D'approuver la convention d'adhésion (participation définitive), telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 3 - De fournir au SPF BOSA l'estimatif des quantités de matériel souhaité par la Zone de police.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

(sé) N. BLANCKE

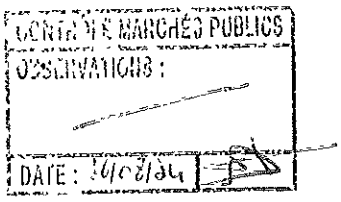
La Bourgmestre,
Présidente du conseil

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

N. BLANCKE




La Bourgmestre,
Présidente du conseil

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
*Marie-Odile DESBONNET*
*056/863 000*

*N/Réf. : adhésion- participation définitive marché commun BOSA- fournitures de bureau et consommables informatiques*

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

Séance du 09/09/2024

PRÉSENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

PROJET

---

B8

**OBJET : ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - ADHESION AU CONTRAT COMMUN SPF BOSA « LIVRAISON DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES» – PARTICIPATION DEFINITIVE**

PROGRAMME STRATÉGIQUE TRANSVERSAL
VIVRE MOUSCRON

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment l'article 33, §2, al.5 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 33 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux qui dispose que le Conseil choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services et en fixe les conditions ;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats ;

Considérant que l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats crée un modèle de coopération fédéral pour la gestion de marchés publics (contrats communs) ;

Wallonie picarde
acteur de l'eurométropole lille kortrijk tournai

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - ADHESION CONTRAT COMMUN SPF BOSA « LIVRAISON DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES» – PARTICIPATION DEFINITIVE.**

Considérant que cette réglementation met en place une politique d'achats centralisés homogène, commune aux différents services publics fédéraux, lesquels deviennent « participants actifs » chargés de coordonner des marchés publics de manière centralisée pour d'autres services publics fédéraux (et autres organismes publics) bénéficiaires ;

Considérant que, dans ce cadre, les contrats communs sont définis à l'article 1, 2° comme étant : *« les marchés à passer ou passés dans le cadre de la politique fédérale d'achats par un participant actif ou passif qui agit comme centrale d'achat au bénéfice d'autres participants actifs et passifs ayant au préalable transmis une décision de participation définitive »* ;

Considérant que les zones de police peuvent adhérer à des contrats communs sous condition, d'une part, de transmettre une déclaration d'intention au service désigné et, d'autre part, de confirmer leur participation définitive par la conclusion d'une convention d'adhésion préalable à la passation de chaque marché commun ;

Qu'en l'espèce, la zone de police a marqué son intérêt (déclaration d'intention) pour un contrat commun n° FORCMS-FBBB-153 (GO255) concernant la « livraison de fournitures de bureau et consommables informatiques », géré par le SPF BOSA (organisation en charge) ;

Qu'elle a été avertie par le SPF BOSA de la possibilité de participer définitivement audit contrat et doit dès lors confirmer son souhait d'adhérer au marché commun à venir ;

Considérant que le recours à une centrale d'achat permet à la zone de police, d'une part, de bénéficier de prix avantageux et, d'autre part, de simplifier le processus d'achat puisqu'elle ne devra pas réaliser elle-même la procédure de passation et d'attribution de marchés pour ce type de services ;

Considérant que la convention d'adhésion, complétée avec les quantités estimées et/ou budget, doit être approuvée par l'organe compétent pour la passation des marchés publics, en l'espèce, le Conseil communal siégeant en Conseil de police ;

Considérant qu'il est donc proposé d'adhérer à la proposition de participation définitive ci-annexée ;

Considérant en outre qu'il y a lieu de fournir l'estimatif des quantités annuelles de fournitures de bureau et consommables informatiques souhaitées par la Zone de police pour les quatre années à venir ;

Considérant que les besoins de la zone de police pour ledit contrat commun peuvent être estimés à 42.180,52 € hors TVA ou 51.038,43 €, 21% TVA comprise ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er - D'adhérer au contrat commun n° FORCMS-FBBB-153 (GO255) concernant la « livraison de fournitures de bureau et consommables informatiques », géré par le SPF BOSA.

Suite de la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2024 ayant pour objet :
**ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES - ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - ADHESION CONTRAT COMMUN SPF BOSA « LIVRAISON DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES» – PARTICIPATION DEFINITIVE.**

Article 2 - D'approuver la convention d'adhésion (participation définitive), telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 3 - De fournir au SPF BOSA l'estimatif des quantités de matériel souhaité par la Zone de police.

**PAR LE CONSEIL :**

Par ordonnance :

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

(sé) N. BLANCKE

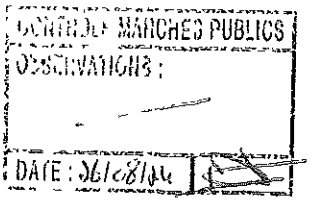
La Bourgmestre,
Présidente du conseil

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

N. BLANCKE




La Bourgmestre,
Présidente du conseil

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par
CNT A. TAMBUSO

Police
Police Locale de Mouscron

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRESENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

PROJET

---

B9.

**OBJET** **Approbation du règlement du jeu-concours organisé lors du Vélopolis 2024**

Le Conseil Communal siégeant en Conseil de police,

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de Police intégré structuré à 2 niveaux ;

Considérant l'approbation du règlement du concours Vélopolis, par le Collège Communal en sa séance du 12 août 2024 ;

Considérant le règlement du concours Vélopolis, tel que joint en annexe à la présente décision et faisant partie intégrante de celle-ci ;

Sur proposition du Collège Communal ;

À ..... des voix ;

**DECIDE**

**Article 1er.** D'approuver le règlement du jeu-concours organisé lors du Vélopolis qui se déroule le 8 septembre 2024 ;

**Art. 2.** De charger le Collège Communal siégeant en Collège de Police de l'exécution de la présente délibération.

**PAR LE CONSEIL :**

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

(sé) N. BLANCKE

La Bourgmestre,
Présidente du conseil

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

N. BLANCKE

La Bourgmestre,
Présidente du conseil

B. AUBERT

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par :
CSL Anne LAEVENS

Police
Police Locale de Mouscron

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRESENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, CHEF DE CORPS.

PROJET

---

B10 A.

**OBJET : ZONE DE POLICE - PATRIMOINE – DECLASSEMENT D'UN CHIEN DE PATROUILLE (JUGO)**

Le Conseil Communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la zone de police, les articles 18 et 21 ;

Considérant l'acquisition par la zone de police d'un chien de patrouille pour l'inspectrice de police, Maître-Chien, Eloïse DUMOULIN en 2016 ; que celui-ci est décédé cette année ;

Qu'il convient de sortir le chien de patrouille, dénommé JUGO, du patrimoine de la zone de police ;

| Description | Compte particulier | Année d'achat | Prix d'achat | Valeur comptable actuelle |
|---|---|---|---|---|
| Berger malinois, Jugo | 05341/2016 | 2016 | 900,00 € | 0,00 € |

Considérant l'avis favorable du Collège communal siégeant en Collège de police en séance du 26 août 2024 sur le déclassement du chien de patrouille, dénommé JUGO ;

A l' XXX des voix ;

DECIDE :

**Article 1er.** De déclasser le chien de patrouille JUGO

**Art. 2.** De transmettre la présente délibération, par courrier ou courriel, à :

1) A Monsieur le Gouverneur de la province de Hainaut, Service « tutelle police », Rue verte, 13 à 7000 MONS ;
2) Au Service Public Fédéral Intérieur, Direction Générale Sécurité et Prévention, Rue du Commerce, 96 à 1000 BRUXELLES.

**PAR LE CONSEIL :**

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

(sé) N. BLANCKE

La Bourgmestre,
Présidente du conseil

(sé) B. AUBERT

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

La Directrice Générale,
Secrétaire de zone

N. BLANCKE

La Bourgmestre,
Présidente du conseil

B. AUBERT

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

Ville MOUSCRON
Arrondissement de Mouscron
Province de Hainaut

Dossier traité par :
CSL Anne LAEVENS

Police
Police Locale de Mouscron

# EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

---

## Séance du 09 septembre 2024

---

PRESENTS :

MME AUBERT BRIGITTE, — BOURGMESTRE-PRESIDENTE ;

MME CLOET ANN, MME VANELSTRAETE MARIE-HELENE, MME VALCKE KATHY, M. HARDUIN LAURENT, M. MISPELAERE DIDIER, M. VAN GYSEL PASCAL, M. VACCARI DAVID, — ECHEVINS ;

M. SEGARD BENOIT, — PRESIDENT DU C.P.A.S. ;

M. VYNCKE RUDDY, M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, M. VARRASSE SIMON, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME AHALLOUCH FATIMA, M. FACON GAUTIER, MME LOOF VERONIQUE, M. RADIKOV JORJ, MME DE WINTER CAROLINE, MME HOSSEY GAËLLE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, MME NUTTENS REBECCA, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HARRAGA HASSAN, M. LEROY ALAIN, M. LOOSVELT PASCAL, M. HACHMI KAMEL, MME HINNEKENS MARJORIE, M. TERRYN SYLVAIN, M. ROUSMANS ROGER, M. AMELOOT ALEXANDRE, M. DEBRAUWERE GUILLAUME, MME VANDENBROUCKE MARTINE, MME KINT SARA, MME DELIE-VANDENBUSSCHE ELISE, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE,

— CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE, — DIRECTRICE GENERALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

PROJET

B.10 B.

---

**OBJET : ZONE DE POLICE - PATRIMOINE – DECLASSEMENT D'UN CHIEN DE PATROUILLE (O'MARLEY)**

Le Conseil Communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la zone de police, les articles 18 et 21 ;

Considérant l'acquisition par la Zone de police d'un chien de patrouille pour le premier inspecteur de police, Maître-Chien, Olivier DELHAYE en 2019 ;

Que le premier inspecteur de police Olivier DELHAYE quitte la zone de police, par la voie de la mobilité, au 1er septembre 2024 ;

Que la zone de police propose de déclasser le chien de patrouille O'Marley et de le céder à titre gracieux à son maître-chien ;

| Description | Compte particulier | Année d'achat | Prix d'achat | Valeur comptable actuelle |
|---|---|---|---|---|
| Berger malinois, O'Marley | 05341/2020 | 2019 | 1850,00 € | 0,00 € |

Considérant l'avis favorable du Collège communal siégeant en Collège de police en séance du 26 août 2024 sur le déclassement du chien O'MARLEY et sa cession à titre gratuit à son maître-chien ;

A l' XXX des voix ;

DECIDE :

**Article 1er.** De déclasser le chien de patrouille O'MARLEY et le céder à titre gratuit à son ancien maître-chien.

**Art. 2.** De transmettre la présente délibération, par courrier ou courriel, à :

1) A Monsieur le Gouverneur de la province de Hainaut, Service « tutelle police », Rue verte, 13 à 7000 MONS ;
2) Au Service Public Fédéral Intérieur, Direction Générale Sécurité et Prévention, Rue du Commerce, 96 à 1000 BRUXELLES.

**PAR LE CONSEIL :**

| | |
|---|---|
| La Directrice Générale,<br>Secrétaire de zone | La Bourgmestre,<br>Présidente du conseil |
| (sé) N. BLANCKE | (sé) B. AUBERT |

**POUR EXTRAIT CONFORME :**

| | |
|---|---|
| La Directrice Générale,<br>Secrétaire de zone | La Bourgmestre,<br>Présidente du conseil |
| N. BLANCKE | B. AUBERT |

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE